7e Année, N° 115 - 5 Mars 1931

Prix : 3 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

Notre Plan de travail pour 1931

QUAND MANQUE LA CHAIR A TRAVAIL...

La raison des crises économiques

par R. LOUZON

Mais la voilà, l'enquête sur l'Unité Syndicale

XLIII. Commentaires de Digat.
XLIV. Le Manifeste des 500.
XLV. Deux articles de Jouhaux.
XLVI. La résolution des Employés.
XLVII. « Unité de maquignons », dit O. Capocci.
XLVIII. R. Dumontier.
XLIX. E. et G. Lefranc.
L. Un « tournant décisif » de la C. G. T. U.
LI. Le « tournant » dans le Nord.
LII. Une lettre de Liochon.
LIII. Le mouvement en Loire-Inférieure.
LIV. Un effort à Colombes.

TEMPÊTE SUR LE MAROC

par Mouslim BARBARI

Lettre d'Allemagne : La double menace qui plane

par René BERTHOLET

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 5)

Rédaction et Administration :

54, rue du Château-d'Eau -- Paris (10e)

(*Permanence de 5 à 7 tous les soirs*)

Téléphone : Botzaris 21-32

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois..... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à PIERRE MONATTE, 54, rue du Château-d'Eau, à Paris (10e).

Adresser la correspondance relative à l'administration à M. BARAT, même adresse.

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

NOTRE PLAN DE TRAVAIL POUR 1931.

PARMI NOS LETTRES

A propos de l'anarchisme. — L'Enquête sur l'unité syndicale. — Une campagne d'entr'aide internationale.

LA RAISON DES CRISES ECONOMIQUES ..... R. LOUZON

LA CHASSE A L'ARABE EST OUVERTE EN ALGERIE ..... R. LOUZON

...MAIS LA VOILA, L'ENQUETE SUR L'UNITE SYNDICALE :

XLIII. Commentaires de Digat. — XLIV. Le Manifeste des 500. — XLV. Deux articles de Jouhaux. — XLVI. La résolution des Employés. — XLVII. « Unité de maquignons », dit O. Capocci. — XLVIII. R. Dumontier. — XLIX. E. et G. Lefranc. — L. Un « tournant décisif » de la C. G. T. U. — LI. Le « tournant » dans le Nord. — LII. Une lettre de Lochon. — LIII. Le mouvement en Loire-Inférieure. — LIV. Un effort à Colombes.

TEMPETE SUR LE MAROC..... MOUSLIM BARBARI

LA DOUBLE MENACE QUI PLANE.. RENÉ BERTHOLON

A TRAVERS LES LIVRES

Henri Fauconnier : Malaise. — Paul Nizan : Aden, Arabie ..... B. GIAUFFRET

A. Armandy : La désagréable partie de campagne ..... J. PÉRA

Boris Bajanov : Avec Staline dans le Kremlin ..... P. E.

FAITS ET DOCUMENTS

Les faits du mois. — M. Duchemin et la crise économique. — Journalisme et fonds secrets. — La lutte des mineurs contre la diminution des salaires. — L'affaire du 14 novembre à Madrid. — L'interview de M. Parmentier sur le « plan quinquennal ». — Le déficit de « l'Humanité ». — La déclaration du général Miller. — Le plan quinquennal sera-t-il réalisé en trois ans. — Deux films de propagande syndicale.

ENTRE NOUS :

Souscriptions de février. — Abonnements de soutien.

Notre plan de travail pour 1931

Nous sommes en retard pour publier notre bilan de 1930 et faire nos projets pour 1931. En retard de deux mois pour la rédaction, d'un mois pour l'administration, étant donné qu'il n'est guère possible de publier et commenter dans le numéro du 5 janvier un bilan arrêté le 31 décembre.

Nous avions même pensé une minute, ce bilan n'étant pas brillant, qu'il serait préférable de ne pas le donner. Mais nous ne nous sommes par arrêtés à cette idée. Il n'est pas brillant, raison de plus de le mettre sous les yeux de nos amis! Ils ont besoin de le connaître; ils en ont le droit.

Nous avons pris l'habitude de le donner, nous devons continuer. Ce n'est pas parce que nous ne sommes pas très contents de nous que nous devons faire une entorse à cette bonne habitude. Nous faisions depuis des années, sans le savoir, de l'auto-critique; maintenant que le mot est à la mode, — hélas, la chose l'est beaucoup moins! — continuons à faire la chose.

***

C'est un fait, nous nous sommes relâchés au cours de l'année. La rédaction des numéros en a souffert. Le chiffre des abonnés aussi. Tout se tient.

Il suffit qu'au centre du « noyau », les cuisiniers de la rédaction et de l'administration se relâchent pour que tout le « noyau » se laisse aller et que, tout autour, nos amis, depuis les plus proches jusqu'aux plus éloignés, arrêtent leur effort. Plus de lettres nourries de remarques et de suggestions, plus de chasse aux abonnés. De là l'utilité que les cuisiniers ne négligent jamais leur travail. Leur négligence a des conséquences trop graves; ils sont une sorte de pivot. S'ils ralentissent, ils arrêtent tout.

Evidemment, on ne peut être partout à la fois. Même en se crevant, Chambelland ne pouvait assurer le travail de double cuisinier de la R. P. et du Cri du Peuple, sans parler de toutes les obligations de la propagande qui lui incombent forcément. Nous ne l'avons pas compris assez vite, et même une fois que nous l'avons eu compris nous n'avons pas su organiser d'une autre façon notre travail.

Il faut dire, à notre excuse, que nous nous sommes attardés, jusqu'à ces tout derniers temps, sur une première tentative qui n'a pas abouti.

On se rappelle ce que nous annoncions en juillet dernier; nous devions faire local commun avec le Cri du Peuple. Du moment que Chambelland était obligé de se partager entre le Cri et la R. P., trouver un nouveau local où il assurerait l'administration de l'hebdomadaire et celle de la revue était absolument indispensable. L'idée en était venue, la proposition en avait été faite par un militant de la minorité n° 2. Nous ne pouvions que l'accepter. On sait qu'elle impliquait seulement administration commune, laissant caisses séparées et rédactions indépendantes. Le projet était excellent, mais il fallait le réaliser, et en premier lieu trouver le local nouveau. Il n'a pas pu être trouvé. Ce qui s'est produit, c'est que pendant quelques mois la R. P. qui ne se regardait plus comme étant rue du Château-d'Eau, a « fait le poireau » patiemment, mélancoliquement, dans un coin du local du Cri, déjà trop à l'étroit pour l'hebdomadaire lui-même.

Il fallait revenir à notre petit local de la rue du Château-d'Eau et y réorganiser notre travail, un peu trop longtemps négligé. C'est chose faite. Nous ne pouvions songer à demander à Chambelland d'y revenir, au moins pour le moment, sa présence au Cri étant indispensable. Mais les camarades du Cri ne feraient peut-être pas mal de réorganiser leur travail aussi; la charge de la rédaction et de l'administration d'un hebdomadaire est trop lourde pour un seul homme, même si cet homme n'avait pas, comme c'est le cas, outre les soucis financiers de cet organe, un tas d'obligations de propagande de la minorité. Non seulement on use un homme à ce régime, mais encore on l'empêche de bien faire ce qu'il fait.

A la R. P., nous sommes bien résolus, en tout cas, à nous ressaisir, à en finir avec le travail fait à la diable, aussi bien à la rédaction qu'à l'administration.

Les tâches particulières de la revue

Au cours de 1930, nous nous sommes demandé plusieurs fois s'il était nécessaire de maintenir la revue à côté de l'hebdomadaire. Chaque fois l'avis unanime a été que la revue était indispensable; qu'elle avait une tâche distincte, complémentaire, à accomplir. Nous ne nous poserons donc plus la question. Nous travaillerons à donner à la R. P. sa forme nouvelle. Maintenant que le Cri existe, c'est à lui de mener la petite guerre journalière. Mais c'est à nous de faire ce qu'il peut difficilement faire : rassembler les matériaux et les munitions. En face du fanatisme bolchevique et, ne l'oublions pas, du non moins dangereux fanatisme réformiste, il faut dresser des convictions fortes qui ne s'en laissent imposer ni par l'un ni par l'autre de ces fanatismes. Comment préparer ces convictions fortes? De bien des manières; mais nous pouvons y participer en montrant aux militants la nécessité de la culture révolutionnaire, et celle de l'étude des grands problèmes qui commandent l'action.

Mais l'appétit de l'étude manque trop souvent. Avouons aussi que bien souvent l'étude est présentée de manière peu appétissante.

En revenant à la publication mensuelle, nous avons voulu nous attacher particulièrement aux grandes études. Nous n'avons pas la prétention de tenir tout à fait notre forme nouvelle. Cependant, nous sommes convaincus de pouvoir y arriver assez vite. Pour cela, il faut que nous dérouillions un certain nombre de nos collaborateurs. Un exemple : ç'a été toute une affaire que d'amener Marie Guillot à reprendre sa plume; elle pensait s'en tirer en nous envoyant le rapport qu'elle avait présenté sur les Davidées au dernier Congrès de l'Enseignement. Nous lui avons fait remarquer qu'elle ne parlait pas de tel ou tel point du problème. Elle a dû ajouter un chapitre, puis d'autres. Elle l'a fait en

ronchonnant un peu, mais bien contente au fond. Nous aussi. Nos lecteurs de même. Nous ne raterons pas une occasion de recommencer avec elle, et avec vingt autres camarades qui n'ont aucun droit de se tourner les pouces.

— Vous nous ferez travailler, disent d'aucuns, afin de pouvoir mieux vous reposer.

— Vous en avez de bonnes! N'est-ce pas déjà un travail que de vous forcer à travailler? Mais il est bien sûr que, Louzon et Péra exceptés, les autres camarades du « noyau » devraient fournir une contribution de grandes études plus copieuse. On y veillera. Ce que nous avons à dire, nous devons le dire et nous le dirons. Nous n'aurons pas peur non plus, restant fidèles à notre règle, d'accueillir des opinions divergentes et d'y opposer les nôtres.

Quant aux rubriques, nous pensons nous en tenir à celles-ci : Carnet du Sauvage, Parmi nos Lettres, Lettres de l'Internationale, Notes Economiques, A travers les livres et revues, Faits et Documents. Cela en fait tout de même six. Les unes à deux pages, les autres à quatre, cela va nous chercher dans les 16 pages de la revue. Il ne reste donc plus que 16 pages pour les grandes études. C'est peu. C'est tout de même quelque chose, nos 32 pages de la revue en valant bien cent d'un bouquin. Et l'important, c'est que ces études soient bonnes. Pour qu'elles le soient vraiment, il ne faut pas qu'elles tombent à n'importe quel moment; il faut qu'elles tombent juste quand on en a besoin, quand les camarades se demandent ce que signifie telle question, quand ils ont besoin de voir clair dans tel problème embrouillé.

Vous voyez l'utilité d'être nombreux à travailler autour de la R. P.; l'utilité aussi que tous nos amis nous fassent part de leurs remarques, même si le fait d'avoir risqué une remarque leur vaut à l'occasion cette réponse : « Si vous nous faisiez ça? Celui qui a une idée est souvent le plus capable de la réaliser. »

Ces temps-ci, nous voudrions faire assez rapidement l'inventaire des forces syndicales après dix ans de scission. D'abord département par département. On verra après à le faire peut-être Fédération par Fédération. C'est un complément nécessaire à l'enquête sur l'unité syndicale. Quand Lavenir, du Rhône, nous en a suggéré l'idée, celle-ci était si bien dans l'air que Lapraz nous avait déjà envoyé une note sur la Haute-Savoie qui répondait à la même préoccupation. Aujourd'hui, c'est Guilbot qui le fait pour la Loire-Inférieure. Il faut que tous les départements défilent. Nous devrions pouvoir faire cet inventaire en quatre ou cinq numéros. Que nos amis de chaque département se mettent au travail. S'il nous arrive plusieurs notes sur le même département, ce ne sera pas un malheur; on les fondra et ce n'en sera que mieux.

Les grandes questions à examiner ne manqueront pas cette année. Sans parler de tout l'imprévu qui s'amènera, ni des monographies de luttes que nous devrons publier, non plus que de la campagne pour l'Unité syndicale que nous suivrons mois par mois, nous avons de grands sujets devant nous : la crise économique et le problème du chômage, le plan quinquennal russe, la Révolution espagnole, les questions coloniales à propos de l'Exposition qui va s'ouvrir, le cinquantenaire de l'école laïque, le centenaire de l'Insurrection lyonnaise de 1831, etc., etc.

Le bilan de 1930

Voici le bilan, recettes et dépenses, de l'année 1930 :

RECETTES

En caisse au 1er janvier 1930 ..... Fr.	2.122	»
Abonnements ordinaires	37.190	70
Abonnements de soutien	9.025	»
Vente au numéro	4.916	46
Souscriptions	3.118	60
Selfliors	185	»
Recettes diverses	10	»
Total	56.567	76

DÉPENSES

Frais d'impression et d'expédition	36.654	10
Frais divers (correspondance, recouvrements, frais de bureau, journaux, etc.)	4.685	80
Loyer, assurance, entretien et téléphone.	4.509	65
Table des matières 1929	606	»
Salaire du demi-permanent (10 mois à demi-permanence, 2 mois à permanence entière)	14.000	»
Selflior.	108	»
Remboursement de recettes	22	»
Total	60.585	55
Total des recettes	56.567	76
Total des dépenses	60.585	55
Déficit de l'année	4.017	79

***

Ainsi, nous terminons 1930 avec plus de 4.000 fr. de déficit. Avec aussi, il est nécessaire de le dire, un accroissement de notre dette chez l'imprimeur. Avec en plus, il est indispensable de l'ajouter, un emprunt de 5.000 francs que nous a consenti un camarade abonné de soutien pour nous permettre de faire face aux engagements pris.

Telle est la situation administrative de la R. P. à fin 1930. Tous nos amis s'accorderont à dire qu'elle n'est pas brillante, et nous en convenons franchement.

D'où vient le déficit? D'un fléchissement de recettes. 2.000 francs de moins aux abonnements et réabonnements. 5.000 francs de moins aux « Soutiens ». 2.000 francs de moins à la vente au numéro. 1.400 francs de moins à la souscription.

Tandis que fléchissaient les recettes, les dépenses, elles, s'accroissaient, surtout les dépenses d'impression et d'expédition; imprimeur et expéditeur ont encore augmenté leurs prix dans le courant de l'année.

D'où vient le fléchissement des recettes? Une comparaison des chiffres, comparaison faite à l'occasion de la dernière réunion du « noyau », montre qu'il a commencé en juillet, précisément au moment où le camarade demi-permanent a dû prendre en mains, sans l'avoir souhaité, l'administration du Cri du Peuple. A partir de ce moment, l'administration de la revue fut, nous devons le dire, considérablement négligée. Quand nous disons : administration, il faut comprendre le côté propagande, diffusion de la revue, car, pour l'enregistrement des recettes et des dépenses, l'expédition des numéros, le travail administratif courant, nous avons pu, cette année comme les précédentes, nous fier au dévouement et à la régularité de notre Barat.

Au moment même où la revue a été déchargée par le Cri du Peuple *de la petite lutte de tendances, mais où, par voie de conséquence, elle s'est trouvée abandonnée par ceux qui ne la prenaient justement que pour cette petite lutte, au moment précis où il aurait donc fallu un effort administratif plus grand, des initiatives plus larges, notre administrateur s'est laissé de plus en plus complètement absorber par les soucis de la vie hebdomadaire du* Cri du Peuple, *et quoique demi-permanent à la* R. P., *il n'a donné à la revue qu'un temps de plus en plus insuffisant.*

Il avait été décidé de réunir la Révolution Prolétarienne *et le* Cri du Peuple *dans un local commun. Pas dans celui du* 123 *de la rue Montmartre, trop petit pour abriter les deux publications. Dans un nouveau local, à trouver. Ce nouveau local, nous ne l'avons peut-être pas assez cherché, mais, au cours de nos démarches, nous n'avons trouvé que des prix au-dessus de notre bourse. Quelque chose, dans le quartier des imprimeries, aurait pu faire notre affaire, mais — c'est bien notre veine — nous sommes tombés sur un propriétaire qui n'était autre que l'agent électoral de M. Paul Reynaud et qui, bien entendu, ne nous a jamais donné la réponse promise. Certes non, les locaux ne manquent pas, dans la rue Montmartre et aux alentours! Mais ils sont encore hors de prix pour nous.*

Donc, pas de local commun encore, d'où de nouvelles difficultés de travail s'ajoutant aux autres.

Tout ceci explique assez clairement pourquoi nous n'avons pas équilibré notre budget, pourquoi nous avons fait du déficit et accru nos dettes. Il nous faut maintenant voir où en est la situation au point de vue abonnés.

Nous sommes à 1.042 abonnés

	1929	1930		1929	1930
Ain	3	3	*Gironde*	15	14
Aisne	8	6	Hérault	21	22
Allier	5	5	*Ille-et-Vilaine*	4	3
Alpes (Bses)	0	1	*Indre*	15	13
Alpes (Htes)	1	1	*Indre-et-Loire*	7	6
Alpes-Marit.	22	17	Isère	6	9
Ardèche	8	9	Jura	10	12
Ardennes	1	3	Landes	3	3
Ariège	0	1	Loir-et-Cher	1	1
Aube	2	3	*Loire*	55	47
Aude	9	4	*Loire (Hte-)*	16	10
Aveyron	1	1	Loire-Infér.	3	4
B.-du-Rhône	15	11	Loiret	3	4
Calvados	4	3	Lot	0	1
Cantal	3	3	*Lot-et-Gar.*	2	1
Charente	1	5	Lozère	1	1
Charente-Inf.	3	3	*Maine-et-Loire*	5	4
Cher	7	6	Manche	0	1
Corrèze	1	1	Marne	4	5
Corse	1	1	Marne (Hte-)	1	1
Côte-d'Or	6	2	Mayenne	1	2
C.-du-Nord	9	11	*Meurthe-et-M.*	10	7
Creuse	3	3	Meuse	0	0
Dordogne	0	1	Morbihan	2	5
Doubs	7	10	Moselle	0	0
Drôme	6	5	Nièvre	0	0
Eure	2	2	Nord	11	15
Eure-et-Loir	1	1	Oise	4	5
Finistère	37	37	Orne	1	1
Gard	3	3	Pas-de-Calais	11	12
Garonne (H.-)	4	4	Puy-de-Dôme	9	9
Gers	1	1	*Pyrénées (B.-)*	8	7

	1929	1930		1929	1930
Pyrénées (H.-)	0	0	Tarn-et-Gar.	2	3
Pyrénées-Or.	3	4	*Var*	4	2
Rhin (Bas-)	3	3	Vaucluse	1	1
Rhin (Haut-)	1	0	Vosges	5	5
Rhône	37	42	*Vienne*	4	3
Saône (Hte-)	0	1	Vienne (Hte-)	11	15
Saône-et-Loire	6	4	Vosges	5	5
Sarthe	0	0	*Yonne*	1	0
Savoie	4	4	*Belfort (Trc)*	2	1
Savoie (Hte-)	9	11	*Paris*	272	236
Seine	119	135	Algérie	30	33
Seine-et-M.	6	6	*Tunisie*	3	2
Seine-et-Oise	51	46	Maroc		3
Seine-Infér.	28	23	Colon^ies franç.	2	3
Sèvres (Deux-)	1	3	Extérieur	48	51
Somme	8	7			
Tarn	3	2		1.070	1.042

Et maintenant ?

Voici nos amis au courant de la façon la plus complète de la situation de la revue. Que va faire le « noyau » pour redresser une telle situation? Nous disons bien : « Redresser la situation ».

Eh! bien, nous avons considéré que le problème était surtout un problème de travail et d'organisation du travail. De travail pour ceux de nos camarades du « noyau » qui se sont bornés au cours de 1930, *à regarder travailler Monatte, Barat et Chambelland. D'organisation du travail pour nos deux camarades de l'administration qui doivent et qui peuvent obtenir un meilleur rendement.*

Nous avons établi un projet de budget pour 1931 *qui, s'il est observé, doit nous permettre de boucler l'année sans déficit et d'éteindre notre dette. Pour atteindre ce double objectif — en vérité, ce sont les deux seuls objectifs que nous pouvons raisonnablement nous assigner pour* 1931 *— il faut :*

1° *Non seulement maintenir notre chiffre d'abonnés, mais l'accroître; arriver aux* 1.500, *sinon aux* 2.000.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur la répartition de nos abonnés pour voir que c'est possible; nous avons baissé dans un certain nombre de départements; il faut rattraper cette baisse; des départements où il existe un fort courant minoritaire n'ont pas un seul abonné. On pourrait dire de certaines corporations, comme les cheminots par exemple, qu'elles ne brillent pas non plus. On le voit. Il y a de beaux terrains de chasse aux abonnés.

2° *Obtenir des « soutiens » un concours au moins égal à celui de* 1929; *nous y arriverons sans trop de peine; il suffit de jeter un coup d'œil sur nos rentrées de février en abonnements de soutien pour avoir confiance; mais nous voudrions que les abonnements de* 100 *francs soient le plus nombreux possibles; ils peuvent être versés en plusieurs fois; cette charge ne doit pas paraître excessive à un certain nombre d'amis de la* R. P.

3° *Faire rendre à notre vente au numéro ce qu'elle doit rendre; n'oublions pas qu'elle a une grande valeur de propagande; elle permet de toucher ceux qui ne pensent pas comme nous, tandis que l'abonné est souvent un convaincu ou un sympathisant;*

4° *Organiser la recherche de publicité de librairie pour notre couverture; une revue qui a plus d'un millier d'abonnés, triés sur le volet, désireux de lire et de*

s'instruire, doit pouvoir trouver sur une telle publicité.

5° Tenir nos amis mois par mois au courant de la situation par la confection d'un « Entre nous » régulier. Mais un « Entre nous » suppose que les camarades de chaque corporation et de chaque coin auront à cœur de le fournir d'efforts à consigner. Organiser la diffusion de la R. P. doit être la préoccupation de tous.

Ces cinq points, nous allons nous efforcer de les réaliser en 1931. Nos amis répondront à notre appel, nous en avons la conviction.

Parmi nos Lettres

A propos de l'Anarchisme

Nous avons reçu deux lettres au sujet de la réponse faite à Louzon par un camarade anarchiste. La première, naturellement, émane de Louzon; l'autre d'un militant syndicaliste d'avant-guerre.

Voici celle de Louzon :

Un camarade m'a reproché, dans le dernier numéro de la R. P., d'avoir réservé, dans un article précédent, la dénomination d'anarchiste aux individualistes.

*Je pense — et le camarade doit penser certainement comme moi sur ce point — que parmi ceux qui s'appellent anarchistes, il y a deux catégories tout à fait distinctes, entre lesquelles il n'y a à peu près rien de commun : les individualistes et les syndicalistes. Pour la clarté, je pense qu'il serait préférable de réserver le nom d'anarchistes aux premiers, et que les seconds s'appellent simplement syndicalistes (car, qu'est-ce qui différenciait, par exemple, les deux fondateurs de la C. G. T. : Pouget et Griffuelhes, l'un anarchiste, l'autre non. Pareillement, prenez, dans l'*Encyclopédie du Mouvement Syndicaliste *d'avant-guerre, l'article que Kropotkine a consacré au mot* anarchisme, *vous y verrez exclusivement la définition du syndicalisme).*

Mais l'anarchisme a un passé suffisamment glorieux pour qu'on comprenne que des camarades ne veuillent pas en abandonner le nom. Je m'excuse d'avoir semblé vouloir le leur ravir.

Voici la deuxième lettre :

Le camarade anarchiste qui a répondu à Louzon doit être jeune. Sans cela il n'aurait pas écrit que si le mouvement syndical était essentiellement anti-autoritaire avant-guerre, cela tenait à la prédominance des anarchistes dans les syndicats.

Ce sont les bolcheviks, avec toute leur littérature, qui ont réussi à accréditer cette confusion entre le syndicalisme révolutionnaire et l'anarchisme.

En réalité, le mouvement syndical était anti-autoritaire comme la plupart des tendances du mouvement avant-guerre. Si Pouget, Delesalle, Yvetot étaient anarchistes, ou avaient été anarchistes, Griffuelhes avait été blanquiste, Luquet, Bousquet avaient été guesdistes, Bourderon allemaniste, etc.

Et si l'on remonte à Pelloutier, incontestablement anarchiste, il est non moins incontestable que son anarchisme était regardé comme hérétique, tant au Libertaire *qu'aux* Temps Nouveaux. *Le jour où l'anarchisme accepte l'organisation et la lutte de classe, il rentre dans la grande famille socialiste.*

***

L'Enquête sur l'Unité syndicale

Quelques remarques envoyées à Monatte par un camarade :

Je crois que tu ne vas plus pouvoir longtemps réunir les documents sur l'Unité syndicale. Déjà la revue est envahie et cependant tu es en retard. Tu vas être bientôt tout à fait encombré, et sans vrai profit : on se fatiguera de lire.

Il me semble que désormais, il faut remplacer ce dossier par un large historique critique, où tu ne citerais que les documents essentiels ou des fragments.

Par contre, il y a une chose essentielle, à mon avis, et à faire au plus tôt : un historique précis et complet de la scission. Combien de copains t'imagines-tu qui s'en souviennent Même parmi vous qui mijotez dans la question. Tout le monde a oublié! Et c'est important de rappeler les faits et les circonstances, dans une vue d'ensemble qui ne sera pas seulement une page d'histoir, mais qui sera, politiquement, une arme défensive et offensive pour l'unité.

Il y a bien du vrai dans ces remarques. Nous aimerions à connaître ce qu'on en pense. Pour appuyer la campagne pour l'unité le plus utilement possible, que devons-nous faire à la R. P.?

***

Une campagne d'entr'aide internationale

Nous avons laissé sur le marbre cette lettre où le camarade Vauthier nous faisait connaître les résultats de la campagne du service civil d'entr'aide internationale qui a eu lieu cette année; elle n'a pas perdu son intérêt cependant, ainsi qu'on va le voir :

250 volontaires de 16 nationalités sont venus travailler à Lagarde. 13 Français seulement car chez nous on aime mieux organiser la paix et l'internationale dans un fauteuil. La majorité des volontaires vient de Suisse; beaucoup d'Anglais, d'Allemands et d'Autrichiens.

Naturellement il y avait surtout des gens à vacances (étudiants, instituteurs, médecins) mais aussi une centaine d'ouvriers (les gens à chômage) et, comme je te l'écrivais, ce sont ceux-ci, mineurs, terrassiers, bûcherons, qui commandent les équipes.

Si les volontaires sont en général des jeunes, il y a pourtant des plus de 40 ans et quelques-uns qui ont été ennemis sur le front, se donnent la main sur le chantier.

Le travail? Nettoyage de quelque cent fermes effondrées ou branlantes. Trois opérations principales : abattre les ruines, trier les matériaux, déblayer les décombres. Dès 5 heures du matin les groupes sont répartis dans le village et malgré le soleil et la poussière on fait neuf heures de travail plein.

Que le travail soit sérieux, j'en veux seulement deux preuves. La première est que le gouvernement a reconnu lui-même les services rendus. Comme les offres de service des volontaires avaient été d'abord repoussées, ceux-ci commencèrent par travailler au compte de la commune. L'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées les vit à l'ouvrage et bientôt il sollicita pour l'Etat un concours précédemment refusé. L'Etat paie 15 francs par jour et par homme, ce qui est une bonne affaire pour lui.

Mais les résultats surtout sont probants : A cette heure on trouve dans tous les environs, même à Montauban, des ruines intactes; à Lagarde tout est débarrassé; les déblais sont sur la rive du Tarn, les matériaux encore valables empilés dans les recoins et de grandes places nettes attendent les constructeurs; d'ailleurs longs à venir car les habitants n'ont encore rien touché et ne savent pas combien ils toucheront pour leurs réparations. En tout cas ces braves gens qui perdaient courage au milieu de leur désastre, reprennent espoir depuis l'arrivée des volontaires avec qui l'entente est parfaite. Malgré l'antimilitarisme avoué de l'œuvre et la nationalité étrangère des artisans, les paysans sont entièrement de cœur avec nous.

Avec les camarades ouvriers très bons rapports également. Ceux de l'usine ont constamment prêté des outils. Des ouvriers du bâtiment (pour qui en somme les volontaires ont préparé la place) sont souvent venus à la rescousse quand il fallait faire sauter un mur ou déplacer des gros poids.

Il faudrait pouvoir te dire enfin la vie de la communauté : les cantonnements sur la paille dans l'orangerie et les greniers d'un vieux château, la soupe sur les tables de bois; les bains au Tarn; les chants alternés en toutes langues; les discussions le soir après souper sous le ciel silencieux.

QUAND MANQUE LA CHAIR A TRAVAIL...

La raison des crises économiques

Nous avions décrit, il y a quelque dix-huit mois, la série des phénomènes par lesquels se manifeste l'approche des crises (R. P., du 15 novembre 1929). En attendant que la crise actuelle s'achève et permette d'apporter une réponse aux questions que nous avions alors posées, il n'est peut-être pas inutile d'essayer de rechercher la raison des crises, la cause véritable qui se cache sous l'apparence des phénomènes.

Crise de mévente, l'offre dépassant partout la demande, tel est l'aspect sous lequel se manifeste une crise. Mais c'est là un phénomène qui relève de l'échange, or la grande découverte de Marx a été que les phénomènes d'échange ne sont que des phénomènes secondaires, dont il faut rechercher les causes, non dans l'échange lui-même, mais dans la production. Ce qui se passe dans la production détermine ce qui se passe dans l'échange. Ainsi, la valeur d'un objet, c'est-à-dire la quantité plus ou moins grande d'autres objets que l'on peut obtenir en échange de celui-là dépend, en réalité, de la production, des conditions respectives de la production de l'objet considéré, et de celles des autres ; elle dépend des quantités de travail qu'exige la production de cet objet par rapport à celles qu'exige la production des autres.

Eh bien ! n'en est-il pas de même pour les crises ? N'est-ce pas dans ce qui se passe, non point dans le bureau du commerçant, mais à l'atelier, qu'il faut rechercher la cause des crises ? La crise ne provient-elle point, non d'un changement de rapports entre vendeurs et acheteurs, mais d'un changment de rapports entre patrons et ouvriers. C'est ce que nous allons rechercher.

LA CAUSE

A l'origine de la crise, avions-nous dit, il y a deux ans, est l'accumulation du capital. Si les capitalistes n'accumulaient pas, si toute la production — défalcation faite de ce qu'il faut pour reconstituer les moyens de production usés ou consommés au cours de la production — était consommée par les ouvriers et les capitalistes, il en serait comme il en était dans les sociétés précédentes, il n'y aurait pas de crises de surproduction.

Mais, cela n'est pas. Chaque année, une certaine part de la production est transformée en nouveaux moyens de production, en moyens de production supplémentaires (usines, machines, etc...), avec lesquels seront désormais produites chaque année de nouvelles marchandises. La production croît ainsi sans cesse, et à une allure de plus en plus vive, selon une véritable progression géométrique, car les nouveaux moyens de production qui sont produits par les moyens de production supplémentaires qui sont chaque année mis en œuvre, s'ajoutent à ceux que continuent à produire les moyens de production plus anciens.

Rien n'empêcherait ce phénomène de se reproduire indéfiniment, rien n'empêcherait que chaque nouvelle tranche de nouveaux moyens de production, après avoir satisfait à la consommation des patrons qui en sont les propriétaires, à celle des ouvriers qui les mettent en œuvre, et à leur propre renouvellement, fournisse un surplus consistant en de nouveaux moyens de production, qui, à leur tour, serviraient à une nouvelle production effectuée par de nouveaux prolétaires, rien... à moins qu'on ne trouve plus de nouveaux prolétaires.

Les nouveaux moyens de production ne peuvent être mis en œuvre que par des bras humains. Réduits à eux seuls, ils sont absolument improductifs. Pour qu'ils puissent produire et, par suite, procurer des bénéfices aux capitalistes qui en sont les propriétaires, il faut des bras et des cerveaux pour les faire marcher. Autrement dit, pour que le nouveau capital, le capital nouvellement accumulé, puisse fonctionner en tant que capital, une seule condition est suffisante, mais elle est absolument nécessaire : c'est qu'il y ait de nouveaux prolétaires.

Il faut donc que le nombre des prolétaires s'accroisse aussi vite que celui des capitaux, qu'il s'accroisse, comme le capital, à une allure de plus en plus rapide, à une allure de progression géométrique, d'intérêts composés, comme nous avons vu que croît lui-même le capital accumulé.

Or... cela n'est pas.

En fait, le nombre de prolétaires, tout en s'accroissant au fur et à mesure que le capital croît, ne s'accroît pas aussi vite que lui. Dès lors, il arrive nécessairement un moment où, faute de bras, les nouveaux capitaux ne vont plus pouvoir s'employer, ou, plus précisément, ne vont plus pouvoir s'employer d'une manière productive, parce qu'il ne se trouvera plus de nouveaux prolétaires à exploiter : c'est cela qui détermine la crise.

La crise, cette crise qui va apparaître comme une crise de surproduction, a, pour cause, une impossibilité à produire davantage ; cette crise qui va amener le chômage est produite par un manque de main-d'œuvre.

Vérifions-le, en voyant comment se déroulent les phases successives d'une crise.

DU MANQUE DE MAIN-D'ŒUVRE A LA « SPECULATION »

La période qui précède la crise se caractérise, au moins dans le pays où la crise se déclanchera en premier lieu, par une activité économique extrêmement intense. Toutes les usines marchent à plein.

Aucune n'arrive à suffire aux commandes. Le patronat cherche par tous moyens à augmenter sa production : il embauche tout ouvrier qui se présente, il fait faire le plus possible d'heures supplémentaires, il recherche tous nouveaux procédés de travail permettant d'économiser de la main-d'œuvre ; c'est le grand moment de la « rationalisation », mot nouveau pour une vieille chose. Mais, malgré cela, « on manque de main-d'œuvre » ; c'est la plainte unanime qui monte de partout. En effet, il n'y a plus de chômeurs. Dans le pays où la crise débutera, tout chômage disparaît ou à peu près (1).

L'armée des prolétaires, ainsi totalement mobilisée, produit une plus-value considérable, dont une part, ainsi que nous l'avons déjà dit, va à la consommation des capitalistes, et dont l'autre part serait utilisée par les capitalistes sous forme de nouveaux moyens de production permettant d'exploiter de nouveaux prolétaires et d'accroître encore ainsi la plus-value, s'il... se trouvait de nouveaux prolétaires, mais... il n'y en a plus, ils sont tous déjà employés.

On essaie bien de recourir à l'étranger. On y recourt sous une double forme : d'une part, on embauche des ouvriers à l'étranger, on pratique l'immigration de la main-d'œuvre ; d'autre part, on envoie ses capitaux à l'étranger ; au lieu d'accumuler, de transformer la plus-value en nouveaux moyens de production, dans son propre pays, on le fait à l'étranger.

Mais ces deux moyens se heurtent bientôt à une double limite : d'une part, main-d'œuvre et capitaux ne sont pas parfaitement mobiles, un grand nombre de résistances passives (crainte de s'expatrier chez les ouvriers, crainte chez les capitalistes, de ne pas surveiller d'assez près l'emploi de leurs capitaux), sans compter, parfois, les prohibitions légales, s'opposent à ce que ces transferts de capitaux et de main-d'œuvre puissent être autres que partiels ; d'autre part, il arriverait, en tous cas, un moment où la situation des pays étrangers serait devenue la même que celle du pays considéré : toute la main-d'œuvre, tant par suite du développement des capitaux indigènes que de l'émigration de la main-d'œuvre indigène et de l'immigration du capital étranger y serait absorbée.

Stockage

Il arrive donc toujours un moment où le capitalisme du pays considéré ne trouve plus de main-d'œuvre, ni chez lui, ni ailleurs, pour utiliser sous forme de capital, c'est-à-dire sous forme de moyens de production servant à exploiter de nouveaux prolétaires, sa part de plus-value qu'il ne consomme pas.

Dès lors, que va-t-il en faire ?

La consommer ? Il est déjà gavé.

La transformer en nouveau capital ? Nous venons de voir qu'il ne le peut pas.

(1) Il va subsister quelques chômeurs dans le cas, par exemple, où les différentes catégories d'ouvriers existantes ne sont pas en proportions exactement correspondantes à ce qu'exigent les conditions techniques du travail au moment considéré; ainsi tous les ouvriers qualifiés ayant été embauchés il peut rester des manœuvres en chômage parce que ceux-ci ne pourraient être utilisés que concurremment avec de nouveaux ouvriers qualifiés.

Il ne lui reste donc qu'un emploi possible : c'est de la transformer en stocks, stocks d'objets de consommation ou de moyens de production, mais de moyens de production qui se trouvent alors stérilisés, qui restent sans produire puisqu'il n'y a personne pour les faire produire.

Donc, dans un premier temps : **plus de chômage,** plus de main-d'œuvre disponible ; dans un second temps, au manque de main-d'œuvre qui subsiste, s'ajoute un second phénomène : le stockage des marchandises, ou **surproduction.** Dans un troisième temps, enfin, un troisième phénomène va venir s'ajouter aux deux autres : c'est la **spéculation.**

Hausse des prix

L'abondance des marchandises qui sont stockées devrait, semble-t-il, en faire baisser les prix. Cependant, il n'en est rien, parce que, si l'offre de ces marchandises grandit, leur demande n'en grandit pas moins.

La production, en effet, ne cesse pas ; elle ne peut s'accroître pour la raison que nous avons dite, mais elle se maintient, et, par suite, les capitalistes continuent toujours à récolter autant de plus-value ; après vente de leur production, ils se trouvent toujours en possession d'un bénéfice net, représenté par une certaine quantité de monnaie leur donnant droit à une certaine part de la production sociale. Ce droit, ils se gardent bien de ne pas le faire valoir, et, comme ils continuent à ne pouvoir l'utiliser pour acheter de quoi exploiter de nouveaux prolétaires, ils ne peuvent, pour l'utiliser, que continuer à acheter des marchandises qu'ils stockeront. La demande pour ces marchandises croît donc aussi vite qu'elles.

Et même plus vite qu'elles, car si l'on peut stocker indifféremment des moyens de production ou des objets de consommation, en revanche, toutes les marchandises ne se prêtent pas aussi bien au stockage, en raison de leur nature matérielle ; ne s'y prêtent réellement que celles qui peuvent être facilement et longuements conservées. Dès lors, la plus-value, qui est uniquement fonction de l'ensemble des marchandises produites, et qui servirait à l'achat de marchandises de toute nature, celles qui se conservent, et celles qui ne se conservent pas, si la production pouvait continuer à s'accroître, va désormais être employée uniquement à l'achat de certaines catégories de marchandises. Et comme la proportion de celles-ci, dans l'ensemble de la production, ne saurait croître instantanément, la demande en augmente beaucoup plus vite que l'offre, d'où la hausse de leurs prix, hausse qui affecte souvent une allure vertigineuse sur les matières très facilement stockables. C'est ainsi que des métaux semi-précieux comme le cuivre, qui sont le type de la matière facilement stockable, constituent, par la hausse de leur cours, un des signes les plus caractéristiques de l'approche de la crise.

La hausse ne se produit pas d'ailleurs que sur les marchandises. Elle s'exerce avec tout autant de vigueur en Bourse, sur le marché des actions. Les actions d'une société, c'est-à-dire la part de propriété que chaque action représente dans l'ensemble des moyens de production possédés par la société, sont, en effet, chose éminemment stockable ; elles sont l'emploi le plus facile pour ces malheureux ca-

pitaux en quête d'emploi. Il ne peut y avoir de nouvelles affaires, puisqu'il n'y a plus de main-d'œuvre disponible, sauf, naturellement, les affaires de mines dans la lune qui, elles, au contraire, fleurissent abondamment à ces époques, car elles n'ont évidemment pas besoin de main-d'œuvre ; dès lors, on se dispute les anciennes affaires, celles qui ont des ouvriers pour les faire marcher. Ne pouvant trouver de nouvelles sources de plus-value, on s'arrache, au prix fort, celles qui existent. En conséquence, la Bourse, aussi, « monte » à grande allure. Les actions en arrivent à se vendre à des prix extraordinairement élevés qui font ressortir à un taux très bas ce qu'elles rapportent. La baisse des « taux de capitalisation » des actions est également l'un des signes les plus certains de l'approche de la crise.

Spéculation

Mais cette hausse, tant sur des matières qui jouent un rôle capital dans l'industrie moderne que sur les titres de Bourse, engendre un état de prospérité factice. Factice, car elle ne correspond pas à une augmentation de la plus-value ; prospérité qu'on peut donc qualifier, à juste titre, de « spéculative ». Un stock ou des titres achetés un certain prix en arrivent à se revendre, automatiquement, à un prix toujours plus élevé, parce qu'augmentent les capitaux à placer du fait de l'afflux constant de la plus-value que continuent à produire les anciens moyens de production, et qui ne peut s'utiliser qu'en matières stockables.

On est donc amené à acheter uniquement pour revendre, pour revendre plus cher, et comme on revend tout plus cher, qu'on gagne à tous coups, tout le monde se met à faire le truc ; c'est une ruée générale vers la spéculation : celui qui a mille francs, comme celui qui a 100 millions, tous achètent, tous deviennent spéculateurs.

Il se produit alors un phénomène curieux.

Il y a, à ce moment, une surabondance réelle de capitaux, puisque les capitaux ne peuvent s'employer à aucune opération productive, mais, si telle est la réalité, l'apparence est exactement inverse : il semble qu'il y ait disette de capitaux. C'est que, pour spéculer, pour acheter à n'importe quel prix n'importe quoi, non seulement on utilise ses propres capitaux, mais on en emprunte, on en emprunte même moyennant n'importe quel intérêt, sûr qu'on est que, vu la « hausse », la différence entre le prix où l'on revendra et celui où l'on a acheté permettra un copieux bénéfice; même après avoir payé pour l'argent emprunté un très fort intérêt.

Malgré la surabondance de capitaux, le taux d'intérêt, au moins pour les prêts à court terme, monte donc, lui aussi. On arrive à acheter en Bourse des actions rapportant tout juste un et demi ou deux pour cent, avec de l'argent qu'on emprunte à six et sept pour cent ! La hausse du taux de l'escompte, baromètre du taux de l'intérêt à court terme, est, elle-même, un signe caractéristique de l'approche d'une crise.

Ainsi, durant toute cette période, celle qui précède la crise, tout n'est que contradiction. Les stocks augmentent, ce qui indique surabondance de marchandises, et, cependant, les prix de ces marchandises montent ; les capitaux surabondent, et, cependant, le taux de l'intérêt augmente. Tout cela n'est que la conséquence de la contradiction fondamentale : la plus-value créée chaque jour par le labeur ouvrier, ne peut être employée en objets de consommation pour les ouvriers, car cela diminuerait le bénéfice capitaliste, ni en objets de consommation pour les capitalistes, car ceux-ci, d'une part, sont gavés, et d'autre part, ils risqueraient, chacun individuellement, de sombrer sous la concurrence, s'ils consommaient, s'ils « mangeaient » tout leur bénéfice ; cette plus-value ne peut donc être employée qu'en nouveaux moyens de production ; mais ces moyens de production, il n'y aurait plus personne pour les faire marcher, la possibilité de créer des moyens de production s'étant développée plus vite que les machines à produire.

Telle est la contradiction. Contradiction constamment croissante, dont chacun des facteurs antagonistes croît de son côté, croît... jusqu'à ce que ça éclate, jusqu'à ce que le ressort casse.

La rupture du ressort, c'est la crise.

Comment se produit-elle et comment se résout-elle ? C'est ce qui nous reste à voir.

LA CATASTROPHE

La crise se produit sous la forme où se produisent toutes les ruptures de systèmes hors d'équilibre : brusquement, instantanément.

Il suffit d'un choc, d'un grain de poussière, d'un rayon de soleil pour faire éclater un mélange de corps en état de non-équilibre ; un mélange gazeux qui semble parfaitement stable va se transformer, pour un rien, en un liquide de propriétés toutes différentes. Cela parce que, sous l'équilibre apparent, il y avait une contradiction interne que le moindre choc a suffi pour faire éclater.

De même : hier, c'était la prospérité la plus parfaite, pas le moindre nuage à l'horizon, tous les records de production et de bénéfices étaient battus, puis, aujourd'hui, crac ! pour un rien, la faillite d'un spéculateur, une nouvelle élévation du taux de l'escompte... tout craque : les prix s'effondrent, les bénéfices disparaissent, les usines s'arrêtent ; c'est la crise.

C'est que les contradictions que nous avons signalées tout à l'heure, si elles ont été jusque-là sans effets apparents, n'en ont pas moins été produites dans le subconscient des capitalistes. Ces prix, qui ont atteint des niveaux astronomiques sans raison valable, sans que la valeur du produit ait augmenté, puisque sa production n'exige pas plus de travail, au contraire, ces stocks qui s'accroissent continuellement, devenant tout à fait disproportionnés avec l'importance de la production ; ces titres de Bourse, qui ne vont bientôt plus rapporter que du zéro pour cent, pour peu que la hausse continue, tout cela finit par inquiéter le capitaliste chez qui, peu à peu, se forme une impression, plus ou moins confuse, que la hausse ne peut pas durer indéfiniment. Malgré la griserie du jeu et du gain, toute cette armée innombrable qui s'est formée de spéculateurs à la hausse, arrive à se rendre compte plus ou moins obscurément de la situation. Le milieu capitaliste est, alors, comme une solution sursaturée : il va suffire qu'un grain de poussière vienne jeter un doute, pour que tous les doutes qui planaient dans tous les es-

prits se cristallisent d'un seul coup. Du jour au lendemain, d'une minute à l'autre même, un état de méfiance généralisée s'est créé, succédant à l'optimisme de commande de la veille — méfiance se propageant à la vitesse de l'onde explosive, créant partout la débâcle, la débâcle de tout ce qui avait été enflé : prix des matières stockables, prix des valeurs, etc...

Les faits vont alors se succéder, dans l'ordre inverse de celui où ils se sont suivis durant la période précédente. Avant la crise, on avait eu d'abord une phase de grande activité économique, à laquelle s'était jointe ensuite une phase de spéculation : c'était l'économique qui avait entraîné à sa suite le financier, l'emmenant avec lui jusqu'aux sommets ; maintenant c'est le financier qui va entraîner l'économique, la débâcle financière qui va entraîner la production à l'abîme.

La débâcle des prix va entraîner la crise économique et, par elle, le rétablissement de l'équilibre entre la quantité de capitaux et celle de main-d'œuvre. Par un phénomène dialectique caractérisé, la crise, qui a, à son origine, une disette de main-d'œuvre, va produire un excès de main-d'œuvre. La contradiction engendrée par le manque d'ouvriers, va se résoudre par un chômage des ouvriers.

Chômage généralisé

Les prix baissent. Dès lors, personne n'achète plus. Hier, tout le monde était acheteur, aujourd'hui tout le monde est vendeur ; chacun cherche à se débarrasser le plus vite possible de son stock de marchandises ou de valeurs.

Les stocks sont toujours là, ils n'ont ni diminué ni grossi, mais alors que tout le monde, tout à l'heure, se les disputait dans l'espoir de les revendre plus cher, maintenant personne n'en veut plus. L'existence de stocks surabondants, ce qu'on appelle la « surproduction », ne date pas de ce moment, elle est bien antérieure à la « catastrophe », mais c'est maintenant seulement qu'on s'en aperçoit.

Personne n'achetant plus les stocks pour les stocker à son compte, ceux-ci ne sont plus vendus que pour la consommation. Ils entrent alors en concurrence avec les matières de même nature nouvellement produites. Avant la catastrophe, les usines avaient à travailler et pour la consommation et pour les stocks des spéculateurs ; maintenant elles n'ont plus à travailler que pour la part de la consommation qui n'est point couverte par les stocks des spéculateurs ; l'un de leurs deux anciens débouchés, non seulement est fermé, mais vient réduire l'autre, En conséquence, les usines sont obligées de réduire leur production ; c'est la mise en veilleuse ; c'est le chômage. Les ouvriers qui sont ainsi réduits au chômage ne consomment plus, les usines qui travaillent ainsi au ralenti n'ont pas besoin de nouveau matériel, et n'ont plus besoin que d'une moindre quantité de matières premières. Il en résulte qu'ainsi, de proche en proche, toutes les industries, même celles ne fabriquant pas de matières stockables, de matières pour la spéculation, voient leurs débouchés se réduire, et se trouvent, elles aussi, en état de « surproduction ». A leur tour elles doivent chômer. Les ouvriers dont le nombre insuffisant avait été à l'origine de la crise, se trouvent donc maintenant en surabondance ; il faut que les stocks s'écoulent ; il faut que ce qu'avait absorbé la spéculation se résorbe.

En même temps, la crise gagne également les autres pays capitalistes, même ceux chez lesquels la cause primordiale de la crise, l'insuffisance de main-d'œuvre, n'est pas encore réalisée.

Le premier pays où le processus s'est déroulé tel que nous l'avons décrit, celui où toute la main-d'œuvre s'est trouvée, en premier lieu, absorbée, est, en effet, celui où la plus-value s'accroît le plus rapidement, c'est-à-dire celui où le capitalisme connaît le développement le plus rapide, celui donc qui, généralement, joue le rôle dominant, à ce moment-là, dans l'économie mondiale. Dès lors, le stockage, la spéculation qui y ont été pratiqués ont nécessairement eu leurs effets hors des limites du pays. Ce sont les grandes matières premières à marché universel qui ont été stockées par les capitalistes du pays considéré ; c'est sur les titres cotés dans toutes les Bourses du monde qu'ils ont spéculé. La baisse va donc être générale, comme l'avait été la hausse, et, de ce fait, la peur occasionnée par la baisse va être également générale : c'est dans tous les pays qu'on ne va plus oser acheter, même dans ceux où les capitaux n'ont pas été encore dans la nécessité de s'employer spéculativement du fait qu'il y a encore des chômeurs dans le pays.

D'autre part, c'est sur le marché mondial que ces stocks de matières à marché mondial vont avoir à s'écouler. Leur écoulement va donc devoir se produire au détriment de toutes les entreprises qui les fabriquent, y compris celles des pays où la saturation de la main-d'œuvre n'a pas encore été atteinte.

C'est ainsi que la crise, partie du pays au plus fort taux d'accroissement du capital, du pays le plus « prospère », capitalistement parlant, — soit, en règle générale, l'Angleterre au siècle dernier, les Etats-Unis en ce siècle-ci, — gagne les pays moins prospères, les pays à développement capitaliste plus lent.

C'est ainsi que de proche en proche, par toute une suite de répercussions, directes ou indirectes, la crise finit par gagner toutes les industries et tous les pays. Partout, c'est la réduction de la production, partout c'est le chômage. Nous avons dit que la crise éclatait sur le marché spéculatif à l'allure d'une onde explosive ; pour continuer le même genre de comparaisons, nous dirons qu'elle gagne par conduction tout le restant de l'économie capitaliste.

Thésaurisation

A l'activité économique, à l'emploi de tous les ouvriers disponibles avait succédé la spéculation ; maintenant, à la restriction de l'activité économique, au chômage, va succéder la **thésaurisation.**

Les bénéfices que réalisaient les usines, lorsqu'elles travaillaient à plein, ne peuvent naturellement plus être maintenus, maintenant qu'ils ne travaillent plus qu'à la moitié ou au tiers de leur capacité. Bien que la plus-value produite par ouvrier **occupé** tende à augmenter, du fait de l'exploitation renforcée que permet la démoralisation produite par le chômage, la plus-value produite au total diminue, et donc les bénéfices. Dès lors, personne ne se sent désireux d'entreprendre de nouvelles affaires. Pour cette dou-

ble raison que les entreprises existantes sont déjà trop importantes pour le peu qu'il y a, maintenant, à produire, et que, partout, on ne voit annoncer que des bénéfices en diminution, personne ne se hasarde à risquer ses capitaux en de nouvelles entreprises. Dès lors, les capitaux existent bien toujours, la crise ne les a pas détruits, mais ils restent cachés : on les thésaurise.

Comme durant la période de spéculation, ils restent stérilisés. Mais, tandis que durant celle-ci, ils restaient stérilisés, sous forme de stocks de marchandises, maintenant ils restent stérilisés, soit sous la forme des moyens de production qui sont partiellement immobilisés dans les usines qui ne marchent qu'au ralenti, soit sous la forme monétaire, c'est-à-dire, sous la forme d'un droit à une part de la production sociale, qu'on a acquis précédemment, mais qu'on n'utilise pas pour le moment. On le garde dans ses coffres ou en dépôt dans une banque.

Et comme ces dépôts, personne ne veut tenter de les employer, ni productivement, ni spéculativement, on les offre à très bon compte. Alors que dans la période immédiatement précédente, le taux de l'intérêt était extrêmement élevé, celle-ci se caractérise par une baisse du taux de l'intérêt à court terme, par un véritable effondrement du taux de l'escompte : à New-York, le taux de l'escompte est actuellement de 2 % alors qu'il était de 6 % en octobre 1929 lors du déclanchement de la crise ; diminution de 66 % en un an !

Ainsi, tout comme dans la période précédente, il y a surabondance de capitaux, mais, à la différence de ce qui se passait dans la période précédente, ces capitaux pourraient maintenant s'employer productivement, car, maintenant, il y a de la main-d'œuvre, il y a, et même en masse ,des prolétaires inoccupés qui ne demandent qu'à faire marcher des moyens de production et à user de la plus-value.

« TOUT EST RETABLI... »

Les conditions concrètes pour le rétablissement de la marche normale du capitalisme sont donc rétablies. Dès que les stocks spéculatifs de la période précédente auront été résorbés par la consommation, il n'y aura plus, pour empêcher que le capitalisme reprenne son cours, que l'accumulation recommence, qu'une chose : la peur. La peur que laisse au cœur des capitalistes, le souvenir de la catastrophe.

Mais cette peur, que rien n'entretient plus, diminue à mesure que le temps s'écoule. A mesure qu'elle diminue, une partie de plus en plus grande des capitaux cesse d'être thésaurisée ; une partie de plus en plus grande en est employée à créer de nouvelles entreprises, et à agrandir les anciennes, fournissant ainsi un débouché à la plus-value produite par celles-ci. Les « affaires » reprennent, le chômage décroît. Et un nouveau cycle va recommencer.

Car, durant toute cette période de crise et de thésaurisation, la plus-value produite, au total, par la classe prolétarienne a, ainsi que nous l'avons vu, fortement diminué ; elle est tombée pendant ce temps à un niveau où elle suffisait peut-être tout juste à la consommation des capitalistes ; il se peut même que ceux-ci aient été obligés, pour maintenir leur train de vie, de prélever sur leur « capital », c'est-à-dire sur la plus-value produite durant les années précédentes. Pendant toute cette période, les capitaux ne se sont donc pas accrus, ils ont peut-être diminué, en tous cas, ils se sont beaucoup moins accrus que durant les années précédentes. En revanche, il n'y a pas de raisons pour que la population prolétarienne, elle, ne se soit pas accrue à une allure aussi rapide que les années précédentes ; tout au contraire, la crise, qui a agi aussi, par répercussion, sur les couches non capitalistes, a réduit à la condition de prolétaires plus de gens que d'ordinaire.

Les capitaux qui, précédemment, étaient en surabondance par rapport à la quantité de main-d'œuvre, vont donc, maintenant, même s'ils n'ont pas diminué, trouver assez de prolétaires pour pouvoir, en totalité, s'employer. Les capitaux qui, lors de la période spéculative, ne trouvaient pas à s'employer productivement parce qu'il n'y avait pas assez de prolétaires, vont pouvoir maintenant le faire, parce que le nombre de ceux-ci, dans l'intervalle, s'est accru, et, pendant un certain temps, les nouvelles quantités de plus-value produite continueront à s'employer productivement, car elles continueront à trouver de nouveaux prolétaires à exploiter. Mais bientôt, le phénomène recommencera. La plus-value produite annuellement croissant de plus en plus à mesure que de nouveaux prolétaires prennent leur place à l'établi, le capital se remet à croître plus vite que le prolétariat. L'équilibre entre le nombre des prolétaires et la quantité de capitaux est bien réalisé un instant, mais un instant seulement. Tout de suite après, va surgir une certaine quantité de plus-value qui ne trouvera plus de prolétaires à exploiter et qui, de ce fait, devra s'employer en spéculation. Le cycle recommencera.

Cependant ce second cycle ne sera pas identique quantitativement au premier ; il le reproduit, mais à une échelle agrandie. Car l'accroissement du nombre de prolétaires n'ayant pas été interrompu, ce nombre sera plus grand au cours du second cycle, qu'au cours du premier ; seront donc plus grandes aussi, et la production et la plus-value. Ainsi, les crises n'arrêtent point, dans l'ensemble, le développement de la production et de l'accumulation capitalistes, mais elles les rajustent, périodiquement, avec le développement, plus lent, du prolétariat.

« CREDIT » ET « RATIONALISATION » NE PEUVENT RIEN CONTRE LES CRISES

On voit, par les explications qui précèdent, combien les crises sont liées à l'essence même du régime capitaliste, et combien, par suite, il est vain de vouloir les supprimer, tout en maintenant le régime.

Cependant, au siècle dernier, la bourgeoisie s'imaginait volontiers que les crises n'étaient que des crises de « crédit », que, si le crédit était mieux organisé, si les banques, par exemple, maintenaient toujours un bas taux d'escompte, les crises pourraient être évitées. On voit encore ce genre d'explication (!?) reparaître lors de chaque crise, mais avec de moins en moins de conviction, semble-t-il.

Néanmoins, cette année encore, les bourgeois anglais, qui n'ont pas l'habitude de briller par une bien grande vivacité d'esprit, ont ressorti cette vieille histoire, en la modernisant : d'après eux, si l'actuelle crise a eu lieu, cela a été dû uniquement à la « mauvaise répartition de l'or dans le monde », autrement

dit : si l'or était à Londres, au lieu de New-York et de Paris, le monde serait parfaitement heureux !

⁂

Mais si les Anglais restent à peu près seuls à croire, ou à faire semblant de croire, que les crises de surproduction sont uniquement affaire de monnaie et de crédit, en revanche, il fut une croyance générale, dans laquelle le monde bourgeois a marché à fond jusqu'à l'année dernière, c'est celle-ci : le monopole, la « rationalisation », l' « organisation concertée de la production » vont empêcher, ou du moins atténuer considérablement, les crises.

Du moment que la production n'était plus laissée au libre arbitre de chacun, que la plupart des grandes matières premières avaient leur production strictement réglementée par des trusts ou des cartels, du moment que le règne de l' « organisation rationnelle » (comme ils disaient) avait succédé à celui de la concurrence anarchique, la surproduction n'était plus à craindre ; désormais, plus de crises.

L'événement a cruellement déçu ces espoirs. D'après les bourgeois eux-mêmes, la crise actuelle serait la plus grave de toutes celles qu'il y a eu jusqu'à présent ; en tous cas, c'est certainement une de celles qui l'ont été le plus. Or, la crise actuelle survient juste après le grand développement de la rationalisation, de la cartellisation, etc... Bien plus : c'est dans les deux pays où, sous la forme du trust ou du cartel, l'organisation concertée de la production a été la plus poussée ; aux Etats-Unis et en Allemagne, que la crise a éclaté d'abord, et c'est là qu'elle est la plus forte !

⁂

C'est qu'en effet, il n'est au pouvoir d'aucune réglementation de la production, pas plus que d'aucune « facilité de crédit », d'empêcher que le rythme de l'accroissement de la plus-value ne soit plus rapide que celui de la prolétarisation. Chaque année le capitalisme fait le plus de prolétaires qu'il peut ; l'année suivante, sauf cas particuliers, il peut en faire autant, mais pas davantage ; l'accroissement du nombre des prolétaires est donc, si l'on ne considère qu'un nombre d'années suffisamment court, à peu près constant,. En revanche, la plus-value accumulable croît, elle, non pas d'une quantité égale chaque année, mais d'une quantité croissante chaque année. Aucune « rationalisation » ne peut rien à cela. La « rationalisation » ne pourrait empêcher cela qu'en réduisant la quantité de plus-value que produit chaque prolétaire, c'est-à-dire, en réduisant le bénéfice, ou bien, en faisant consommer par les capitalistes eux-mêmes une plus grande part de la plus-value, c'est-à-dire en réduisant leurs possibilités de s'enrichir davantage. Dans les deux cas, ce serait l'appauvrissement du capitalisme, et ce serait la suppression de l'agent moteur même du capitalisme : la course au profit ; ce serait le suicide du capitalisme. Or, la « rationalisation » ne cherche nullement à appauvrir et encore moins à suicider le capitalisme ; tout au contraire, elle ne tend nullement à réduire le profit capitaliste, mais, au contraire, à le porter au plus haut possible, ainsi qu'à accroître le plus possible le nombre de capitaux. Elle ne saurait donc ralentir le rythme de l'accroissement de la plus-value, et, comme il n'est pas en son pouvoir non plus d'augmenter le nombre de bras, elle ne peut rien contre les crises.

Pour que la plus-value cesse de s'accumuler en progression géométrique, il lui faut cesser d'être. Les crises ne peuvent donc cesser qu'avec la disparition de la plus-value, donc avec la disparition du capitalisme. Le capitalisme cessera d'engendrer des crises... le jour où il sera mort.

R. LOUZON.

Après comme avant le « Centenaire »

La chasse à l'Arabe est ouverte en Algérie

Voici quelque temps que nous avons laissé chômer cette rubrique, la rubrique de la chasse à l'homme, la rubrique des crimes commis sur les indigènes d'Algérie, et qui sont *systématiquement* absous. Reprenons-la, car rien ne saurait mieux montrer ce qu'est la « justice » au pays des Droits de l'Homme!

A la dernière session des Assises, dans le département d'Alger, dans trois affaires les victimes étaient des indigènes et les criminels des Européens. Dans ces trois affaires, conformément à la règle générale, les Européens criminels ont été acquittés.

Ce fut d'abord le cas d'un indigène, Guessoum Mohamed, qui, ayant été arrêté, pour ivresse paraît-il, dans les rues de Blidah, s'était vu dévalisé de son portefeuille contenant 1.000 francs *au poste même*, par l'*agent de police Garcia*, aidé de quatre autres agents avec lesquels il partagea le produit de son butin. Les faits sont reconnus, *avoués*, mais... dévaliser un indigène n'est pas dévaliser. Les cinq agents coupables de vol qualifié dans l'exercice de leurs fonctions, sont ...acquittés.

Un autre indigène, Massali Mohamed, a été tué dans les rues d'Alger, à coups de bâton et de couteau (foie, intestin, cœur perforés) par deux individus, dont l'un est repris de justice. Les faits sont reconnus, *avoués*... mais les deux meurtriers sont Européens, et la victime est indigène; cela suffit. Même s'il est apache, l'Européen a le droit de tuer un indigène, car tuer un indigène, ce n'est pas tuer. Les deux meurtriers, Falzon et Fagot, sont donc ...acquittés.

Après cela, vous comprenez bien qu'*a fortiori*, quand on est Européen et qu'on a une femme indigène comme maîtresse, on a naturellement sur elle droit de vie et de mort. Aussi, Defienne qui abattit d'un coup de revolver sa maîtresse, une Mauresque — dont les journaux ne donnent même pas le nom, car une Mauresque ce n'est pas un être, c'est à peine une chose! — ne pouvait être qu'acquitté... ce qui fut fait.

Allons! vous tous qui aimez tuer, et ...tuer sans risques, accourez donc en Algérie! N'ayez pas peur! Le centenaire n'a rien changé. Après cent ans de « civilisation » la chasse à l'Arabe demeure largement ouverte. La chasse à l'homme c'est plus excitant que la chasse au fauve... et beaucoup moins dangereux. Venez vite! venez tuer! Nous sommes dans une colonie de la République française.

R. L.

...Mais la voilà, l'enquête sur l'Unité Syndicale

XLIII

Quelques commentaires de L. Digat

« Peut-être le gouvernement se disait-il tout bas que pendant que les ouvriers se querellaient ainsi, ils ne se soucialent pas des affaires publiques et ne songeaient pas à demander des comptes, qui auraient été difficiles à rendre. »

(ALBERT THOMAS,
Histoire anecdotique du Travail).

Vous m'avez demandé de faire connaître ma pensée à propos de l'effort tenté pour la reconstitution de l'unité organique de la classe ouvrière.

Je pourrais vous renvoyer à la déclaration de novembre. A quelques nuances près, elle reflète exactement mon opinion, mais il est probable que vous ne vous contenteriez pas de ce simple renvoi.

Vous exigez des commentaires. Allons-y!

Il est vrai que les manifestations des 22 en ont déjà suscité. Il faut s'en féliciter. Car, c'est une preuve que la conspiration du silence a échoué.

Les commentaires qui ont été formulés au nom des deux C. G. T. n'ont guère été favorables.

L'*Humanité* a dénoncé notre initiative, comme une machine de guerre contre le parti bolcheviste. Et je crois que la tendance actuelle de l'organe bolcheviste, c'est de représenter les 22 comme des alliés « sournois » de la bourgeoisie, du fascisme et de je ne sais quoi encore.

Je me garderai bien de m'indigner de l'accusation.

Si je me décidais à servir la bourgeoisie, le fascisme, la réaction sous toutes ses formes, ma décision me conduirait inévitablement à solliciter mon adhésion au parti bolcheviste; en France, en Europe, il n'est qu'une « formation » qui, consciemment pour les uns, inconsciemment pour d'autres, fait dans tous les domaines, et d'excellente façon, les affaires de la bourgeoisie.

Le jour où l'unité ouvrière — qui représentait une somme appréciable d'efforts, constants, désintéressés, souvent obscurs — a été brisée, les forces de réaction ont pu écarter toute inquiétude.

Une classe ouvrière divisée, dressée contre elle-même, n'est pas dangereuse. Elle constitue, par ses divisions, une des garanties du régime. Elle est disposée à toutes les abdications. Elle est préparée à se prêter à toutes les aventures.

Cependant, il convient de ne pas négliger ce qui sépare le syndicalisme français des conceptions bolchevistes.

Les adeptes de celles-ci soutiennent plus ou moins nettement que l'unité organique de la classe ouvrière est en dernière analyse un facteur négligeable.

Pour eux, la classe ouvrière est incapable de trouver en elle-même ses animateurs. De là à conclure que seul le parti bolcheviste, « l'élite prolétarienne », doit animer, diriger, subordonner à ses décisions toute l'activité ouvrière, il n'y a qu'une courte distance à franchir.

Elle a été depuis longtemps franchie. Et Trotsky, dans un article récent, reprochait aux signataires de s'exprimer « avec le langage du syndicalisme français ».

Pour moi, qui n'ignore pas avec quel dédain les bolchevistes restés dans la « ligne » ou en dehors, jugent le syndicalisme français dont ils ignorent les fortes traditions, la constatation de Trotsky marque, une fois de plus, l'antagonisme profond entre ceux qui prétendent libérer la classe ouvrière *uniquement* par la prise du pouvoir, à grand renfort de décrets, et les syndicalistes qui soutiennent que l'affranchissement du prolétariat est subordonné à son propre effort. C'est d'ailleurs cette conviction qui détermine la lutte de classes qui n'est pas une découverte de rhéteurs ou de démagogues, mais un fait évident.

« Tant que le prolétariat, a dit Jaurès, a pu attendre ainsi des tuteurs, tuteurs célestes ou tuteurs bourgeois, tant qu'il a pu attendre son affranchissement *d'autres puissances que de la sienne, d'autres forces que la sienne, il n'y a pas eu lutte de classe.*

« La lutte de classe a commencé le jour où le prolétariat a appris que c'était seulement *dans sa force à lui, dans son organisation, qu'il portait l'espérance du salut.* »

Quand une classe ouvrière passe son temps, prodigue son activité à s'entre-déchirer, elle ne s'oppose pas à *l'autre classe*. Il n'y a pas lutte de classes. Et c'est *l'autre classe* qui triomphe.

Lutte de classes? Divisions ouvrières? Deux formules, ou si vous voulez, c'est plus exact, deux faits dont le second annule le premier.

Les dirigeants de la C.G.T.U. pourront multiplier contre l'unité organique de la classe ouvrière leurs sarcasmes, il n'en reste pas moins qu'ils ont compromis par la scission ouvrière, nationale et internationale (celle-ci engendrant fatalement celle-là) les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Ils ont fait mieux. Ils ont oublié que la Révolution russe, que je juge en bloc, et non au bénéfice exclusif d'une tendance, a perdu sa garantie la plus efficace par la rupture de la cohésion ouvrière. C'est en ce sens que je considère que le bolchevisme est une « force de réaction », car il a faussé, diminué, dénaturé l'esprit révolutionnaire, au sens vrai, large et humain du mot.

Nous rencontrerons de ce côté, n'en doutez pas, de vives résistances. Le bolchevisme en France et sa succursale syndicale subordonnent la défense des intérêts ouvriers au respect de la « ligne ». Il importe peu que le traceur s'appelle Lénine, Trotsky, Zinoviev ou Staline. On suit la « ligne » tracée par ceux qui sont en place, sans se soucier des « lignes » précédentes et sans penser aux « lignes » futures. Prisonniers de cet ordre de préoccupations, notre souci d'armer la classe ouvrière, par la reconstitution de son unité organique, ne peut apparaître aux yeux des respectueux des « lignes » successives, que l'œuvre « d'alliés de la réaction ».

Mais, vous allez répondre : et de l'autre côté? Croyez-vous que nous ne rencontrerons pas d'aussi vives résistances? J'en suis bien convaincu.

Sans doute, si la C.G.T., la vieille C.G.T., était restée syndicaliste au sens où bon nombre de militants l'entendent, il est évident que depuis longtemps elle aurait engagé une campagne « contre la réaction » et pour la reconstitution de l'unité...

La doctrine qu'elle prétend toujours défendre n'a rien à voir avec un syndicalisme de secte. Mais, si nous avons enregistré une déviation ouvrière traduite par le mouvement bolcheviste, il est incontestable que du côté confédéré nous sommes obligés de noter une déviation, qui, malgré les apparences, rejoint la déviation bolcheviste. Les bolchevistes affirment que la prise du pouvoir, la substitution d'un Etat prolétarien à un Etat bourgeois, peut résoudre toutes les difficultés. La vieille C. G. T. veut faire l'économie de cette substitution. Et à la confiance *dans l'action ouvrière* elle oppose la confiance dans l'Etat bourgeois, la confiance aveugle dans les organismes bourgeois. Si elle est convaincue que sa confiance est bien placée, — personnellement, je considère que le placement est discutable, sans pour cela m'opposer systématiquement à la politique « de la présence», — l'unité ouvrière ne peut que l'intéresser médiocrement.

Les états-majors se rejoignent, voyez-vous, non seulement pour s'opposer à l'unité, mais ils marquent leur accord pour réaliser par en haut. L'action ouvrière, au sens collectif du mot, est considérée par eux comme une idéologie périmée.

Plaignons la classe ouvrière si elle est tenue de compter sur les tuteurs de Genève ou de Moscou ! Plaignons-la si elle a perdu confiance en elle-même.

Certes, on peut, à la rigueur, admettre l'opposition bolcheviste. Ses théoriciens soutiennent que la prise du pouvoir exige simplement une minorité d'audacieux. Ce qui prouve, qu'ils n'ont pas encore compris qu'une révolution sociale comportait d'autres exigences. Mais la vieille C. G. T., quand elle s'oppose au mouvement en faveur de l'unité, révèle simplement qu'elle est prisonnière de considérations étrangères à son rôle, à sa mission.

Il y a quelques semaines, M. Briand déclarait à Genève : « *S'unir pour vivre*, telle était déjà il y a huit mois, la conclusion du memorandum que le gouvernement français avait été invité à proposer à votre examen, telle doit être aujourd'hui celle de tous les gouvernements solidairement responsables de la sauvegarde du patrimoine commun : la civilisation européenne ». Et le rapporteur indiquait dans ses conclusions : « Ma conviction, je le répète, est que nous pouvons encore réussir, si nous avons la volonté d'agir et d'agir sans délai. »

Traduisons : M. Briand préconise l'union des Etats européens. Le rapporteur, M. Colijn, affirme : Il faut agir sans délai. Mais cette union représente en puissance des intérêts qui ne correspondent pas, directement, qui ne peuvent correspondre aux intérêts de la classe ouvrière. M. Briand n'est pas un militant ouvrier. Il est ministre d'un Etat bourgeois. Et l'on assiste à ce spectacle : Les gouvernements s'efforcent de réaliser une certaine « unité » pour mettre un terme à la crise économique. Ils convient, par une habileté de procédure, la Russie des soviets à participer aux travaux de la Commission d'études pour l'Union européenne.

Les déclarations de Briand, les conclusions du rapporteur ont été, c'est probable, approuvées par le délégué de la classe ouvrière française à Genève.

Les délégations investies par les gouvernements sont toujours unanimes. Bien que les décrets ne permettent pas d'évaluer l'autorité personnelle de chacun des délégués, il s'établit entre eux, et naturellement, une hiérarchie. Il y a les délégués et les... otages; les acteurs et les figurants. Quoi qu'il en soit, on tentera, avec le concours de la C. G. T., de réaliser l'unité d'action des gouvernements bourgeois, sans oublier Moscou.

On discutera du problème de « l'or », du protectionnisme incohérent et outrancier; de la crise agricole, du désarmement, toutes questions qui sont intimement liées. La discussion sera conduite par les représentants des Etats, des forces capitalistes.

Les uns et les autres s'efforceront d'établir qu'il faut à tout prix réduire les prix de revient, c'est-à-dire les salaires. Le « remède capitaliste » est déjà administré.

Ne croyez-vous pas qu'une classe ouvrière divisée sera impuissante pour réagir victorieusement ? L'unité que je défends n'est pas dictée par des considérations sentimentales. Elle est dictée par la raison.

D'un côté, un capitalisme qui a fait depuis une douzaine d'années un gros effort d'organisation défensive; des régimes de dictature qui menacent et la « liberté » et la paix. En France, la crise économique, le déséquilibre entre les salaires et le prix de la vie; et pour illustrer la moralité du régime, les scandales politico-financiers. Contre cela, contre tout cela, la classe ouvrière est incapable de réagir, parce qu'elle est divisée. Les états-majors syndicaux s'en désintéressent. Les bolchevistes se préoccupent du respect de la « ligne »; les dirigeants confédérés n'ont plus la foi.

Raison de plus, pour rappeler à la classe ouvrière « que c'est seulement dans sa force, dans son organisation, qu'elle porte l'espérance du salut ».

XLIV

Le manifeste des 500

EN AVANT POUR L'UNITE SYNDICALE!

Pendant quatre ans et demi, sous le signe de l'union sacrée, votre sang a coulé sur les champs de carnage. La bourgeoisie capitaliste vous a crucifiés, vous, vos femmes et vos enfants.

Vous êtes sortis de la guerre la rage au cœur, mais avec la volonté de vous unir pour vous libérer des chaînes de l'esclavage.

Un immense espoir vous animait et vous avez applaudi à l'écroulement des trônes et au triomphe de la Révolution russe. En masses compactes, vous avez rejoint les syndicats ouvriers que vous considériez comme les instruments de votre libération.

Votre élan a été brisé, vos espoirs ont été déçus.

La scission syndicale a dressé l'une contre l'autre deux Confédérations générales du Travail et rejeté dans l'autonomie des organisations qui avaient leur place au sein de la grande famille ouvrière.

PROLÉTAIRES FRANÇAIS !

Vous avez été témoins de ces duels fratricides. Vous aussi, vous avez pris part à ces luttes en éparpillant vos forces dans les clans, les sectes et les partis antagonistes. Si vos déchirements n'ont pas entraîné la ruine totale de vos organisations, ils ont engourdi votre énergie, éloigné la jeunesse, paralysé votre action de classe.

Profitant de vos divisions, le capitalisme et la bourgeoisie ont insolemment relevé la tête. Ils vous font payer la guerre et rejettent sur vos épaules le fardeau de la crise économique.

A l'heure où le désordre économique mondial marque la condamnation du capitalisme, la bourgeoisie tente de vous enlever les quelques améliorations que vous lui aviez arrachées.

Quinze millions de chômeurs dans le monde, tel est le produit d'un régime qui cherche à se sauver par une offensive générale contre vos salaires, par un

renforcement de ses méthodes d'exploitation et de répression.

Cet état de crise conduit le capitalisme à la guerre et entraîne la bourgeoisie au fascisme.

OUVRIERS ET OUVRIÈRES !

Devant ces multiples dangers, que faites-vous?

A peine 10 % d'entre vous sont syndiqués, et le meilleur de votre travail se perd en luttes intestines et en querelles de sectes.

De là votre impuissance à peu près totale.

Souvenez-vous qu'avant la guerre notre mouvement syndical était révolutionnaire et indépendant. Nous étions fiers de son originalité et de l'influence qu'il exerçait sur le prolétariat des autres pays.

Aujourd'hui, à l'heure du péril, il a perdu son véritable caractère et n'est plus qu'une caricature du syndicalisme.

La vieille C.G.T. ne s'est-elle pas détachée de la pratique de la lutte des classes en pensant tirer profit d'une collaboration au Conseil national économique, à la Société des Nations, au Bureau international du Travail et à d'autres institutions officielles de la bourgeoisie? Après dix années de cette expérience ne peut-elle se convaincre que cette méthode n'a donné que peu de résultats positifs pour la classe ouvrière? N'y a-t-elle pas pourtant sacrifié son indépendance et sa puissance d'action?

Par ailleurs, la subordination des organisations syndicales à un parti politique n'a-t-elle pas dénaturé le caractère de l'action ouvrière, en introduisant les pratiques politiciennes dans les grèves et les mouvements revendicatifs? N'a-t-on pas abouti à une série de défaites, n'a-t-on pas provoqué une crise de confiance et parfois même de dégoût?

Le simple bon sens et l'intérêt de classe des travailleurs commandent de mettre un terme à cet état de scission. Vingt-deux militants, confédérés, autonomes et unitaires ont, le 9 novembre 1930, lancé le cri d'alarme. *C'en est assez!* L'heure est venue du regroupement des forces prolétariennes dans une centrale syndicale unique.

TRAVAILLEURS DE TOUTES CORPORATIONS !

Le 11 janvier, cinq cents militants syndicalistes représentés à la Bourse du Travail de Paris ont approuvé l'initiative des « 22 ». Ils poussent à leur tour le même cri d'alarme, ils vous appellent à l'action pour reconstruire l'unité syndicale.

POURQUOI L'UNITÉ SYNDICALE ?

Pour se défendre contre le chômage,
Pour empêcher toute réduction des salaires,
Pour relever le niveau de vie des travailleurs,
Pour lutter contre le fascisme,
Pour arracher l'amnistie,
Pour imposer le respect des libertés ouvrières,
Pour lutter victorieusement contre la guerre,
Pour s'opposer à toute agression dirigée contre la Révolution russe,
Pour aboutir enfin à la disparition du capitalisme.

Ainsi, la reconstruction de l'Unité syndicale sera, au premier chef, un acte révolutionnaire.

OUVRIERS SYNDICALISTES !

Sur quelles bases reconstruire l'Unité syndicale?

D'abord sur le principe et sur la pratique de la lutte des classes.

Ensuite, sur l'indépendance du syndicalisme vis-à-vis des partis, des fractions, des sectes et des gouvernements.

La pratique de la lutte des classes n'exclut pas l'œuvre revendicatrice quotidienne, et, par là même, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers et l'accroissement du mieux-être des travailleurs.

L'indépendance du syndicalisme ne saurait constituer une position d'hostilité à l'égard des partis et groupements qui, sur leur terrain propre, poursuivent également la disparition du capitalisme. Elle implique l'autonomie organique du mouvement ouvrier et elle assure le fonctionnement de la démocratie syndicale, ainsi que le libre exercice de la liberté d'opinion.

Sur ces bases, l'Unité syndicale peut et doit se reconstruire.

Tous les ouvriers, tous les travailleurs, qu'ils soient communistes, socialistes, sans-parti, libertaires, révolutionnaires, réformistes, croyants ou incroyants, peuvent et doivent se retrouver ensemble dans des syndicats unifiés et dans une Centrale syndicale unique.

PAR QUEL MOYEN ?

Par la tenue d'un Congrès de fusion réunissant les représentants des syndicats affiliés aux deux C.G.T. et aux organisations autonomes. Ce Congrès de fusion se tiendra sous les auspices et le contrôle mixte des organismes responsables des deux Centrales syndicales nationales existantes et des groupements autonomes.

Le but de ce Congrès sera non pas de constituer une nouvelle C.G.T., mais de réunir tous les syndicats, confédérés, autonomes et unitaires, dans une C.G.T. unique.

TRAVAILLEURS SYNDIQUÉS !

Pour préparer avec nous la venue du Congrès d'unité, vous devez rester fermement attachés à vos organisations syndicales respectives et vous employer à y faire prévaloir les sentiments d'union et de fraternité!

Pour la première fois depuis dix ans, des militants appartenant aux divers courants du mouvement syndical français s'assemblent et parviennent à se comprendre et à s'entendre.

Ce qu'ils ont fait, vous devez le faire!

XLV

Deux articles de Léon Jouhaux

Sous le titre « La C.G.T. et l'Unité syndicale », Léon Jouhaux a publié dans le Peuple *du 28 janvier l'article suivant :*

Nos camarades ont lu hier la résolution sur l'unité syndicale unanimement adoptée par la Commission administrative. Elle a été établie après un examen attentif et objectif de la situation, sans considération autre que celle de servir la cause de la C.G.T. et l'intérêt du mouvement ouvrier.

On n'y a pas trouvé de polémique et nous n'en ferons point nous-même.

Le passé n'est pas si lointain que les syndicalistes aient pu en perdre le souvenir. Nous avons trop le respect de nos camarades pour croire qu'il soit nécessaire de le rappeler.

Nous ne nous élèverons pas davantage contre l'interprétation donnée aujourd'hui à l'action de la C.G.T., telle qu'elle a été constamment déterminée et confirmée par les organismes responsables. C'est un débat qui a été souvent institué avec le maximum de clarté. Il pourra être repris à tout moment. Jamais nous n'avons songé à l'éviter. Dans notre organisation, l'expression des idées a toujours été libre, et c'est ce qui condamne la prétention de mettre sur le même plan la C.G.T. régulière et l'organisation dissidente asservie à des consignes extérieures dans lesquelles l'intérêt des travailleurs ne trouve point place.

Si nous ne l'engagons pas ici, ce débat, c'est que le problème posé est autre.

La résolution de la Commission administrative le pose parfaitement. Il ne comporte pas une autre réponse que celle qui lui a été donnée et qui, d'ailleurs, ne fait que renouveler les décisions antérieures de nos comités et congrès nationaux.

Et ce n'est pas seulement parce que la Commission administrative ne pouvait s'accorder qualité pour réformer les décisions prises par les instances supérieures de notre mouvement.

Quelles que soient les circonstances, cette réponse ne pourrait être différente. Ou alors on fausserait de la facon la plus grave, la plus inexcusable, la constitution de la Confédération Générale du Travail.

Cette fois-ci n'est pas la première où l'on a proposé de faire l'unité par en haut. Constamment la C.G.T. a dû répondre : « Non ! l'unité ouvrière ne peut se rétablir qu'à la base ! »

Tenir un autre langage serait attribuer à la Confédération une autorité qu'elle n'a pas. Ce serait méconnaître la base fédéraliste de notre mouvement. Ce serait détruire l'autonomie des syndicats, organismes primaires, des Fédérations nationales d'industrie et des Unions départementales qui constituent la C.G.T.

Cela ne saurait être accepté.

Aussi bien, à supposer encore que l'on puisse songer à la reviser, la formule de l'unité par la base a-t-elle été condamnée par l'expérience?

Le prétendre est méconnaître les faits. L'unité par la base n'a cessé de faire sentir ses effets, et de plus en plus. C'est constamment qu'elle se réalise par le retour dans les syndicats réguliers de membres qui les avaient abandonnés pour la dissidence et qui se sont convaincus d'eux-mêmes que les intérêts de l'action ouvrière exigeaient ce retour. Des syndicats de plus en plus nombreux sont rentrée dans le cadre confédéral.

Vouloir revenir sur cette méthode, qui reconstitue progressivement, normalement l'unité ouvrière, et le faire dans les circonstances actuelles, alors que la dissidence communiste s'effrite chaque jour, que les chefs moscovites de la C.G.T.U. sont contraints d'avouer sa décadence, ce ne peut être que venir à l'aide des diviseurs, perpétuer la scission ouvrière en voie de disparition.

C'est au moins créer une confusion qui peut seulement servir aux adversaires véritables de l'unité.

Y a-t-il du moins un prétexte quelconque à déclarer que la Confédération Générale du Travail et ses organismes constitutifs entravent la réalisation de l'unité, ou ne la voient que d'un œil méfiant ?

La C.G.T., les Fédérations, les Unions, les Syndicats ont toujours pratiqué le principe de la porte ouverte. Nous attendons qu'on nous dise où, quand la Confédération a fait obstacle au mouvement de rentrée.

La Commission administrative vient de redire que le principe de l'unité à la base doit être appliqué de la façon la plus large, dans l'esprit le plus conciliant.

Là encore, il ne s'agit pas d'un langage nouveau, mais du rappel d'une attitude constante. Il n'y aurait pas eu à le dire s'il n'était devenu utile de couper court à des légendes que l'on voudrait accréditer.

Ces explications devraient suffire à elles seules.

Il faut pourtant les compléter, envisager l'aspect international du problème. Ce sera montrer, d'une manière irréfutable, la parfaite logique de la position prise par la C.G.T. pour permettre la reconstitution de l'unité syndicale sur des bases solides et durables.

II

L. Jouhaux continuait, dans le Peuple *du 30 janvier, par l'article suivant, portant comme titre : « L'unité ouvrière internationale » :*

Le problème de l'unité syndicale ne se pose pas seulement sur le terrain national. Il est aussi international.

Les observations que nous avons présentées dans notre premier article suffisent à montrer que la procédure dénoncée par la commission administrative est inacceptable, eu égard à la constitution fédérative de la C.G.T. Celles qu'appelle la situation internationale vont s'y ajouter, et montrer qu'elle se heurte partout à une impossibilité.

Car il y a un état de choses dont on ne peut pas ne pas tenir compte.

Il y a deux Internationales syndicales qu'on ne peut d'ailleurs pas plus considérer à égalité que la C. G. T. française et la dissidence communiste.

La Fédération syndicale internationale est une réalité. L'Internationale syndicale « rouge » de Moscou n'est en fait — si ces deux mots ne jurent pas trop d'être accouplés — qu'une Internationale russe, recrutant presque tous ses adhérents réels en U.R.S.S., ne trouvant presque partout ailleurs que des organisations dispersées ou se réclamant tout au plus des minorités de « sympathisants ».

Depuis la dislocation de la Centrale communiste tchécoslovaque, la France est le seul pays où l'I.S.R. compte, grâce à la scission provoquée par les communistes, une Centrale nationale.

Mais laissons un moment de côté ces faits.

Constatons seulement que lorsque nous disons : « unité à la base », les communistes ont fait la division par le haut.

On ne peut sans doute soutenir que la constitution de l'Internationale syndicale rouge n'a pas traduit une volonté de division.

Mais puisque cette division existe, force est d'en tenir compte.

Ou alors il faut admettre que le mouvement ouvrier d'un pays peut exister et agir indépendamment de ceux des autres pays, c'est-à-dire nier le caractère essentiellement international et, par suite, l'esprit internationaliste de la classe ouvrière... Régression assurément bien indiquée à l'heure où il faut enregistrer des tentatives pour créer de soi-disant syndicalismes nationaux, c'est-à-dire nationalistes.

L'expérience montre, au surplus, ce qu'il est advenu des organisations ayant cru pouvoir se tenir à égale distance d'Amsterdam et de Moscou.

Veut-on envisager le cas du mouvement ouvrier norvégien ? Si ses chefs, prisonniers d'une lourde erreur initiale dont ils subissent les effets à contre-cœur, voulaient parler, le tableau qu'ils feraient de leurs difficultés ferait repousser immédiatement l'idée d'un syndicalisme neutre — et de quelle neutralité d'ailleurs ?

Signalera-t-on l'exemple du mouvement finlandais ? Lui aussi avait cru éviter la scission. La scission lui a quand même été imposée l'an dernier par les fidèles de Moscou.

Bien d'autres exemples, d'ailleurs, prouveraient qu'il est impossible de ne pas choisir. Tant que les dirigeants soviétiques de la Komintern et de sa succursale la Profintern n'en seront pas venus à d'autres conceptions, le plus beau moyen de rendre impuissant le syndicalisme et de le condamner à des déchirements perpétuels sera de le placer entre deux selles.

Au surplus, quand on parle de fondre dans une Confédération la C. G. T. et sa contrefaçon communiste, se demande-t-on si les moscovites sont de cet avis ?

On ne conteste pas que l'organisation dissidente doit obéir *perinde ac cadaver* aux ordres de la IIIe Internationale et de l'I. S. R. S'est-on demandé au moins quels sont ces ordres ?

Les « directives » de Moscou se résument en quelques mots : entretenir la division là où elle existe, la provoquer à tout prix ailleurs. Disons plus, du reste: elles constituent la négation de l'organisation syndicale.

N'en saurait-on rien ?

Les décisions des plus récents congrès de Moscou sont pourtant aussi claires et formelles que possible. Il faut leur rendre cette justice qu'elles ne permettent plus l'équivoque, comme le faisait le mot d'ordre du « front unique ».

Elles se présentent sous deux aspects, mais qui sont étroitement liés comme les faits le montreront.

D'une part, enlever aux syndicats réguliers l'organisation des mouvements. Le mot d'ordre (d'ailleurs une affiche récente des dissidents communistes vient de le rappeler fort à propos) c'est de faire appel aux non-organisés pour constituer des comités de grève.

Est-ce l'acquiescement à de telles méthodes que l'on prétendrait imposer aux organisations qui constituent la Confédération Générale du Travail ?

D'autre part, c'est à la faveur de mouvements ainsi provoqués en dehors des organisations régulières qu'il est ordonné de constituer des organisations dissidentes.

Ce qui se passe en Allemagne est significatif. Citons seulement deux faits.

En novembre dernier, les métallurgistes berlinois font grève pour s'opposer à une réduction des salaires. Un arbitrage intervient, cote mal taillée que le syndicat doit accepter parce qu'elle est plus favorable qu'une prolongation de la lutte, difficile dans une période de chômage déjà intense. Les éléments communistes essaient de prolonger le mouvement. Leur tentative avorte, bien entendu. Mais cette débandade partielle a été voulue par eux pour constituer un syndicat dissident.

Opération identique dans la Ruhr au début de ce mois. Les communistes déclenchent, contre la volonté des organisations régulières, un mouvement de grève qui avorte, qui ne pouvait qu'avorter et affaiblir la position des mineurs devant les exigences patronales. Mais aussitôt après, les agents de Moscou constituent une organisation dissidente.

Que ces deux scissions n'aient pas eu grand succès l'une et l'autre, peu importe. Le fait décisif c'est qu'elles ont été faites, qu'elles ont été la mise en pratique des directives moscovites.

L'unité ouvrière, oui : au sein des véritables organisations syndicales qui sont celles de la C. G. T., mais non pas une caricature d'unité avec des gens obéissant à la consigne de disloquer, davantage encore si possible, les forces ouvrières.

Sur le plan international donc, comme sur le plan national, impossibilité absolue de souscrire à des méthodes qui iraient à l'encontre du but souhaité. A l'unité que nous voulons, elles substitueraient une caricature odieuse, la division en permanence.

L'unité ne peut se faire qu'à la base, par le retour des travailleurs égarés aux organisations régulières, dans le cadre de la Confédération Générale du Travail pour notre pays, par le canal de la Confédération au sein de la Fédération syndicale internationale.

La vouloir autrement serait condamner les forces ouvrières à tourner éternellement dans un cercle fermé par les querelles et par l'impuissance.

XLVI

La résolution du Comité national des Employés

Le Comité national de la Fédération confédérée des Employés, réuni le 1er février à la Bourse du Travail de Paris, a voté la résolution suivante sur l'unité syndicale :

Le Comité national des employés, en présence des récentes manifestations en faveur du rétablissement de l'unité, qui émanent d'un groupement extérieur au mouvement syndical, rappelle et confirme les résolutions précédentes des congrès fédéraux et confédéraux.

Il considère que l'unité syndicale est désirable et qu'elle peut être facilement obtenue par le retour des syndiqués dissidents dans les syndicats confédérés. Il constate que l'unité qui se réalise d'une façon progressive et constante ne peut être que retardée par les appels en faveur d'une disparition de la C.G.T. régulière pour faire place à un nouvel organisme.

L'orientation du mouvement syndical est déterminée par les congrès confédéraux. Les syndiqués, dans leur syndicat, les syndicats dans leur Fédération et dans la C.G.T., ont toujours la possibilité de chercher que cette orientation soit modifiée par la majorité.

Aussi le comité national, regrettant que le sentiment d'unité serve de paravent à des campagnes de division, met en garde contre cet essai de reconstitution, sous une nouvelle forme, des comités syndicalistes révolutionnaires, qui ont brisé l'unité et fait tant de mal au syndicalisme ouvrier.

XLVII

" Unité de maquignons ", dit O. Capocci

*Dans l'*Echo des Employés *de janvier-février, Oreste Capocci, le secrétaire de la Fédération confédérée des Employés, a publié l'article suivant, qui illustre heureusement la résolution votée par le Comité national de cette Fédération :*

Les *Amis de l'Unité* ayant raté leur coup, il aurait été bien étonnant que l'approche du Congrès confédéral ne ramenât quelque manœuvre des éternels mécontents. Ça y est! 22 particuliers, manœuvrés par Monatte, ont décidé une nouvelle campagne de désorganisation des forces ouvrières.

On y trouve Roger Franck! Que vient-il faire, ce chef d'industrie, dans les organisations ouvrières?

Monatte, le pédagogue raté, l'esprit le plus dissolvant, le diviseur né, le courageux qui salissait la C.G.T. dans l'*Humanité*, tout en restant dans les organisations confédérées.

Et Dumoulin! en voilà un dont les culbutes sont décidément d'envergure, et fréquentes. En 1918, il salissait la C.G.T. et les militants, dans l'*Avenir International*. « Moi, je ne dois rien à Albert Thomas », proclamait-il. En 1919, il revenait à la C.G.T. En 1920, en 1921, à Lille, il secouait d'abondance les communistes. Mais il n'avait pas la place à laquelle il estimait avoir droit et en 1923, il partait au B.I.T., au salaire de 68.000 francs et plus tard à 75.000. N'ayant pas été nommé chef de service, notre coco s'orienta vers la députation. Mais les mineurs le récusèrent. Alors il est devenu secrétaire de mairie à Denain, de là il prépare sa campagne en se ménageant les communistes.

Mais comment désigner un particulier qui écrit les lignes suivantes :

« Si nous avons penché un moment vers le travail-

lisme, c'est parce que cela nous paraissait plus clair, plus franc, plus honnête, que les liaisons sournoises avec les fractions de parti politique, que les fréquentations souterraines en vue de s'attribuer personnellement un portefeuille ministériel, ou des missions gouvernementales, dans les hauts pâturages internationaux. »

Il s'y connaît!

Ces lignes jugent un homme. De même celles où il écrit que lorsqu'il faisait campagne contre les communistes, et défendait l'orientation confédérale et le B.I.T., c'était parce qu'il était un serviteur docile.

Dumoulin, larbin! Qui l'aurait pensé?

XLIX

Dumontier réclame le désarmement des haines

R. Dumontier, qui quitte le secrétariat du Syndicat central du personnel des Services publics municipaux et départementaux de Paris et de la Seine (adhérent à la C.G.T.) a publié dans l'organe de ce syndicat, la Tribune *du 10 février, un article, intitulé « Avant de partir », dont la conclusion est consacrée à la question de l'unité :*

J'en reviens à mes réflexions.

Une constatation d'abord. Notre Syndicat central constitue incontestablement une force; le Syndicat général unitaire des Travailleurs municipaux, qui poursuit à côté de nous son action, constitue lui aussi, et non moins incontestablement, une force.

A eux deux, pourtant, ils sont loin de grouper la totalité du personnel, et la masse est grande de ceux qui se contentent d'attendre béatement que les cailles tombent toutes rôties, quand ils n'essayent pas d'obtenir une amélioration personnelle au détriment de leur voisin.

Et, néanmoins, beaucoup trop de nos camarades s'entêtent, dans l'un et l'autre Syndicat, à se chamailler, à s'opposer, à chercher à exploiter tout ce qui peut les diviser. Alors qu'il y a tant à faire auprès de ceux qui ne sont pas syndiqués.

Et si encore il y avait quelques raisons à cela, s'il y avait des raisons valables de s'être séparés, de continuer à être séparés.

On se reproche mutuellement aux uns d'être « réformistes », aux autres d'être « communistes ».

En réalité, nous nous bornons à être les uns et les autres dans l'incapacité d'imposer nos revendications.

Nous sommes les uns et les autres dans l'impossibilité d'obtenir de nos adhérents la part qu'ils doivent apporter à l'action syndicale.

Nous sommes les uns et les autres dans la pénible obligation de constater que nos camarades sont venus au syndicat sans comprendre les différences essentielles qui séparent nos organisations syndicales des autres formes d'organisations professionnelles.

Nous sommes les uns et les autres dans l'obligation de constater que la grande majorité de nos camarades n'ont pas une éducation sociale suffisante, n'ont pas une notion et une conscience de classe suffisamment développée.

Et au lieu de nous attacher à modifier cela, nous perdons notre temps à nous chamailler sur des broutilles.

On parle beaucoup en ce moment d'unité syndicale. Pourquoi faut-il que, dans les milieux où l'on en parle le plus, on perde tant de temps à critiquer ou attaquer des personnalités, rendant par cela même tout rapprochement impossible.

Camarades municipaux, vous êtes 60.000 environ à l'effectif total. Vous êtes un peu plus de 30.000 syndiqués unitaires ou confédérés.

Songez un peu à la force que vous représenteriez, si vous étiez unis.

Songez un peu au nombre que vous pourriez être si toute l'activité dépensée à batailler entre nous était occupée à amener à nous les indifférents.

Songez-y. Et lorsqu'on viendra vous jeter dans les jambes les actes d'un tel ou d'un tel, que ce soit d'un côté ou de l'autre, opposez-y votre ferme volonté d'en finir avec ces querelles.

C'est là, à mon avis, la tâche la plus urgente.

Obtenez le désarmement des haines, prélude à la reconstitution de l'unité syndicale.

Vous aurez alors bien travaillé pour vous-mêmes et pour l'ensemble de la classe ouvrière.

Ce sera pour aujourd'hui ma conclusion.

XLIX

Les jeunes vont-ils adopter les vieilles querelles? demandent E. et G. Lefranc

*Dans l'*Etudiant Socialiste *de février, E. et G. Lefranc, de la Fédération confédérée de l'Enseignement, publient un article sur l'unité syndicale où, après avoir exposé le mouvement des 22, ils donnent leur opinion de jeunes militants :*

Blum, dans *Le Populaire*, tout en rendant hommage aux intentions des auteurs du manifeste, apporte ses réserves et laisse percer ses craintes.

Réserves sur le partage des responsabilités entre les dirigeants des deux grandes organisations rivales. Les uns ont voulu la scission; les autres l'ont subie; et ceux qui l'ont voulue ont entraîné ceux qui les suivaient « dans une notion absurde et funeste de la Révolution sociale. » — Oui, mais allons-nous perpétuellement, nous qui voulons faire l'avenir, nous jeter l'anathème au nom du passé? Les jeunes, venus à l'action socialiste dans ces dix dernières années, vont-ils adopter les vieilles querelles? Parodiant le mot de Glaeser, nous aurions pu dire nous aussi : « Cette guerre, entre des organisations rivales, ce sont nos parents, ou nos aînés. » Nous ne l'avons pas fait; résolument nous avons pris parti. Mais avec l'espoir d'agir et de recréer. Parce que nous en sentons le besoin. Nous l'avons éprouvé : entre les deux C.G.T., infléchies l'une vers la collaboration, l'autre vers l'insurrection permanente, nous savons bien que le vrai syndicalisme se cherche, que les meilleurs militants se taisent ou s'isolent. Nous connaissons assez l'histoire de ces derniers vingt ans pour savoir que si la reponsabilité de la scission incombe à la C.G.T.U., les dirigeants de la C.G.T. sont parmi ceux qui, pendant la guerre, oublièrent ou méconnurent la mission historique de la classe ouvrière. Erreur contre erreur; l'une ne s'explique pas sans l'autre. Et dans l'histoire encore bien courte de notre Fédération, n'avons-nous pas éprouvé directement la passivité de la section locale du Syndicat National lors des incidents de Quimper, l'indifférence des dirigeants fédéraux à organiser un syndicalisme des normaliens primaires? Nous avons besoin, dans nos organisations, du calme et de la pondération des confédérés, mais aussi de l'élan et de la foi révolutionnaire des militants unitaires. Qu'elle y prenne garde. C'est notre génération qui dira si le socialisme s'enlisera comme tous les partis politiques qui l'ont précédé dans la lutte sociale, s'il laissera de plus en plus estomper son idéal au contact du réel; ou bien si tous réunis en un solide bloc, les calmes et les ardents, nous continuerons à construire notre monde dans l'autre, dont nous ne voulons pas.

Blum a raison ; l'unité sera internationale ou elle

ne sera pas. Est-ce à dire que nous allons attendre l'aveu des Internationales pour dire notre désir, pour travailler à l'imposer? Le socialisme, aussi, sera international ou il ne sera pas. Quand donc a-t-il été question de renoncer aux bribes de socialisme qui nationalement, peuvent s'obtenir? Ici Blum est sans doute victime, au surplus, d'une erreur d'interprétation : les 22 ne pensent pas, semble-t-il, que la réalisation de l'unité soit immédiate ou prochaine. Il s'agit d'un effort de longue haleine dans un sens déterminé. Il s'agit de savoir si nous le voulons comme eux. Peut-être l'avenir révèlera-t-il la tentative prématurée ; peut-être échouerons-nous..

Qu'importe? Il nous restera la fierté de ne pas avoir d'avance déserté le combat.

« Le courage, disait Jaurès, c'est d'agir et de se donner aux grandes causes... »

L

Un " tournant décisif " du parti communiste et de la C. G. T. U.

*L'*Humanité *du 12 février, publiant un long document du Comité central du parti communiste, a révélé qu'un « tournant décisif » avait été décidé au mois de juillet dernier, mais qu'il restait à le réaliser :*

Le Comité central du Parti a tenu fin janvier une importante session, à laquelle assistait un représentant de l'Internationale communiste. Les principales questions à son ordre du jour étaient les suivantes : 1° le travail des communistes dans le mouvement syndical; 2° l'aide du Parti aux Jeunes; 3° la préparation de la journée du 25 février; 4° la lutte contre la guerre et pour la défense de l'Union soviétique.

Au cours d'une discussion très animée, le Comité central a constaté que, surtout du point de vue du travail des communistes dans les syndicats, *le « tournant décisif » décidé dans sa séance de juillet dernier n'avait été que faiblement réalisé en pratique.* Aussi a-t-il pris des mesures concrètes afin que le Parti améliore rapidement ses rapports avec les masses.

L'APPRÉCIATION DE LA CRISE

Les camarades qui ont rapporté au nom du Bureau politique sur les questions énumérées ci-dessus ont donné successivement les caractéristiques de la situation économique présente, et ont insisté pour que nous ne nous en tenions pas à des formules trop générales, mais que nous ayons au contraire une *appréciation sérieuse et exacte sur le développement et les perspectives de la crise.*

Il faut d'abord rectifier des opinions erronées qui se sont fait jour dans nos rangs et qui confondent la crise économique cyclique avec la crise générale du capitalisme d'après-guerre ou qui, par réaction hâtive contre les opportunistes, affirment que la crise économique est fatalement sans issue pour la bourgeoisie, ce qui conduit à négliger le rôle du Parti dans la poursuite de l'issue prolétarienne. Une discussion approfondie là-dessus sera menée dans les *Cahiers du Bolchevisme.*

En France, nous avons actuellement une *crise économique ouverte,* qui se développera et s'aiguisera encore, et qui a des reflets politiques importants, dont le principal est une aggravation générale des rapports de classes. L'offensive bourgeoise contre les conditions de vie des ouvriers s'élargit, l'agressivité de l'impérialisme français est cyniquement avouée. D'autre part, les difficultés à résoudre les crises ministérielles dans le sens de la « concentration républicaine » proviennent en premier lieu du mouvement de masse. Nous sommes à un moment où se rassemblent les éléments d'un nouvel essor des masses travailleuses, dont les indices se manifestent dans les grèves spontanées qui éclatent (Talbot), dans l'effervescence des mineurs confédérés du Nord et des textiles, dans le désir unitaire exploité par les agents de la bourgeoisie, dans le mécontentement grandissant des paysans pauvres.

Mais il ne faut pas parler encore, comme l'ont fait certains, de « crise politique ouverte » en France. Nous sommes seulement en présence d'une *tendance à la transformation de la crise économique en crise politique.* D'où là encore la nécessité d'une lutte sur deux fronts : contre les gauchistes qui bavardent sur la crise sans issue, et surtout contre les opportunistes qui trouvent que les appréciations du C.C. sont exagérées, ou bien prétendent que les ouvriers ne lutteront pas pendant la crise.

Sur un point, le Comité central a décidé de rectifier le manifeste du B.P. paru dans l'*Humanité* du 30 décembre, où il était dit qu'il « faut abattre le fascisme, non seulement en tant que programme de certaines organisations fascistes, mais en tant que système de gouvernement, quelle que soit la formation ministérielle au pouvoir ». La bourgeoisie passe certes de la propagande générale pro-fasciste à l'organisation (rôle politique d'associations d'anciens combattants, création de syndicats unionistes à programme fasciste de masse), mais le fascisme n'est pas encore là en tant que système de gouvernement avoué. Le capitalisme combine adroitement les formes de dictature démocratique et le maintien des illusions parlementaires avec le recours aux méthodes fascistes. Il faut lutter contre cette préparation active du fascisme, contre l'instauration de telles méthodes.

LES INSUFFISANCES DU TRAVAIL DES COMMUNISTES DANS LES SYNDICATS

Le centre des débats de la session a été la question du travail syndical des membres du Parti.

Les objectifs que nous nous étions fixés en juillet pour aider à l'augmentation des effectifs de la C.G.T.U., à l'intensification de la vie politique des organisations syndicales et à une meilleure direction des luttes ouvrières n'ont pas été atteints : telle a été la constatation unanime de la direction du Parti. Nous ne savons pas adopter de nouvelles méthodes de travail correspondant au changement de la situation et rompant enfin avec les traditions anarcho-syndicalistes et réformistes.

Le travail des communistes militant spécialement dans les syndicats unitaires est tel que ces derniers ont en général *une orientation trop abstraite, trop détachée des préoccupations immédiates de la classe ouvrière.* On néglige la besogne *spécifiquement* syndicale et on donne une activité insuffisante aux organisations de base. Nos camarades qui dirigent celles-ci se contentent souvent de répéter les mots d'ordre centraux sans les adapter aux situations particulières ni les concrétiser localement ou sur la base de l'usine.

De même, nous avons mis trop de temps à nous rendre bien compte de l'importance énorme de la manœuvre poursuivie par les chefs réformistes de la C.G.T. et minoritaires de la C.G.T.U. sous le couvert de l'*unité syndicale.* Profitant de la volonté d'unité des masses pour la lutte, ces serviteurs de la bourgeoisie veulent saboter les batailles quotidiennes de la classe ouvrière, discréditer la direction révolutionnaire de la C.G.T.U., combattre le P.C. et disperser les forces du mouvement révolutionnaire. Ils ont été servis par nos insuffisances dans la réalisation pratique du front unique et par le caractère trop abs-

trait que nous avons longtemps donné à la lutte contre les minoritaires. Nos militants ont été quelque peu surpris par cette attaque politique comme ils l'ont été par le mouvement grandissant des masses ouvrières, parce qu'ils ne maintiennent pas un contact étroit avec ces dernières.

VÉRIFIONS L'EXÉCUTION DU TOURNANT

Cependant ,comme l'a fait justement remarquer le délégué de l'Internationale communiste, on ne saurait se contenter d'une autocritique négative. Il faut apporter aux travailleurs des remèdes positifs qui leur donnent entière confiance en notre Parti. Ce sont ces remèdes que les membres du Comité central se sont efforcés de déterminer au cours d'une discussion nourrie, sur la base d'une résolution de travail présentée par le B. P.

Tout le monde a été d'accord pour reconnaître que la principale cause de nos manquements réside en ce que trop d'adhérents de notre Parti considèrent le travail syndical comme quelque chose de fastidieux et de subalterne, ou alors, s'ils s'y adonnent, ne font *pas de différence entre ce travail dans les syndicats et leur travail dans le Parti.*

Les échanges de vues ont porté surtout sur trois points :

1) Les causes des *mauvais rapports des syndicats avec les masses.* Un camarade a cru les voir seulement dans de mauvaises méthodes administratives et d'organisation de nos militants dirigeant les organisations, et il s'est demandé si le rôle dirigeant du Parti avait été bien posé, en raison de nos insuffisances dans sa réalisation. Cette position a été repoussée par le C.C., qui a montré que les erreurs étaient d'ordre politique et provenaient d'une clarification incomplète des problèmes ou d'une certaine hésitation à faire passer dans la vie les résolutions adoptées.

2) *Les revendications ouvrières.* Les revendications des chômeurs ont été en partie mal formulées. Des militants ont été hantés par la recherche de mots d'ordre immédiats qui nous permettraient de nous accrocher aux masses (comme les 18 francs d'indemnité journalière aux chômeurs complets), et cela a conduit nombre de camarades à mettre tout à fait au second plan le projet de loi du Parti comportant notamment le mot d'ordre du salaire intégral aux sans-travail. Ainsi a vite dominé la tendance à liquider notre perspective révolutionnaire. Il ne faut, ni se contenter d'un tapage sur notre projet de loi (gauchistes), ni surtout barrer les perspectives de la lutte sous prétexte de ne mettre en avant que des revendications comprises tout de suite par tous.

3) *L'unité syndicale.* Nous avons certes, favorisé la manœuvre du Comité Dumoulin en hésitant à défendre à fond le mot d'ordre de l'unité syndicale pour la lutte de classes contre leur conception d'unité pour la trahison. Mais il ne s'agit pas non plus de perdre la tête devent leur entreprise de décomposition de la C.G.T.U. C'est pourtant ce qu'a fait un camarade du Comité Central en demandant que l'on envisage « pour les mettre au pied du mur » l'adhésion à leur formule d'unité par la fusion des centrales syndicales.

L'unanimité du Comité Central s'est élevée avec énergie contre une semblable proposition qui revient à envisager la liquidation de la C.G.T.U. On ne peut se placer sur un plan formaliste aussi étroit en oubliant de poser la question de l'unité sur la base de l'organisation des luttes. On ne peut concevoir qu'il serait possible de ramener la C.G.T. en bloc, avec son appareil social-fasciste, sur la voie révolutionnaire.

Aussi le camarade qui s'était ainsi laissé gagner par la grande manœuvre des 22 a-t-il été seul à s'abstenir sur la résolution du B. P. à laquelle avaient été ajoutés un amendement contre les déviations opportunistes sur la question de l'unité et une précision sur le rôle dirigeant du Parti. Elle a été votée à l'unanimité des autres membres.

Le Comité Central a répété que nous devions lutter sur le mot d'ordre de l'*unité syndicale.* Pour cela, il a préconisé le travail de base de rassemblement des ouvriers qui aboutira aux conférences régionales et à un Congrès national d'unité syndicale, en vue de réaliser la C.G.T. unique sur le terrain de la lutte de classe. Il a décidé la convocation pour le 28 février d'une *conférence nationale du Parti* chargée de mettre au point les questions du travail des communistes dans le mouvement syndical.

La conclusion du rapporteur a été que nous devions consacrer 100 *pour* 100 *de nos efforts à la réalisation d'un meilleur travail dans les syndicats,* dont dépendait l'amélioration de tout notre travail de masse dans les autres domaines.

LI

Le " tournant " dans le Nord

*La résolution suivante adoptée par le Comité régional élargi du Nord, publiée dans l'*Humanité *du* 28 *février, montre ce qu'il en est du fameux « tournant » syndical dans l'application :*

Après avoir entendu le rapport du camarade Thorez, secrétaire du Parti, sur la question syndicale,

Question extrêmement importante à l'heure actuelle.

Les membres du C.R.E. se déclarent d'accord avec le rapport du camarade Thorez sur les décisions du Comité central.

Estiment, en effet, qu'il est urgent pour les communistes de travailler dans les syndicats sur la base des directives justes du Parti et de l'I. C.

Devant l'attaque capitaliste sur les salaires, les 8 heures, notamment chez les mineurs et dans le textile.

Il faut gagner à nous les ouvriers, travailler parmi les ouvriers confédérés et socialistes en faisant la distinction entre eux et leurs chefs traîtres.

Les appeler à réaliser le front unique pour la lutte contre le capitalisme.

Les membres du Comité régional et les militants actifs de la région s'engagent à travailler en communistes dans leur syndicat, et à faire le travail dans ce sens dans les cellules et syndicats qu'ils sont appelés à visiter et diriger.

A engager des conversations avec les ouvriers confédérés en les appelant dans ces réunions communes, et faire élire avec eux les Comités de lutte à l'entreprise, base de réalisation du front unique d'action pour engager la lutte contre le patronat.

Se déclarent d'accord pour la réalisation de l'unité syndicale dans une C. G. T. unique, sur la base d'un programme de classe, et sont décidés à appuyer l'initiative de la C.G.T.U. sur la convocation du Congrès national d'unité syndicale.

S'engagent à réaliser la politique syndicale du Parti dans les entreprises et à mener à l'intérieur du Parti une campagne d'explication repoussant les conceptions opportunistes qui conduiraient à la liquidation du mouvement révolutionnaire, conceptions exprimées dans la région par le camarade Delarue (lettre à l'Union locale de Douai, et jusqu'au C.C. par le camarade Vassart (déclaration sur l'unité syndicale et lettres sur le front unique entre organisations dans les limites locales et régionales) et contre les tendances à masquer le danger opportuniste, à concilier avec lui ou à se refuser à la clarté politique (Porreye) et aussi contre les opinions « gauchistes » exprimant la crainte de la lutte pour l'unité

syndicale de classe et qui nous couperaient des masses.

Le Comité régional fait une obligation pressante à tous les organismes et militants du Parti pour la préparation du 25 février et de la bataille des mineurs.

Pas une cellule, pas un rayon, pas une fraction où on ne pose pas très vite et très profondément le travail d'organisation de la grève des mineurs prévue pour le 16 mars.

LII

Une lettre de Liochon

*L'*Information Sociale *du 5 février a publié la lettre suivante que lui avait adressée le secrétaire général de la Fédération confédérée du Livre :*

Cher Monsieur Dulot,

Dans le numéro du 22 janvier de l'*Information Sociale*, vous consacrez presque une page « Autour de l'Unité ». C'est votre droit d'informateur. Mais, laissez-moi vous exprimer ma très désagréable surprise d'avoir une petite place en ces longues colonnes.

Vous assurez que j'ai donné longtemps l'impression que j'étais prêt à participer à une discussion sur les voies et moyens de l'unité syndicale. Permettez-moi de rappeler que je n'ai pas donné seulement une impression. Comme rapporteur de la motion d'unité au Congrès confédéral de la salle Bullier, je crois avoir pris une attitude qui était beaucoup plus qu'une impression. Et j'ajoute que, depuis 1927, je n'ai pas changé d'opinion.

Et, enfin, il paraît que 22 déçus, déchus ou aigris comptaient quelque peu sur moi pour les seconder dans leur initiative, qui s'illustre par un manque absolu de psychologie. Vraiment, je suis confus et effaré d'apprendre que ces « militants en disponibilité » avaient pensé à moi. Je leur reproche de ne pas m'en avoir avisé.

Quant à ma position de « prisonnier cégétiste », elle est complètement volontaire. Ce qu'a dit la Commission administrative est très bien. Ce n'est qu'au cas où elle prendrait une attitude contraire que j'userais du franc-parler dont vous voulez bien orner ma réputation.

En résumé, puisque vous vous êtes trompé à mon sujet, je vous prie de bien vouloir apprendre à vos lecteurs :

Que j'ai tout ignoré de l'initiative des 22 déçus, déchus ou aigris;

Que je n'ai rien dit, rien fait pouvant leur faire croire à mon concours pour une tentative qui, si elle était susceptible d'avoir une suite, ne pourrait que réunir dans un nouveau groupement les deux minorités, confédérée et dissidente;

Que je désapprouve le lancement de ce petit bateau;

Que je suis bien décidé à ne pas y prendre place.

Recevez, chez Monsieur Dulot, l'expression de mes meilleurs sentiments.

LIOCHON,
Secrétaire général.

LIII

Le mouvement d'unité en Loire-Inférieure

Département à la fois industriel et agricole, commerçant et maritime, il est l'un des plus importants de l'Ouest français et l'un des plus curieux au point de vue social. Les oppositions idéologiques se superposent ici, avec une exceptionnelle acuité, aux naturelles oppositions économiques.

Une rue d'usines, de quelque 65 kilomètres de longueur, relie Saint-Nazaire, ville ouvrière de 42.000 habitants, à Nantes qui, avec ses communes de banlieue, agglomère 200.000 personnes.

C'est là, la Basse-Loire industrielle abritée au Nord par le Sillon de Bretagne, limitée au Sud et à l'Est par la côte bourgeoise et mercantile développée par Lajarrige (Société Immobilière de la Baule-les-Pins) et entourée de toutes parts par la région la plus féodale, la plus arriérée, sur le plan social, qui soit en France. La terre des prêtres et des marquis.

En Basse-Loire, la mentalité ouvrière ne diffère pas très sensiblement de ce qu'elle est dans la plupart des régions industrielles. Les organisations ouvrières y subsistent dans les mêmes conditions que dans le reste du pays. Les confédérés y sont en majorité; quelques syndicats unitaires et autonomes groupent les éléments restés véritablement révolutionnaires. Les inorganisés, éléments amorphes ou écœurés par les divisions intestines entretenues par les états-majors syndicaux, forment la masse la plus compacte.

La région de St-Nazaire, Trignac, Indret, Basse-Indre, Couëron-Montoir, etc., paraît plus homogène que le Nantais. Les éléments socialistes ont la haute main sur la plupart des syndicats ouvriers et sur les coopératives. Leur journal, *Le Travailleur de l'Ouest*, est un étouffoir hermétique ne laissant passer que des informations orthodoxes. Son allure générale est sensiblement aussi révolutionnaire que celle d'un journal radical. Les vins d'honneur, banquets, inaugurations et commérages divers, sans portée générale, y entretiennent les lecteurs dans une béatitude de tout repos pour les préfets de la C.G.T. et les augures du parti S.F.I.O.

Les masses sont endormies à un point tel que les remous occasionnés dans le monde ouvrier par le problème de l'unité, à la suite du manifeste des 22, ne sont pas encore parvenus jusqu'à elles. Comme les fonctionnaires syndicaux confédérés, le journal S.F.I.O. est resté muet.

La région nantaise a réagi davantage, les organisations étant de tendances plus diverses.

Un comité de propagande pour l'unité a pu être formé le 29 janvier, comprenant des autonomes, des confédérés et des unitaires. Son effort se porte surtout sur la région industrielle de la Basse-Loire, où le recrutement est commencé. Les cheminots et les dockers unitaires de Nantes sont virtuellement acquis au mouvement. La C.G.T.U. a marqué le coup et a envoyé Demusois à Nantes. Le 25 février, un meeting s'est tenu à la Bourse du Travail. Il a été accaparé par les communistes qui se sont arrangés de façon à tenir la tribune jusqu'à une heure très avancée afin d'étriquer le débat sur l'unité, annoncé par les convocations.

Il a quand même fallu s'expliquer et, une fois de plus, le grand désir d'unité qui est vivace chez tous les travailleurs s'est affirmé avec éclat.

L'action du comité départemental, pour être efficace, devra se faire sentir sur les îlots prolétariens perdus dans le flot montant des écoles congréganistes, des églises innombrables et colossales et des calvaires dorés et sinistres qui surgissent du sol comme champignons après la pluie. Les ouvriers et ouvrières des usines de tissage, des chamoiseries, papeteries et fabriques de sandales, de la vallée de la Sèvre, les marins-pêcheurs de Piriac, la Turballe, le Croisic, Pornic; les saulniers de Batz et du Pouliguen, les verriers de Verton, les mariniers de la Loire et de l'Erdre, les agriculteurs qui louent leurs bras aux comtes, vicomtes, marquis et autres seigneurs de la vigne et de l'élevage, les vignerons du Nantes à qui, chaque année, les féodaux du cru reprennent un quart ou un tiers de leur récolte comme du temps de Louis XI; tous ces malheureux qui étouffent sous la cagoule noire, doivent savoir qu'en face de l'unité du blason et du goupillon qui leur prend tout : femme, enfants, travail, il est pos-

sible de dresser une force de libération : l'unité prolétarienne.

Le foyer d'unité qui s'allume à Nantes illuminera bientôt tout le bassin métallurgique de la Basse-Loire. Les écrans dressés par les pontifes en place, installés dans la scission, n'empêcheront pas la lumière de les déborder. Ils sont trop étroits et trop transparents. Les salaires diminués, le chômage perlé avant-coureur de la gêne et de la misère, le vide et le néant des discours avec lesquels l'inaction a été entretenue depuis dix ans, la tromperie de la soumission à un parti ou à un gouvernement, le bluff de la prospérité sont des faits concrets en face desquels les dogmes religieux ou politiques ne sauraient que fondre.

Les petites chapelles et les grandes églises seront impuissantes à empêcher les travailleurs de se tendre la main. — G. GUILBOT.

LIV

Un effort à Colombes

Ce que nous avons fait à Colombes n'est rien comparativement à l'immense besogne qu'il nous reste à accomplir; cependant, je dois à la vérité de dire que, dès le lendemain du Manifeste des « 22 », nous nous réunîmes entre militants unitaires et confédérés et décidâmes la création d'un Comité d'Unité syndicale, ouvert à tous les syndiqués partisans de l'unité et même à ceux qui, dégoûtés des divisions ouvrières, ont déserté les syndicats.

Dans notre dernière réunion nous avons constitué notre bureau de la façon suivante : *Secrétaire :* Julien Aufrère (Livre C.G.T.U.); *trésorier :* Olivier (Employés C.G.T.); *Membres de la Commission Exécutive :* Chabert (Métaux C.G.T.), Marchand (Employés C.G.T.), Robert (Enseignement C.G.T.), Geslin Merle (Métaux C.G.T.U.) et Pistu (Tapissiers C.G.T.U.).

Notre groupe étant organisé, nous passerons maintenant aux actes pour lesquels nous nous sommes réunis : 1° Faire connaître à tous les syndiqués notre conception de l'unité; 2° solliciter l'adhésion de tous les camarades qui, dans les différents syndicats, pensent comme nous; 3° exiger de tous nos adhérents — c'est pour cela que nous les voulons nombreux — qu'ils fassent dans leurs syndicats respectifs une active propagande en faveur de l'Unité syndicale.

Voilà ce que nous nous proposons de faire à Colombes où toute vie syndicale est absente et où le Comité Intersyndical unitaire n'existe que sur le papier.

Bien entendu, cela nous vaudra, comme aux « 22 » de nouvelles bordées d'injures de la part des soi-disant communistes qui trônent à *l'Humanité* ou au 120, rue Lafayette, mais peu nous importe, nous continuerons notre chemin. — Julien AUFRÈRE.

TOUJOURS COURAGEUSE

Perrot, délégué de la C. G. T., se déclara heureux d'apporter le salut de la C. G. T. aux militants de CETTE FEDERATION DES EMPLOYES QUI, LA PREMIERE, EUT LE COURAGE DE PRATIQUER L'OPERATION CHIRURGICALE sans laquelle le mouvement ouvrier serait mort maintenant.

(Compte rendu du Congrès des Employés, *Peuple*, 15 août 1922.)

Tempête sur le Maroc

Le Maroc a été, l'été dernier, le théâtre d'une vive agitation, qui ne paraît nullement apaisée à l'heure actuelle et qui eut une immense répercussion à travers tout le monde musulman.

Cette agitation a eu pour origine le dahir *(décret) arraché le* 16 *mai* 1930 *au sultan par le résident général, Lucien Saint, et qui ne tend à rien moins qu'à* désislamiser *les Berbères du Maroc.*

Appliquant la maxime colonialiste « diviser pour régner », l'impérialisme français a essayé en effet de séparer les Berbères (qui constituent la majorité de la population) des Arabes, en les soustrayant à l'autorité temporelle et spirituelle du sultan.

Contre cette tentative, Arabes comme Berbères, ont vigoureusement réagi, la défense de l'Islam étant pour eux une manière de se dresser contre leurs dominateurs.

D'un petit livre signé Houslim Barbari et intitulé : Tempête sur le Maroc, ou les erreurs d'une politique « berbère », *qui va paraître incessamment chez Rieder, nous extrayons le chapitre suivant, qui raconte l'accueil fait par le peuple marocain au* dahir *du* 16 *mai* 1930 *:*

Le *Bulletin* publiait en date du 16 mai 1930 le *dahir* dont S. M. Chérifienne venait de gratifier son peuple avant de partir faire son voyage d'agrément en France. M. Saint l'accompagnait. Tout allait le mieux du monde. Le *dahir*, malgré son importance et sa gravité, semblait passer inaperçu. Pourtant tout le monde remarqua qu'on ne pouvait plus voyager à l'intérieur du Maroc sans être nanti d'un passeport. Les marchands ambulants, les touristes, virent augmenter leurs difficultés à se déplacer d'un point à un autre; les *fkihs*, qui avaient l'habitude d'aller « passer la saison » (*mcharet*) en montagne à Azrou et ailleurs pour s'engager à apprendre aux enfants à lire et à écrire, en même temps qu'ils leur inculquent quelques principes de morale et de religion, étaient priés de rester chez eux; les *marabouts*, mystiques errants, vivant au jour le jour, allant partout en « hôtes du bon Dieu » répandre la « bonne nouvelle » étaient sommés de mettre fin à leurs pérégrinations; les *cadis* défunts de certaines tribus ne reçurent pas de remplaçants.

Que se passait-il? Pourquoi ces brusques mesures? L'opinion publique, mise en éveil, se le demanda et découvrit la source de ces vexations : le *dahir*. Il fut le pivot de toutes les conversations. Son but n'était-il pas de persécuter l'Islam et les Musulmans?

Une presse locale *marocaine* susceptible de se faire auprès des autorités l'interprète de l'opinion publique n'existe pas encore. Comment alors, non pas même engager la lutte, mais exprimer son opinion, signifier son mécontentement?

Un vendredi, dans une mosquée de Salé, après la prière rituelle, on récita l'invocation *Ya latif* (O Sauveur), prière que font les Musulmans chaque fois qu'ils sont affligés d'une grande calamité publique : tremblement de terre, sécheresse, sauterelles, croisade contre l'Islam, etc. La prière se terminait par la phrase : « O Sauveur, sauve-nous des mauvais traitements du destin, *et ne nous sépare pas de nos frères les Berbères.* » Tout le monde comprit qu'il s'agissait d'une grave atteinte portée à l'Islam. Passe encore que l'on confisque des terres, que l'on accable la population d'impôts. Mais que l'on touche à ce qu'il y a de plus cher et de plus sacré au cœur des Musulmans, impossible de supporter cela!

Le vendredi suivant, toutes les mosquées de Salé

firent la même prière. Puis ce fut le tour de Rabat. Le mouvement était déclenché. Il fallait l'arrêter : on exila quelques-uns de ses participants, mesure qui parut vaine, car le mouvement gagna rapidement Fez. Et c'est là qu'il eut toute son ampleur. Fez n'est-elle pas la cité traditionnelle et culturelle qui se doit d'enseigner à tout le Maroc l'Islam, qui possède la grande Université Karaouyne où des centaines d'étudiants viennent de toutes les régions puiser leur science du *Coran* et du *Hadith*?

L'Université fut brusquement prise d'inquiétude et de tourment, car les plus lésés dans leurs droits étaient justement ces *tolba* qui peuplent les *medersa*, futurs gardiens de la foi, qui iront, une fois leurs études terminées, par tout le Maroc répandre l'enseignement qu'ils ont reçu. Le *latif* fut dit. Dans l'immense mosquée Karaouyne débordant de monde, cette invocation, sortant de milliers de gosiers sur un ton plaintif et triste, avait quelque chose d'impressionnant et de pathétique. Et l'on sortait du sanctuaire, le cœur gros de désespoir et les larmes aux yeux.

Les choses n'en restèrent pas là. Un jeune homme prit la parole au milieu de l'enthousiasme général, parla du *dahir*, de ses conséquences, puis dit : « Que ceux qui gardent encore la foi en leur cœur aillent faire une courte prière en commun au sanctuaire de Moulay Idris. » Toute la foule se transporta d'un bloc en ce lieu, répétant l'invocation *Ya latif*. Ce fut son tort, car le Pacha, indifférent jusque-là à ce qui se passait dans les mosquées, intervint. Dire *Ya latif*, dans la rue, n'était-ce pas une grave atteinte à l' « ordre » public? Au sanctuaire de Moulay Idris, on récita une courte prière; la foule en délire ne voulait plus se disperser. On alla demander bénédiction et secours au Mufti de Karaouyne. Ce dernier, influencé par les autorités, se rétracta. Sur ces entrefaites, le bruit courut que le jeune orateur de la Karaouyne était arrêté. On alla aussitôt protester devant la porte du Pacha. La foule prenait des proportions gigantesques. Le Pacha Baghdadi, rusé comme un loup, fit dire qu'il recevrait une dizaine de manifestants pour entendre leurs doléances. Dix volontaires se présentèrent, parmi lesquels Mohamed Ben Hassan El Ouazzani, ancien élève diplômé de l'Ecole des Sciences politiques de Paris, et le reste de la foule fut dispersé à coups de trique. Qu'advint-il des dix? A leur grande surprise, ils furent emprisonnés. Pour Baghdadi, c'étaient eux les instigateurs des troubles! Mais la prison n'était pas, à ses yeux, une punition suffisante. Ne fallait-il pas employer les anciennes méthodes de châtiment corporel? Le Pacha, qui ne fait rien sans l'avis du commissaire du gouvernement, délégué de la résidence, un certain capitaine Truchet, demanda conseil à celui-ci.

Lui fut-il répondu d'agir comme bon lui semblait ou a-t-il passé outre aux ordres reçus? *Toujours est-il que les jeunes gens furent soumis à la terrible épreuve.*

Au temps légendaire 1900-1912, plus d'un patient est passé dans l'autre monde en la subissant. A tour de rôle, pendant que le vieux Baghdadi comptait sur son chapelet, réservé à cet unique usage, les coups reçus sur les fesses et les reins, ils ont été allongés face à terre, les mains et les pieds maintenus solidement en place par deux *Mokhazni* (gardes) pendant que deux autres les frappaient rageusement à coups de lanières de cuir. Les malheureux furent bientôt à bout de souffle. Leurs vêtements déchirés laissaient voir des plaques ecchymosées et saignantes. Quiconque a subi un supplice pareil s'en souviendra toute sa vie. On ne peut le comparer au passage à tabac des polices européennes. D'autres instruments de torture leur étaient réservés. Imaginez une grosse poutre, attachez-y une corde par ses deux bouts de telle sorte qu'elle forme un arc, faites passer les pieds du malheureux dans cet arc, tournez la poutre sur elle-même, elle les tiendra fortement serrés; élevez-la à la hauteur d'un mètre par deux *mokhazni* et vous mettez la victime dans la plus désagréable posture, les pieds levés haut, le torse pendant et la tête traînant par terre. Aux impitoyables *mokhazni* est ainsi offerte la plante des pieds du patient sur laquelle tombe une pluie de coups.

Il existe à Paris une société protectrice des animaux. Elle prend la défense des lapins et des chiens sur lesquels les physiologistes font des expériences après avoir pris soin de les anesthésier. Que ne fait-elle le voyage du Maroc? Elle constaterait qu'on torture des êtres humains sans anesthésie et pour quel crime!

Si les mânes des anciens diplomates européens revenaient de l'au-delà, ils verraient que rien n'est changé à ces coutumes, qu'ils qualifiaient de barbares. Et cependant ne sommes-nous pas sous l'égide de la France, cette France qui a fait la Révolution de 1789, exécuté des rois pour la libération des peuples, soutenu la grande guerre pour sauver des « barbares germaniques » la « civilisation »?

Ne seraient-ce là que des mots qui ne correspondent à aucune réalité, des mots vides? Et pourquoi cette discordance entre les principes et les actes? Les Français qui ordonnent ou tolèrent de pareilles tortures sont-ils les mêmes que ceux qui vivent dans notre esprit et que nous avons appris à admirer dans les livres?

⁂

Comme bien l'on pense, les arrestations et bastonnades causèrent une vive émotion et une grande stupeur dans tout le Maroc. Le *Bulletin officiel* n'a-t-il pas publié un *dahir* interdisant les châtiments corporels? N'était-ce pas là une infraction aux décrets suprêmes du Sultan, de la part du Pacha qui se vante d'être le plus fidèle instrument de cette même autorité?

Cependant le *latif* continuait de plus belle. Tanger fut gagné par le mouvement. Son Excellence le *Mendoub* (représentant) du Sultan intervint et fit fermer les portes de la mosquée au nez des croyants. Quelques heures après, elles étaient ouvertes par l'intervention du Consul d'Italie.

A Fez, toutes les classes et toutes les corporations participèrent à la prière. La mosquée déborda de monde malgré son immensité; le mouvement prenait une allure imposante. Les Berbères de la montagne, émus de ce qui se passait, se rendirent dans les villes et prirent part aux *latifs*. Chez eux également ils le récitaient. Pouvaient-ils donner meilleure preuve de leur attachement à l'Islam? Ils furent même étonnés et furieux que l'on mît en doute la profondeur de leur foi.

La tribu de Zemmour, particulièrement pieuse, a montré son inquiétude. N'a-t-elle pas entendu le contrôleur civil de la région lui dire : « Voici une lettre que vous devez envoyer au Sultan parce qu'il vous a libérés des Arabes et de leur loi (traduisez : de l'Islam). » Un notable de la tribu comprit la portée de ces paroles et leur signification; il refusa de signer, fut giflé et arrêté quelque temps.

Un autre notable, pris de scrupules, tint à se rendre à Salé pour se marier selon la loi coranique. De retour dans sa tribu, le contrôleur l'appela et lui demanda pourquoi il ne s'était pas marié selon les coutumes de ses ancêtres. *Il fut emprisonné pour avoir répondu qu'il était musulman.* Est-ce cela la tolérance et la liberté de conscience?

A Fez une lettre du Sultan fut lue à la mosquée de Karaouyne. Elle était pleine de remontrances,

qualifiait ceux qui s'occupaient du mouvement d'*enfants impubères* (*sic*). Le Sultan disait avoir suivi les traces de son défunt père qui avait permis à quelques tribus de garder leurs coutumes; mais nous avons vu que le *dahir* de 1914 *n'a jamais été jusqu'à ériger les coutumes en lois s'opposant à celles du Coran.*

La lettre n'eut aucun effet. Elle restait volontairement dans le vague et ne soufflait mot des faits qui justement avaient soulevé l'opinion publique marocaine.

Ce fut alors au tour de M. Urbain Blanc, résident général par intérim, de dire son mot. Dans une circulaire publiée le 21 août, il affirmait que le *dahir* avait été *inexactement commenté par certaines autorités locales* (*sic*). Puis il ajoutait : « *Si des tribus soumises à l'Izref* (coutume) *manifestent en bloc le désir d'être soumises au Chrâa* (droit coranique), *satisfaction pourra leur être donnée par le Sultan.* N'était-ce pas — verbalement au moins — une reculade?

Confiante dans ces paroles, une délégation de notables de la tribu de Zemmour se rendit à Rabat; comme jadis en Syrie la délégation druse auprès de Sarrail, *elle fut immédiatement arrêtée.* Une autre, des Aït Cheghrouchen, région de Sefrou, se rendit à Fez et voulut prendre le train pour Rabat, lorsqu'on l'arrêta à la gare du Tanger-Fez. Cette discordance entre les paroles et les actes enlevait toute confiance dans les textes publiés.

⁂

Cependant le mouvement *latifiste* prenait de l'ampleur. Les fêtes de Meknès, qui par la présence de beaux cavaliers berbères avaient d'ordinaire tant de pittoresque, furent privées du concours de ceux-ci, empêchés d'y participer. On craignait des troubles. Précaution superflue : le caractère pacifique et mystique du mouvement ne devait provoquer aucune violence.

Ce qui aggravait particulièrement la situation, c'est que toutes les personnalités marquantes, Sultan y compris, passaient à ce moment leurs vacances en France. On vit bien des hommes haut placés obligés d'abandonner leurs fonctions. Mais cela ne pouvait pas suffire à arranger les choses.

Le retour de France du Sultan avait suscité une lueur d'espoir, mais sa lettre déçut aussitôt. Les autorités ne sachant comment sortir de l'impasse imaginèrent alors de faire inviter, « par ordre de Sa Majesté chérifienne », les principales villes : Rabat, Salé, Fez, à nommer chacune une délégation qui irait présenter ses doléances au Sultan lui-même. Celle nommée par Fez était composée de notables vieillards, vénérables par leur science et leur situation dans la société de la ville. Retenons le nom de Sidi Abdel Rahman ben El Korchi, ancien ministre de la Justice, et Si Mohamed ben Abdeslam Lahlou, chevalier de la Légion d'honneur.

La délégation partit alors de Fez. Elle fut reçue par Sa Majesté et un journal raconte que Si ben Korchi, qui prit la parole devant le jeune Sultan, mit tant de pathétique dans ses déclarations que le Sultan en pleura d'émotion. Alors Si ben Korchi lui remit en mains propres la missive dont l'avait chargé la population de Fez. Le Sultan dit qu'il en prendrait connaissance et donnerait entière satisfaction à sa demande.

On attendit la réponse un, deux, trois jours. Les inquiétudes commencèrent à renaître. D'autres jours passèrent. Toujours pas de réponse. C'est alors que le Grand Vizir, El Mokri, manda l'ordre à la délégation, qui attendait toujours à Rabat la réponse impériale, de prendre le premier train pour Fez.

Pourquoi ce brusque renvoi? ce refus de répondre? Une population de 100.000 âmes se le demanda, quand elle vit revenir sa délégation.

Alors les esprits s'échauffèrent. Pourquoi avoir envoyé une délégation au Sultan puisque celle-ci avait subi pareille humiliation? En masse les gens se rendaient chez les arrivants pour leur demander le résultat de leur voyage. Que pouvaient-ils répondre, si ce n'est qu'ils avaient reçu l'ordre de repartir par le premier train?

Mais ce n'est pas tout : Baghdadi, qui continuait à veiller à l' « ordre » de la ville, *arrêta dans la matinée ben Abdeslam Lahlou et quelques jeunes gens.* Le mandat d'arrêt venait, paraît-il, de Rabat. Toute la ville fut prise d'un véritable délire. Les mosquées étaient combles. Des processions se formèrent dans les rues. Partout on récitait le *latif.* C'était la colère et le désespoir; le Sultan lui-même, disait-on, était obligé de céder aux injonctions de son Vizir. Les souks fermèrent deux jours en signe de deuil. Le Pacha, avec la force armée, voulut mettre fin à cette agitation : on arrêta une centaine de personnes, étudiants à la Karaouyne, artisans ,etc.; tous durent pénétrer sous la voûte sombre de la prison. Et tous furent condamnés sans autre forme de procès à un mois d'emprisonnement.

On relâcha cependant les protégés anglais et italiens.

Quant à ben Abdeslam Lahlou et à quelques jeunes gens, on les exila.

L'effervescence a-t-elle été calmée par ces mesures sévères ? Le mouvement est-il éteint ? Il est permis d'en douter. Un calme extérieur et relatif règne à présent. Quiconque se promène dans les rues de Fez ne remarque rien d'anormal. Mais un œil averti discerne une atmosphère trouble. Les journalistes qui accompagnaient M. Doumergue dans son récent voyage n'ont pu s'empêcher de remarquer ce malaise aussi bien dans les villes que dans la montagne. Le président fut d'ailleurs renseigné sur l'état d'esprit du peuple marocain par les lettres de protestation que lui firent remettre de nombreux notables, malgré le danger que ces démarches faisaient courir à leurs auteurs.

Hélas! le voyage du président de la République, destiné soi-disant à ramener l'apaisement, a été une désillusion de plus.

Discours vagues, assurances vagues. Rien n'a été fait pour dissiper les légitimes inquiétudes du peuple marocain. Plus le temps passe, plus se creuse entre la nation « protectrice » et le Maroc un fossé qu'on n'essaie pas de combler.

MOUSLIM BARBARI.

Si un producteur ou un pays producteur diminue les salaires, tant que tout le monde n'en aura pas fait autant, ce producteur ou ce pays bénéficieront d'une plus large part du chiffre d'affaires. Mais si une réduction générale des salaires a lieu, le pouvoir d'achat de la communauté entière est diminué dans les mêmes proportions que les salaires, et là encore personne ne gagne au changement.

Ainsi, ni la restriction ni la réduction des salaires ne servent en soi à rétablir l'équilibre.

J. M. KEYNES.

(L'**Information**, 20 décembre 1930.)

LETTRE D'ALLEMAGNE

LA DOUBLE MENACE QUI PLANE

Une crise économique terrible accompagnée d'une profonde crise politique. La situation allemande se résume dans cette simple phrase. Examiner brièvement les éléments de cette situation est le but de cette lettre.

La production recule

Das Institut für Konjunkturforschung (l'Institut de recherches concernant la conjoncture) qui est une sorte d'annexe de l'Office de statistique allemand écrit dans sa dernière publication trimestrielle :

L'index général de production industrielle est tombé d'octobre 1929, où il cotait 101,4, à 80,5 en octobre dernier (1). Depuis, aucune amélioration ne s'est produite.

La capacité industrielle (exprimée en places de travail disponibles) était utilisée en octobre dernier à raison de 59 % (2). Par rapport au mois d'octobre 1929, une diminution de 19 %. Depuis, aucune amélioration ne s'est produite.

Dans chaque ville importante, de grandes fabriques sont au repos, de longues cheminées d'usine ne fument plus, des machines, tours, métiers, perceuses, ne sont plus en marche; elles s'usent sans produire ce que réclament des millions de chômeurs.

L'étendue du chômage

Des chiffres :

5 millions de chômeurs, à quelques milliers près, annoncent les nouvelles statistiques officielles;

38 % des ouvriers syndiqués chôment complètement, 16 % partiellement, annoncent les statistiques syndicales de décembre (3).

De tels chiffres sont inconnus en France; ils abasourdissent. Pour en comprendre la tragique importance, il faut faire une station aux Bourses du travail où les ouvriers vont présenter deux à trois fois par semaine leur carte de chômeur et toucher les maigres allocations; il faut parler avec ces prolétaires qui souvent attendent en vain de l'embauche depuis plus d'un an; il faut s'asseoir dans la pauvre cuisine du ménage ouvrier où, souvent, le père et le fils chôment en même temps, parler et écouter attentivement les réponses qui tardent.

Dans le village semi-ouvrier comme dans le grand centre industriel, partout la même impression : fatigue, déception cruelle, désespoir qui couve. Le chômage détruit lentement les forces vives de l'ouvrier, l'énergie s'effrite à force d'être harcelée par des soucis concernant un morceau de pain, un peu de margarine, le loyer qu'il faut payer, l'allocation de chômage qui n'est pas éternelle. De jeunes ouvriers de 20 à 25 ans, sans travail depuis deux ans, touchant une allocation de 30 francs par semains, menant une vie de misère, étaient, avant le chômage, pleins d'entrain dans la lutte pour la réalisation du socialisme; ils donnaient tout leur temps libre pour l'organisation; les semaines s'écoulent, le moral baisse, plus de courage. Pourquoi combattre? Cela ne sert à rien! Un beau jour ils ne sont plus là, le moteur qui les animait dans la lutte de chaque jour s'arrête; il est en souffrance.

Les chiffres que je viens d'énoncer montrent l'étendue de la crise économique qui, selon plusieurs économistes bourgeois, est la plus grave que l'Allemagne ait jamais connue. Je n'entame pas le thème ardu de l'origine de cette crise, cela sera pour une autre fois.

Les élections de septembre

La crise politique? Pour la bien comprendre et pour en retirer des leçons salutaires, il faut au moins remonter jusqu'au 14 septembre 1930.

Le 14 septembre, le Reichstag a été réélu. Il est intéressant de rappeler que depuis les élections de mai 1928, les socialdémocrates avaient eu pendant un certain temps les rênes du gouvernement, et cela dans un cabinet de coalition. Au printemps 1930, ce gouvernement tombait sous les coups de la réaction devenue chaque semaine plus téméraire. Le gouvernement Brüning fut constitué; c'était un fort coup de barre à droite; le parti du Centre, représentant l'Eglise catholique, menait la course; celle-ci ne fut pas de longue durée. Le nouveau gouvernement fut mis en minorité avec l'aide de la social-démocratie. Aucune combinaison n'était possible pour en former un autre; il n'y avait qu'une issue : la dissolution du Reichstag, de nouvelles élections.

La situation n'était plus la même qu'en mai 1928. Des facteurs nouveaux avaient entre temps changé la face des choses. Les voici :

Les nationaux socialistes; l'expérience social-démocrate au gouvernement de coalition; la crise économique.

Le parti des nationaux socialistes ressemble étrangement à celui de Mussolini avant que ce dernier ait pris le pouvoir en Italie. Son chef, Adolf Hitler, a joué un rôle important dans l'essai de coup d'Etat qui, en 1920, devait renverser la République; son parti resta pendant quelques années un groupement sans importance. Aux élections de mai 1928, il n'obtint que 12 mandats au Reichstag. Hitler ne perdit pas courage. Avec l'aide financière de gros industriels, il entreprit une propagande systématique; des agitateurs parcoururent le pays jusque dans les plus petits recoins; chaque village eut sa visite. Une vague de démagogie se déversa sur toute l'Allemagne. Ces agitateurs exploitant honteusement la carence du réformisme dans le mouvement ouvrier, l'incapacité du gouvernement socialdémocrate, la politique aventureuse du parti communiste, la crise économique, la misère croissante, la question des réparations, entreprirent de gagner de larges masses à leur programme. Ils trouvèrent surtout un écho chez les petits bourgeois et la population paysanne. Le nationalisme imbécile, les injures adressées aux juifs, le soi-disant idéal de la communauté populaire devant apaiser les antagonismes entre capitalistes et ouvriers séduisirent, et les résultats de cette campagne de grande envergure ne se firent pas attendre.

Le mouvement fit l'affaire des capitalistes; ces derniers voyaient et voient encore souvent dans les troupes d'Hitler un moyen pour briser les reins à la classe ouvrière, pour annuler les maigres conquêtes de la « petite » révolution de 1918.

Le danger devint menaçant. Presque chaque jour apportait une attaque lâche et sauvage contre des travailleurs; les meetings des nationaux socialistes étaient pleins à craquer; dans les grandes villes, presque chaque semaine une réunion monstre; les journaux nationaux socialistes se multiplièrent; le parti devint une organisation de masses comprenant plus de 200.000 membres.

---

(1) *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 5. Jahrgang, Heft 3, Teil B, page 54.

(2) *Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung*, 5. Jahrang, Heft 3, Teil B, page 60.

(3) *Wirtschaft und Statistik*, 1. Februarheft 1931.

Que firent les grosses organisations ouvrières?

Presque rien. La socialdémocratie ne bougea vraiment que lors des élections. Les syndicats restèrent dans une apathie criminelle; aucune mobilisation de masses; un optimisme béat régnait dans les cercles dirigeants; la théorie de la « croissance dans le socialisme » faisait ses preuves. Le parti communiste cria au danger, assez tard cependant. Il empêcha une action commune contre la vague fasciste à cause de sa tactique, en mettant sur le même pied les nationaux socialistes et les socialdémocrates, les deux taxés de fascistes. L'affaire était réglée : la possibilité de réaliser un front unique, même à la base, contre les bandes fascistes, fut de cette manière complètement détruite.

Seuls quelques socialistes perspicaces voulurent attirer l'attention sur le danger qui chaque jour devenait plus grand; tout fut vain; leurs voix s'élevèrent dans le désert; tout dormait d'un sommeil paisible et satisfait.

Les élections du 14 septembre dernier firent l'effet d'une bombe. Bien des gens, et les organisations ouvrières de masses, se réveillèrent au bruit de « *Heil Hitler* », « *Deutschland erwache* » (Salut Hitler! Que l'Allemagne se réveille!); on perdit souvent la tête; beaucoup eurent peur devant la menace fasciste.

Le réveil était amer : les nationaux socialistes entraient au nouveau Reichstag avec 107 députés; ils gagnaient 95 sièges. Le parti communiste améliorait considérablement ses positions; il portait ses mandats de 54 à 76. La socialdémocratie perdait 10 députés.

La victoire des nationaux socialistes n'avait cependant pas ouvert une brêche, par rapport aux dernières élections, dans les rangs de la classe ouvrière. Cette victoire était surtout due à l'effondrement des partis de la bourgeoisie (à l'exception du parti de l'Eglise catholique qui enregistrait une petite avance), à l'appui des jeunes électeurs qui se laissèrent tenter par les phrases radicales et par l'idée d'un changement dans la vie politique allemande.

Les résultats de ces élections signifiaient une défaite sans nom pour le gouvernement de Brüning; les partis sur lesquels il s'appuyait, à l'exception du sien, s'en revenaient des élections n'ayant plus qu'une chemise sur le dos. Les fascistes se sentaient plus forts; le succès allait au delà de toutes leurs espérances; ils se sentaient devenus une force politique de premier rang.

La menace fasciste

Qui allait prendre les rênes du nouveau gouvernement? C'est la question qui passionna pendant quelques semaines les milieux ouvriers allemands. La démocratie, ce merveilleux terrain pour la préparation du combat pour la réalisation du socialisme, était en danger. Une dictature à la Strasser, à la Frick ou à la Hitler menaçait. Ce qu'une pareille dictature signifiait, chaque socialiste ayant quelque peu de flair politique le voyait.

Hindenburg, le président de la République, n'appela personne pour former le nouveau gouvernement. Il chargea simplement Brüning de continuer à diriger les affaires gouvernementales avec son ancien cabinet. Brüning accepta. La République allemande était entre les mains du parti catholique.

Une alliance entre les catholiques et les nationaux socialistes allait-elle être tentée?

Les perspectives du mouvement ouvrier allemand dépendaient de la réponse à cette question.

Brüning sembla hésiter. Pour lui et son parti, ce n'était probablement qu'une question de calcul : avec qui puis-je le mieux satisfaire les intérêts de l'Eglise catholique? Pour se maintenir en selle, il avait besoin d'une aide; il n'y avait que deux possibilités, les nationaux socialistes ou bien les socialdémocrates.

Quelle était la tâche du mouvement ouvrier allemand? Eviter à tout prix que Brüning pactisât avec les nationaux socialistes, afin de gagner du temps pour organiser l'action défensive contre la vague montante du fascisme. Que fallait-il faire pour réaliser ce plan? Il n'y avait qu'une seule issue, soutenir Brüning au parlement. C'était la tâche de la socialdémocratie afin d'éviter la catastrophe.

Voilà où en était réduit le mouvement ouvrier allemand, le parti socialdémocrate en particulier, douze ans après la révolution de 1918. A cette époque, le parti socialdémocrate allemand avait tout le pouvoir entre ses mains; il aurait pu diriger la construction d'une société socialiste au lieu de pratiquer une politique réformiste. Les suites de cette politique : douze ans plus tard, nécessité de soutenir un gouvernement capitaliste pour éviter le fascisme; un grand recul, signifiant une défaite.

Le parti communiste n'est pas sans faute dans cette tragique histoire. Au contraire, il a contribué à la parachever. Il suffit de penser à leur tactique syndicale (1) pour en être convaincu. Cette tactique a pour but de combattre la direction réformiste des syndicats et son influence sur les masses ouvrières. Action des plus louables; mais les communistes se sont conduits de telle façon (ils n'ont attaché aucune importance au respect des statuts, ils les ont brisés sans penser aux suites qui pouvaient en découler) que les réformistes ne pouvaient faire autrement que de les exclure. Ces derniers l'ont fait sans doute avec une certaine joie. De cette façon, les réformistes sont devenus les maîtres incontestables des masses syndicales allemandes qui comprennent 6 millions de prolétaires. Les ouvriers révolutionnaires qui veulent travailler au redressement du mouvement syndical dans la direction d'une politique de lutte de classes active ont, de ce fait, une tâche écrasante, une tâche de Titans.

Soutenir Brüning contre les nationaux socialistes était le rôle des socialdémocrates. Constatation pénible; elle exige des sacrifices, elle demande de freiner son ardeur révolutionnaire, de réfléchir froidement sans apporter des questions de sentiment. Elle est cependant nécessaire. Je donne à choisir entre Hitler et Brüning à celui qui en doute; j'attends sa réponse.

Une seule organisation révolutionnaire a eu le courage de propager cette idée. Il s'agit de l'I.S.K. (*Internationaler Sozialistischer Kampfbund*). Cette organisation travaille d'arrache-pied depuis cinq ans pour essayer de sortir le mouvement ouvrier des ornières où il se trouve; lentement elle commence à trouver l'oreille des travailleurs. Les autres, y compris le parti communiste, n'ont pas saisi le sens de la situation; ils mettent Brüning sur le même pied qu'Hitler et crient à tue-tête, sans se préoccuper de la réalité, que Brüning prépare la route au fascisme d'Hitler.

Les socialdémocrates ont eu assez de flair pour soutenir Brüning, et les nationaux socialistes ont voté contre le gouvernement. Sans l'appui de la socialdémocratie, Brüning était mis en minorité.

Cette action a mis fin aux hésitations du parti de l'Eglise catholique dans ses rapports avec les nationaux socialistes. La presse catholique est passée à l'attaque. Une grande partie de l'appareil de l'Eglise catholique a été mobilisée pour entreprendre la lutte contre les nationaux socialistes. Cette action a poussé Hitler dans un radicalisme qui, pour le moment, rend tout à fait impossible une alliance entre les catholiques et les fascistes. Le dénouement de cette situa-

(1) *Révolution Prolétarienne* du 1er mai 1930, n° 103.

tion a été, il y a quelques semaines, la sortie volontaire des députés nationaux socialistes. En quittant le parlement, ils déclarèrent qu'ils ne reviendraient que lorsque les intérêts de la nation les y rappelleraient.

La situation est maintenant plus claire. La menace fasciste semble être écartée pour l'instant.

Défensive

Le fascisme n'en est pas mort pour cela, au contraire; il a été contrarié dans son jeu par un coup habile, cela ne veut pas dire qu'il ait perdu la tête et les postes de commande de son mouvement. La réalité est là pour prouver le contraire. Les chefs fascistes organisent en ce moment une immense action de propagande, et cela dans toutes les parties de l'Allemagne. Dans le canton où j'habite, chaque village doit être touché d'ici au 15 mars. Leur exode du parlement signifie qu'ils sont coupés de toute vie parlementaire. Mais on reste une force lorsqu'on a 107 députés! Que vont-ils faire? Peut-être essayer un putsch, cela n'est pas impossible; à mon avis, il n'a pas beaucoup de chances de réussir; la police en Prusse semble être capable de lui résister; le gouvernement Brüning se défendra. Ils espèrent aussi que la socialdémocratie interrompra bientôt son soutien du gouvernement de Brüning, que le Reichstag sera alors dissous, qu'il y aura de nouvelles élections accompagnées d'un succès monstre des nationaux socialistes. Mais presque rien ne semble incliner, pour l'instant du moins, vers cette alternative.

Toutes ces positions, qui montrent que les fascistes n'ont pas beaucoup de chances dans les prochains mois d'obtenir la direction des affaires gouvernementales, ne sont cependant pas des armes sûres contre la menace du fascisme. Un facteur qu'il ne faut pas négliger, c'est le fait que les capitalistes ont en tête de lancer une nouvelle baisse de salaires. Pour l'obtenir, ils appelleront peut-être les troupes des nationaux socialistes. Si cela devait se produire, seules les masses ouvrières pourraient offrir une résistance pouvant se mesurer avec les forces fascistes. Les syndicats ouvriers ont là une tâche immense. 6 millions de membres peuvent faire quelque chose, ils peuvent exercer une influence capitale sur les 20 millions de prolétaires que compte l'Allemagne.

Que doivent-ils faire?

Lutter de toutes leurs forces contre chaque velléité de vouloir baisser les salaires. Lors de la première baisse de 6 à 8 % qui a eu lieu dans toute l'Allemagne, les syndicats n'ont pas été assez énergiques; ils ont plus ou moins laissé faire (grève des ouvriers sur métaux de Berlin en novembre, dont le résultat a déterminé les baisses de salaires qui suivirent dans tout le pays; ils ont été à la remorque du réformisme du parti socialdémocrate.

C'est le devoir de chaque socialiste conscient de travailler dans son syndicat de toutes ses forces, maintenant plus que jamais, pour faire pression sur la direction, afin d'obtenir des mesures énergiques contre la baisse de salaires déjà annoncée.

Le combat des syndicats contre cette baisse de salaires est le seul moyen de rassembler les ouvriers dans un front unique, de leur redonner une confiance ébranlée par le réformisme et la politique aventureuse du parti communiste. Ce front unique est une condition nécessaire pour la lutte contre les prétentions des nationaux socialistes.

Tant que cette condition n'est pas remplie, la situation restera sombre et le danger menaçant.

Walkemühle, le 23 *février* 1931.

René BERTHOLET.

A travers les Livres

TENTATIVES D'ÉVASION

Henri Fauconnier : Malaisie (Stock).
Paul Nizan : Aden, Arabie (Rieder).

Ces deux livres sur notre table. Le premier fait brillante carrière; l'autre ne fera pas ses 150 mille!

Tous deux pourtant se rencontrent sur le même chemin : deux hommes jeunes, ardents, lassés du « Pot-Bouille » européen changent de ciel et cinglent vers les pays du grand soleil... Sans guérir leur malaise.

⁂

Henri Fauconnier, dans les champs de carnage de la Somme, pense : « Je suis vide comme cette plaine est dévastée. J'ai perdu toute foi, tout amour et jusqu'à l'amour propre, et dépassé le mépris, qui est encore un soutien. Je ne sais même plus pourquoi je souffre, puisque je suis indifférent à la vie et à la mort »...

Et il part en Malaisie, planteur.

Là, il retrouve Rolain, soldat énigmatique entrevu dans l'accalmie horrible de la bataille; Rolain mystérieux dans la paix comme dans la guerre, qui parti en Malaisie pour y retrouver l'action y a renoncé. « *La guerre m'a dégoûté de tout ce qui est commandement et obéissance*, dit-il doucement. *Je ne pouvais plus donner un ordre sans le juger inutile ou inique.* » Rolain se décharge donc de sa besogne de planteur sur le narrateur du livre et il se retire au cœur de la jungle, dans sa fragile maison, sans même y rencontrer jamais l'émotion que deux mâchoires de tigre peuvent normalement provoquer.

Henri Fauconnier vit parmi ses caoutchoucs, la banalité des mensonges de ses contremaîtres et la douceur de ses coolies — coolies qu'il ne méprise pas mais qu'au besoin il sait battre. D'ici de là des soucis vont et viennent : le caoutchouc baisse, le caoutchouc remonte, et des Européens apparaissent — brutaux, veules ou déjà désespérés — qui ne sont pas faits pour réconcilier l'homme avec la vie...

Voilà la grande aventure malaise : Refaire sa cagna, chasser son comptable, ne pas même pouvoir se rouler à poil avec son ami sur les plages sans qu'un idiot vienne rompre le charme, dresser son domestique, s'efforcer d'avoir à table du poulet qui soit du poulet et devant sa maison un jardin qui fasse oublier la jungle...

Là-bas, comme partout, il n'y a pour ces deux inquiets qu'une aventure : celle de découvrir les hommes. « *Homme, terre inconnue!* » Et ils se penchent frémissant sur les Malais, leurs serviteurs, leurs compagnons, leurs amis. Mais voilà que le plus sensible d'entre eux, Smaïl, le poète malais, soulevé par la folie d'amour leur échappe, court au meurtre soulevant la clameur des foules : Amok! Amok! Les deux blancs ne pouvant sauver leur ami malais des griffes des Civilisés, Rolain le tue.

Ainsi les meilleurs d'Europe demeurent interdits et désemparés devant l'homme qu'ils ont cru conquérir et qui leur échappe...

Livre lent, coupé de larges pauses dans la nature splendide d'indifférence pour l'inquiétude de ces hommes, qui, ayant quitté l'Europe pour fuir son vide, sont obligés de jeter après le stérile voyage ce cri de détresse : « Ce jour qui vient, il faut l'arrêter. Il faut faire taire cet appel de la vie... Je ne veux pas recommencer à vivre. »

⁂

Paul Nizan, lui, a piétiné le glacis de l'arrière pendant la guerre, franchi ses vingt ans et Normale Supérieure. D'autres sont avec lui et tous « *les voilà lâchés dans un monde inflexible munis de quelques arts d'agrément : le grec, la logique, un vocabulaire étendu...* » « *Mais nous sommes faibles, l'impuissance est en nous, nous sommes dressés à l'esclavage docile de notre enfance confortable; nul moyen de dépister en nous les sources de l'espoir. Nul moyen de comprendre que nous souffrons du désœuvrement de nos besoins humains* ».

Nizan lui aussi crut qu'il fallait se débarrasser de l'Europe. « *Les autres continents fournissaient quelques-uns des mondes imaginaires que tous les hommes inventaient dans la nuit pour décorer d'illusions leur indigence et leur écrasement.* »

Donc, cap sur l'Arabie.

Mais bientôt le vide du voyage apparaît. « *Les marins voyagent comme un menuisier scie des grumes* » et le capitaine Blair, lui-même, s'emmerde parce qu'il ne peut pas y avoir une bonne tempête tous les jours!

Aden? C'est un comprimé d'Europe. Nizan bientôt lui trouve une odeur : le pétrole. Et pas un homme autour de lui. Le tout-puissant maître d'Aden n'est que le fantôme impitoyable de lui-même. Toutes les créatures sont « *les pièces de rechange d'un mécanisme invisible qui ralentissait le dimanche, à cause de la religion* ». Cela éclatait à Aden mieux qu'à Paris, car à Aden « *pas de discours, pas de philosophie, tout décor était oublié et provisoirement aboli* ». Et Paul Nizan, au terme de sa recherche, écrit : « *Je me sens mort : l'indifférence est mûre.* »

⁂

Ainsi l'expérience de Paul Nizan rejoint celle d'Henri Fauconnier. Le voyage n'est qu'une tentative d'évasion qui avorte.

Et comme Fauconnier et Rolain s'étaient penchés sur les hommes malais, Paul Nizan s'écrie : « *Il n'y a qu'une espèce valide des voyages, qui est la marche vers les hommes.* »

Et pourtant, *Malaisie* est un succès de librairie, tandis qu'*Aden* ne franchira pas le cercle dur que lui feront quelques fronts fiévreux.

C'est qu'au premier l'inquiétude demeure vague; elle est une affaire de vie intérieure. Et pour cela, il y a encore une armée de lecteurs.

Tandis que Paul Nizan s'efforce de crever le nuage flou qui l'inquiète. Son mal à l'âme, il en rejette la responsabilité sur une époque et sur une classe. Aden lui a donné la clef de sa souffrance : « *Nous pensions vie intérieure quand il fallait penser dividendes* ».

Revenu en France, il rejette sa classe et trouve des compagnons de révolte dans le fond des campagnes et des hôtels meublés de Billancourt. Il se situe en face du régime capitaliste qui réduit les hommes à n'être qu'un rouage de la production.

Le voilà donc compagnon dans l'armée révolutionnaire. Puisse-t-il cette fois avoir réussi son évasion et ne point s'en retourner un jour au ratelier de ses pères pour y finir son âge en scandalisant des dames bien par le récit malicieux de ses aventures de jeunesse! Tant il en est venu comme lui parmi nous qui ont embouché la trompette avec vigueur, ont fait trois petits tours et s'en sont allés!... C'est que la Révolution n'est qu'accessoirement évasion de la bourgeoisie; elle est essentiellement âpre floraison de la nécessité prolétarienne.

B. GIAUFFRET.

A. Armandy : La désagréable partie de campagne (Lemerre).

L'auteur est allé en Abyssinie. Il s'y est conduit comme un mufle et s'en vante.

L' « idée » du livre? Faire sentir l'incroyable stupidité qu'il y a eu, paraît-il, à faire de l'Abyssinie un membre de la S.D.N. Ce pays dit civilisé est, en effet, pour notre auteur, un pays de « sauvages », à peine couvert, grâce à « nous » d'un vague « badigeon de civilisation »; il n'a que de mauvaises routes, pas de buildings, pas de service de voirie; ses gouvernants et ses habitants sont crasseux et mal habillés; loin d'avoir « de la reconnaissance » pour l'Européen, ils n'ont pour lui qu'un respect tout extérieur; ils ont le toupet de vouloir le soumettre aux lois et règlements du pays; ils lui vendent très cher et lui achètent bon marché.

Les détails écœurants abondent. Gros homme botté et casqué, notre représentant de la finesse européenne ne manque pas une occasion d'être grossier, de faire comprendre aux Ethiopiens qu'ils le dégoûtent, qu'ils sont des nègres et des cochons et qu'il ne devrait les toucher que du bout de la cravache qu'il tient dans ses mains gantées. Il se pourlèche ainsi les babines, avec une insistance qui dure 27 pages, du dégoût qu'il a su témoigner au ministre des Travaux publics. Pensez donc, ce nègre, sous prétexte qu'il était ministre et licencié en droit, avait ambitionné d'être admis dans la société de notre auteur et de deux autres Français! Ah! puisque l'attitude renfermée et mille manifestations de mépris n'avaient pas suffi, on sut bien trouver *les insultes* qui ne laissent aucun doute!

Vous ne me croyez pas? Lisez.

« Mais, me direz-vous peut-être après lecture, ce ministre était vraiment trop pique-assiette. Il laissait toujours à Armandy le soin de régler les consommations. C'est cela, et non la couleur de la peau, qui a dégoûté Armandy. »

Que c'est peu connaître les colonies et les coloniaux! Si Armandy eût payé deux fois de suite le whisky-soda d'un personnage blanc, s'en serait-il aperçu ? Et surtout prendrait-il le soin de nous le dire? Non, ce qui révolte Armandy, c'est que cet Ethiopien *ne se conduit pas en colonisé*. Le premier devoir d'un colonisé est, chaque fois que l'occasion s'en présente, de nourrir et d'abreuver le colonisateur jusqu'à ce que son estomac n'en puisse plus, et sans que sa bourse se déleste d'un seul sou. Ainsi les *méchouis* et les *couscouss* que se font offrir les moindres fonctionnaires en tournée dans les bleds d'Algérie. Ainsi le *phou* (gouverneur indigène) de Cholon transformé en institution, devenu abreuveur-de-gosiers-blancs et obligé de se défaire d'une maison qu'il aimait beaucoup parce qu'elle était devenue le véritable bistrot gratuit de Saïgon. (Quand on ne savait pas où aller, on allait « chez le phou » et sans même avoir l'hypocrisie de demander à voir le maître de la maison, on « commandait » anis, whiskys, amers et sirops.) « Au bout des histoires coloniales même les plus féroces, « dit Léon Werth, *on distingue toujours une satisfaction d'économie jointe à la cruauté.* » Et Armandy devenu brutal pour une question d'additions prouve bien que ce qu'il reproche avant tout à l'Abyssinie, c'est de ne pas être une *colonie* française.

Ah! c'eût été beau! Ecoutez : « Un pays riche à milliards de ressources inexploitées » ; « des races laborieuses, d'une sobriété, d'une résistance invraisemblables, *aptes à fournir une main-d'œuvre souple, docile, vivant de rien, et d'autant plus économique qu'elle ne connaît pas de besoins.* »

« Nous » l'utilisâmes une fois, cette enviable main-d'œuvre si facile à vivre... et à mourir. Ce fut pour construire les centaines de kilomètres de la voie ferrée Djibouti-Addis-Ababa : un cadavre d'indigène par traverse.

Mais depuis ce beau temps, rien à faire ! Non seulement le gouvernement abyssin ne contraint pas les bras au travail, mais il frappe d'impôts et de « bakchich » l'investissement des capitaux. Il n'est pas un gouvernement au service des exportateurs de capitaux! C'est lamentable, trouve Armandy. De plus, il faut perdre l'espoir de le remplacer par un gouvernement qui soit à « nous ». On ne pourra pas faire subir au *négus* le sort que l'on infligea à l'autre souverain noir (*Sa Majesté Peau-de-boudin*, pour les colons), la malheureuse et douce Ranavalna, reine de Madagascar. (L'année

même où Galliéni déportait la pauvre femme, les Abyssins, prouvant que les blancs n'étaient pas invulnérables, infligeaient aux Italiens la retentissante défaite d'Adoua...) Aujourd'hui, on en est réduit à la diplomatie. Le président de la République donne des avions au négus. On a substitué à la politique du poing fermé celle de la main ouverte. C'est vraiment, dit Armandy, un pays bien « désagréable »!

Mais, demanderez-vous, la domination française était bien préparée : établissement de Djibouti, amitié de Ménélik, missionnaires, traité réservant à la France *l'exclusivité des débouchés ferroviaires*, qu'est-ce qui a pu empêcher de passer de la préparation à la réalisation?

Eh bien, Armandy nous le signale, la cause est toute occasionnelle. Le grain de sable qui se mit dans les rouages de la machine si bien montée, c'est Fachoda. Si le plan de Marchand avait réussi, la frontière de l'Afrique Equatoriale française eût été portée jusqu'à la frontière ouest de l'Abyssinie. Assiégé par la France sur deux frontières (est et ouest), le gouvernement abyssin eût alors été obligé de capituler ou d'accepter le « protectorat ». Ainsi eût été réalisé un Empire colonial traversant l'Afrique d'est en ouest, de Dakar à Djibouti... Mais l'impérialisme anglais allait du Caire au Cap. Les deux perpendiculaires se rencontrèrent à Fachoda et la France céda. L'Abyssinie échappait à un grand danger. Au lieu de n'avoir affaire qu'à un ennemi redoutable, la France, elle en avait deux — et même trois en comptant l'Italie. Elle sut jouer des rivalités de ces trois carnassiers et put tenir jusqu'à la guerre, commencement de la régression de l'impérialisme dans le monde.

Et aujourd'hui, pour compléter son indépendance, l'Abyssinie réclame Djibouti. Cette prétention est pour Armandy un vrai scandale. Cependant, Djibouti bâti par la France *contre* l'Abyssinie se trouve être de par la volonté de la France *le seul* débouché de l'Abyssinie. C'est une situation encore plus inacceptable que le serait, pour la Serbie, l'expulsion complète de Salonique.

... Non, vraiment, l'Abyssinie n'a pas de chance cette année avec les visiteurs français : une noble aviatrice bombarde des tribus et un modeste (?) écrivain collectionne les ragots qui courent les popotes des colons négrophobles. « *En tout et pour tout*, dit-il pourtant, *je voudrais mon pays impeccable.* » Mais ce souhait universel ne s'étend sûrement pas au domaine de la politesse. — J. PÉRA.

⁂

Boris Bajanov : Avec Staline dans le Kremlin (Edit. de France).

Encore un bouquin de fonctionnaire de l'appareil soviétique qui avait misé sur un franc Thermidor. Misé trop tôt et trop fort. Déçu, notre homme a quitté la Russie. Son livre est encore plus nul que celui de Bessedowsky.

Bajanov, qui dit avoir été pendant un an secrétaire du Bureau politique, puis directeur de l'organe officiel du commissariat des Finances, n'a pas compris grand'chose à la Révolution. Seuls de petits croquis de choses vues présentent quelque intérêt. Entre autres la séance du Comité central ou Zinoviev escamota le testament de Lénine et fit maintenir Staline au secrétariat du Parti.

Ce Bajanov prétend que, soldat de l'armée antibolchévique, il s'était donné pour tâche de pénétrer au sein de l'état-major bolchevique. Il est plus vraisemblable qu'il a cherché hier, en flattant et servant Staline, à faire carrière dans le communisme, comme aujourd'hui il cherche, auprès de M. Raymond Recouly, le Ratmir de l'Okhrana, à faire carrière dans l'armée de la contre-révolution. — P. E.

Nous avons reçu :

P. Gorine : *La Révolution russe de* 1905, 9 fr. (Bureau d'Editions).

Au Pilori Poincaré, Briand, Loucheur et leurs généraux! 0 fr. 50 (Bureau d'Editions).

A. Kurella : *La Révolution culturelle*, 2 fr. (Bureau d'Editions).

Pierre Dominique : *Oui, mais Moscou...* 15 fr. (Valois).

Louis Roubaud : *Viet-Niam*, 15 fr. (Valois).

FAITS & DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

DIMANCHE 1er FÉVRIER. — Parayre, avoué, est élu député socialiste à Céret.

MARDI 3. — La Chambre valide l'élection de Simounet par 138 voix contre 76.

MERCREDI 4. — Grève des ouvriers de la couverture à Courrs (Rhône).

JEUDI 5. — *Italie.* — Arrestation d'un anarchiste Schirro, accusé de préparer un attentat contre Mussolini.

Russie. — Staline annonce que le plan quinquennal sera exécuté en trois ans.

VENDREDI 6. — *Inde.* — Mort du pandit Motihal Nehru, l'un des chefs du parti national hindou.

SAMEDI 7. — *Allemagne.* — Le chancelier Brüning obtient une majorité de 72 voix au Reichstag.

DIMANCHE 8. — *Espagne.* — Décret convoquant les Cortès.

LUNDI 9. — Weygand est nommé généralissime à la place de Pétain.

Russie. — Le gouvernement accepte l'invitation de participer à la Commission d'études européennes de Genève.

MARDI 10. — Thiévon et le bureau communiste du syndicat des tramways de Lyon sont battus.

VENDREDI 13. — La Commission d'enquête de l'affaire Oustric se prononce pour le renvoi devant la Haute-Cour.

Angleterre. — Fin du lock-out des filatures du Lancashire.

SAMEDI 14. — *Espagne.* — Démission du ministère Bérenguer. Elections aux Cortès ajournées.

LUNDI 16. — La Commission des finances accepte de proposer un crédit de 200 millions pour les chômeurs.

Espagne. — Le roi offre la présidence du Conseil à M. Sanchez Guerra, partisan de la Constituante.

MARDI 17. — Grève de 5.000 dockers au Havre.

Espagne. — Echec de M. Sanchez Guerra.

MERCREDI 18. — Le Comité national des mineurs confédérés décide en principe la cessation du travail si les compagnies ne rapportent pas la diminution des salaires avant le 10 mars.

Espagne. — L'amiral Aznar forme un cabinet royaliste.

VENDREDI 20. — *Autriche.* — Attentat à Vienne contre le roi d'Albanie, Zagou Ier.

SAMEDI 21. — *Allemagne.* — Coup de grisou à Eischweiter, près d'Aix-la-Chapelle; 31 morts.

Angleterre. — Discours de Snowden sur la gravité du déficit budgétaire.

DIMANCHE 22.— Le Congrès de la Fédération socialiste de la Seine repousse le rapport de son groupe d'élus municipaux.

— Incidents sanglants à Marseille dans un meeting socialiste. Un communiste tué.

LUNDI 23. — Conférence internationale du blé, à Paris, comprenant tous les Etats européens, sauf la Russie et la Turquie.

Angleterre. — Oswald Mosley crée un parti dissident du Labour Party.

MARDI 21. — La Chambre ramène le crédit en faveur des chômeurs à 100 millions.

— Conférence entre Briand et Henderson sur l'accord naval.

MERCREDI 25. — Fiasco de la « journée » communiste contre le chômage.

— Ouverture du procès des mutins de Calvi à Toulon.

Inde. — Gandhi reçoit pleins pouvoirs du parti national pour négocier avec le vice-roi.

Russie. — Riasanov est relevé de ses fonctions de directeur de l'Institut Marx-Engels.

VENDREDI 27. — Discours de Spinasse sur la crise économique.

Allemagne. — Démarche des dirigeants des syndicats allemands chez Hindenburg.

SAMEDI 28. — Acquittement des cinq mutins de Calvi par le tribunal maritime de Toulon.

M. Duchemin et la crise économique

Le président de la Confédération de la Production, grand patron lui-même de l'industrie chimique, a donné son point de vue sur « la crise économique et son évolution », dans l'*Européen* du 18 février :

Que le malaise actuel ait été provoqué par une crise agricole mondiale et par une exagération des moyens industriels de production, c'est ce qui n'est guère aujourd'hui contesté. L'avenir semble donc dépendre de l'action des événements et des hommes sur ces deux éléments.

Sur le plan agricole, le risque paraît grand d'oser une hypothèse. La hausse des céréales et la puissance d'achat des masses paysannes qui en sera la conséquence dépendront à la fois des conditions climatériques du printemps prochain et de la réduction éventuelle, du fait des bas cours du blé, des surfaces emblavées.

La science météorologique est trop incertaine, les statistiques sont trop tardives pour permettre de se faire une opinion claire, dès maintenant, à ce sujet.

Cependant, si l'on songe que les stocks de blé ne représentent qu'un faible pourcentage de la consommation normale du monde, on peut croire qu'un effort de judicieuse répartition et un peu de bonne volonté de la part des Etats, dont les représentants se penchent à Genève sur le problème agraire, permettraient de dégager rapidement les éléments d'un renversement des tendances.

Pour les produits tirés du sol, minerais, métaux, etc., les prévisions sont plus faciles; la vieille loi de la disparition des plus faibles commence à jouer, comme dans les crises précédentes. Les exploitations à conditions onéreuses ou difficiles s'arrêtent du fait de l'effondrement des cours; les stocks diminuent lentement; l'on tend, en un mot, vers un retour à l'équilibre entre la production et la consommation.

Sur le plan des produits fabriqués, le même phénomène de mise hors de combat des entreprises faibles ou mal gérées se produit, et l'augmentation du nombre des faillites dans le monde entier en est la meilleure preuve.

Malheureusement, ces disparitions ne suffiront pas à rétablir le synchronisme indispensable entre la production et la consommation.

Les concentrations industrielles nées de la guerre, en effet, laisseraient en présence — toutes les affaires moyennes ou petites dussent-elles disparaître — les grandes sociétés dont la capacité de production excède déjà, pour beaucoup de produits, les possibilités d'achat des marchés.

Comme ces sociétés sont capables de supporter une crise pendant de longs mois ou de longues années, la loi de la disparition des faibles ne jouera pas dans leur cas.

Ajoutons d'ailleurs que la plupart des usines que la crise force à l'arrêt ne sont plus ni démolies, ni désaffectées comme dans le passé : elles sont reprises, tantôt par de nouveaux groupes, tantôt par des concurrents plus puissants et, même si elles sont momentanément arrêtées, la capacité de production du monde ne décroît finalement que dans des proportions infimes.

De ce fait, la crise devrait se prolonger.

Mais c'est là que les industriels qui ont répondu sans mesure à l'hymne de la production, entonné après la guerre par les gouvernements et les parlements, ont un devoir à remplir : recourir aux ententes pour contingenter leurs productions, partout où c'est possible. Qu'ils ne se laissent pas arrêter par les critiques de ceux qui soutiennent que les cartels ont fait faillite parce que certains d'entre eux ont été dénoncés ou parce qu'ils n'ont pas empêché la crise.

Ce sont les mauvais cartels qui ont disparu, ceux qui avaient pour but de brimer le consommateur et qui, de ce fait même, ont surexcité la concurrence et créé la surproduction.

Les autres, qui n'ont eu sagement en vue que la stabilité des cours, ont résisté et ont atténué, dans une large mesure, les effets du déséquilibre économique.

Il ne s'agit d'ailleurs pas de répondre à l'hymne à la production par l'hymne au malthusianisme, mais bien de s'imposer une volonté de discipline et d'équilibre qui, si elle était écartée par les industriels, serait certainement remplacée par une action brutale des Etats.

Au fur et à mesure que le chômage augmente, on voit, en effet, les industriels et les pouvoirs publics adopter des mesures de désespoir chaque jour plus dangereuses; c'est tantôt, dans le but d'écouler des stocks ou de maintenir des usines en activité, la généralisation du dumping simple; ce sont tantôt les primes directes ou indirectes à l'exportation; c'est, en particulier, tout récemment, le système qui consiste à attribuer, aux industriels qui maintiennent leurs usines en fonctionnement, les allocations de chômage qui, en cas d'arrêt de leurs établissements, auraient été allouées à leur personnel.

Les unes et les autres de ces méthodes conduisent à un abaissement des prix de revient qui permet l'envahissement des marchés étrangers.

Leur caractère d'anti-fair play doit avoir pour conséquence des mesures de rétorsion violentes des pays qui en souffriront et qui risquent de voir le chômage des pays qui appliquent ces méthodes gagner leur propre territoire.

Si des accords industriels ne viennent pas entraver ces usages condamnables, on pourra voir rapidement refleurir le régime des prohibitions d'importation et le système des licences.

Mais nous avons foi dans la clairvoyance des producteurs et dans leur esprit d'accord.

Au reste, l'idée de la nécessité des ententes fait son chemin. N'est-ce pas S. M. le roi des Belges qui, il y a quelques jours, à Charleroi, faisait appel à la sagesse des producteurs de son pays pour travailler, par des accords, au rétablissement de l'équilibre rompu entre la production et la consommation?

Chassons donc l'esprit de pessimisme qui, en stérilisant la consommation, prolonge et aggrave la crise. Restons convaincus que le retour à l'équilibre dépend de l'effort de tous : effort des Etats pour atténuer la crise agraire et recréer la puissance d'achat des masses paysannes; effort des producteurs pour accepter les mesures nécessaires à la prospérité agricole, dût-il en résulter, momentanément, une élévation du coût de la vie; effort des industriels pour restreindre leurs productions par voie de contingentement volontaire; effort de tous, enfin, pour comprendre que, comme les autres, la crise actuelle aura une fin.

Nous avons descendu la route qui conduit au fond de la vallée où règne le froid et l'ombre. Il dépend de nous de remonter rapidement la côte qui mène aux sommets lumineux.

⁂

Journalisme et fonds secrets

Versons à notre dossier sur le journalisme quelques déclarations faites par M. Bollack, administrateur de l'Agence économique et financière, devant la Commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Oustric, telles que le *Temps* du 25 février les a publiées :

A cette demande : « Pourquoi, au moment de l'introduction à la cote de la Snia Viscosa, M. Oustric s'était-il réservé de traiter directement, pour la publicité, avec trois agences financières, dont l'Agence économique qui a été la première à avoir un contrat avec M. Oustric et a reçu 75.000 francs dès le 21 juillet 1926 ? » M. Bollack indique que « c'est une habitude courante », qu'il est en relations directes avec la Banque de France, les directeurs des grandes banques, les présidents des grandes sociétés, etc.

Puis, il développe la thèse que « s'il y avait en France une loi sur la presse qui soit bien faite, il n'y aurait pas de distributeurs de publicité ». Il explique que, lorsqu'une banque veut faire une émission, elle doit faire de la publicité; à ce moment, « elle est obligée de recevoir quelques centaines d'individus qui viennent non pas demander de la publicité, mais exiger une prébende pour leur silence; il y a même des maîtres chanteurs qui

n'ont pas d'organe du tout; une banque est obligée de payer les maîtres chanteurs; c'est une conséquence de la loi sur la presse, qui est mal appliquée. »

C'est pourquoi « grandes et petites banques sont obligées de payer; un agent de publicité ne peut dire qu'il n'y a pas de publicité secrète; toutes les banques sont obligées d'avoir leurs fonds secrets, toutes sans exception; c'est une nécessité inéluctable; la Banque de France elle-même est dans ce cas, elle n'a pourtant pas besoin d'être défendue. Le gouvernement aussi, le ministère des Finances aussi. Le ministère des Finances distribue son budget de publicité comme des fonds secrets. Il n'y a aucune justification. Pourquoi ? Parce que les plus grands hommes politiques ont fini malheureusement par s'incliner devant les maîtres chanteurs. »

.....

M. Bollack. — Vous pouvez trouver des exemples où je me suis trompé. Le chirurgien le plus habile peut rater deux opérations sur mille, sans qu'il cesse d'être un praticien éminent. On ne peut me reprocher une erreur. En politique, on peut se tromper également et être de bonne foi.

...Nous avons fait, dans la feuille de l' « Agence économique », de la publicité pour tous les emprunts français. Nous avons imprimé des formules de ce genre : « Le meilleur des placements, ce sont les emprunts français. Français, souscrivez! Faites votre devoir. Vous pouvez être tranquilles sur l'avenir de votre placement! » Les Français ont perdu les quatre cinquièmes de leur capital... Tout le monde s'est trompé, de bonne foi. En est-il ainsi en ce qui concerne les agissements d'un maître chanteur!

.....

M. Bollack. — Vous savez certainement que M. Gualino a été le trésorier des fascistes lors de la marche sur Rome. J'ai fait un rapprochement tout naturel. Je me suis dit : « C'est peut-être à cause de cela que l'autorisation a été donnée. Il s'agit d'un geste aimable vis-à-vis du régime fasciste. Il y a peut-être des raisons d'Etat que j'ignore. »

⁂

La lutte des mineurs contre la diminution des salaires

Le Conseil national des mineurs confédérés s'est séparé en adoptant la résolution suivante, qui laisse prévoir un mouvement de grève générale de cette corporation pour le milieu de mars :

Le Conseil national de la Fédération confédérée du sous-sol, réuni extraordinairement au siège de la C. G. T., les 18 et 19 février;

Après avoir pris connaissance, d'une part, du chômage qui frappe les mineurs dans la plupart des bassins miniers, de la réduction des salaires que de nombreuses compagnies minières ont décidé d'appliquer à la corporation, et la décision prise par les plus importantes d'entre elles de dénoncer les conventions, en vue de procéder à la même opération;

Proteste de toutes ses forces contre la décision inqualifiable des Compagnies minières .

En effet, de telles mesures, si elles étaient maintenues, auraient pour conséquence de réduire la capacité d'achat des ouvriers mineurs, ce qui ne ferait qu'aggraver les difficultés de l'heure présente. La crise et le désordre qui règnent présentement dans l'industrie houillère, en particulier, sont les résultats d'une mauvaise organisation de la production et de la répartition.

Pour mettre un terme à cet état de choses dont les travailleurs font les frais, il rappelle que seules des mesures internationales, dans l'ordre économique et social, permettront d'y remédier.

Il profite de cette circonstance pour rappeler à l'opinion publique que, depuis plusieurs années déjà, les Centrales syndicales des mineurs avaient attiré l'attention des institutions internationales, et de la Société des nations en particulier, sur la grave crise dont les mineurs de tous les pays se trouvent menacés, si des mesures internationales n'étaient pas prises rapidement pour parer à cette triste éventualité.

Les représentants des puissantes compagnies minières de tous les pays ont tout mis en œuvre pour faire échec à ces solutions, qui prévoyaient, notamment, le contrôle des producteurs et des consommateurs.

Au point de vue national, le Conseil national affirme conséquence directe d'une politique imprévoyante et paresseuse des compagnies minières françaises qui se sont toujours opposées, avec la complicité de certaines administrations, à la création d'un organisme pour l'organisation d'un marché charbonnier qui délimiterait les zones d'écoulement du charbon. Il aurait également à connaître des tarifs de transport par eau et par voie de fer de nos besoins en charbons étrangers, et enfin de l'importante question de la main-d'œuvre. Là encore, les responsabilités de l'état de choses actuel retombent tout entières sur les compagnies minières.

Le Conseil national ajoute qu'au cours des années écoulées les sociétés minières ont réalisé de tels bénéfices qu'ils leur permettent de supporter le manque à gagner qui résulte de la situation actuelle.

Le Conseil national ne doit pas laisser ignorer la part de responsabilité des pouvoirs publics en laissant les compagnies minières hors de tout contrôle, ce qui leur a permis d'exploiter d'une façon éhontée producteurs et consommateurs et de provoquer le chômage dans un pays comme la France, où la production est inférieure de 30 millions de tonnes aux besoins de la consommation.

Pour ces raisons, le Conseil national estime :

1° Que le chômage ne s'explique pas dans l'industrie des mines françaises; qu'il doit disparaître si les mesures préconisées par la Fédération du sous-sol sont prises en considération;

2° Que la réduction des salaires ne se justifie nullement, attendu que le coût de la vie ne fait que s'accroître et que les bénéfices des compagnies minières ne la justifient pas davantage;

3° Qu'en outre cette réduction de salaires aurait comme conséquence d'aggraver la crise de sous-consommation.

Placé devant cette décision aussi inique que brutale des compagnies minières et l'indifférence des pouvoirs publics, le Conseil national décide, si ces mesures n'étaient pas rapportées à bref délai, de demander à la corporation de répondre par la grève générale.

Le Conseil national mandate le bureau fédéral pour poursuivre les pourparlers qu'il a entrepris avec les pouvoirs publics et d'en informer au jour le jour les syndicats fédérés pour qu'ils s'abouchent, si c'est nécessaire, avec les exploitants de leurs régions respectives.

Toutefois, si, à la date du 10 mars au plus tard, des solutions n'intervenaient pas, le bureau fédéral convoquerait une nouvelle réunion du Conseil national pour les dernières mesures indispensables en vue de rendre effective la grève générale de l'ensemble des bassins miniers.

Le Conseil national : *Mailly, Rossy, Quintin, Leroy, Villeval, Bertron, Roux, Pilard, Oustry, Gay, Léon Bard, Dumond, Savine, Ducros, Sinot.*

Le Bureau fédéral : *Pierre Vigne, René Bard, Firmin Panissal.*

⁂

L'affaire du 14 novembre à Madrid

Dans son enquête sur l'Espagne, que publie le *Petit Parisien*, Henri Béraud a tracé le tableau suivant de la bataille sanglante qui se produisit à Madrid le 14 novembre, et dont le hasard, dit-il, le fit témoin :

L'occasion fut un enterrement. Les maçons et cimentiers conduisaient au cimetière quatre des leurs, écrasés le matin du 12 novembre, rue Alonso-Cano, sous les décombres d'un immeuble en construction. Il paraît qu'à Madrid de tels malheureus n'étaient pas rares. On les attribuait naturellement à la négligence des responsables. A chaque maison qui s'écroulait, la colère publique grondait un peu plus fort. Si bien qu'au soir de l'accident de la rue Alonso-Cano, le gouverneur civil, pressé par l'opinion, fit mettre en prison l'architecte et le conducteur de travaux.

Cette mesure énergique mais tardive ne suffit point à ajaiser les compagnons, qui d'ailleurs faisaient peu confiance à ce que les prolétaires appellent, en tous pays, la justice de classe. Bref, les travailleurs posèrent l'outil pour assister, en manière de protestation, aux funérailles de leurs camarades. On s'attendait à ce qu'un grand nombre de chômeurs et de grévistes appartenant

observation : les réalisateurs du film auraient pu obtenir un effet dynamique plus intense en opposant plus directement la vie à l'usine il y a vingt-cinq ans et actuellement et la vie du travailleur et de la bourgeoisie.

***

Le plan quinquennal sera-t-il réalisé en trois ans ?

Le 5 février, à la Conférence des dirigeants responsables de l'industrie soviétique, Staline a prononcé un important discours dans lequel il a annoncé que le plan quinquennal serait réalisé en trois ans. Reproduisons, d'après l'*Humanité* du 7 février, les passages les plus caractéristiques de ce discours :

La parole d'honneur bolcheviste est une parole d'honneur sérieuse. Les bolcheviks sont habitués à remplir les promesses qu'ils font. Or, que signifie l'engagement de réaliser les chiffres de contrôle pour 1931?

Cela signifie assurer l'augmentation générale de la production industrielle de 45 %. C'est là une très grande tâche. Bien plus, cet engagement signifie que vous ferez non seulement la promesse de réaliser notre Plan quinquennal en quatre ans — cela est déjà chose décidée et pour cela il ne faut plus de nouvelles résolutions — cela signifie que vous promettrez de le réaliser en trois ans en ce qui concerne les branches décisives de l'industrie.

Il est bon que la conférence fasse la promesse de réaliser le plan pour 1931, d'exécuter le Plan quinquennal en trois ans. Mais nous sommes avertis par d'amères expériences. Nous savons que les promesses ne sont pas toujours tenues. Au début de 1930, on promit de réaliser le plan annuel. La production industrielle devait augmenter de 31 à 32 %. Mais cette promesse ne fut pas tenue. En réalité, la production industrielle en 1930 augmenta de 25 %.

Il nous faut poser la question : la même chose ne se répétera-t-elle pas également cette année? Les dirigeants de notre industrie donnent maintenant la promesse d'augmenter de 45 % la production industrielle en 1931.

Mais quelle garantie y a-t-il pour que cette promesse soit tenue ? 45 % de la production pour assurer l'exécution du Plan quinquennal dans les branches de la production essentielles, décisives, non en quatre mais en trois ans ?

Pour cela, deux conditions principales sont nécessaires :

1° Il faut qu'il existe des possibilités réelles ou, comme on dit chez nous, objectives ;

2° Il faut qu'il existe la volonté et la faculté de diriger nos entreprises, de sorte que ces possibilités deviennent une réalité vivante.

Possédions-nous, l'année passée, les possibilités objectives pour remplir intégralement le plan ? Oui. Des faits incontestables le prouvent.

Ces faits consistent en ce qu'en mars et en avril 1930 l'industrie enregistrait une augmentation de la production de 1931 par rapport à l'année précédente. Pourquoi alors — et cette question s'impose— n'avons-nous pas réalisé le plan pour toute l'année ? Qu'est-ce qui a empêché cela ?

Qu'est-ce qui a fait défaut ? Il nous manquait la faculté d'exploiter les possibilités données. Il nous manquait la faculté de diriger justement nos entreprises, nos fabriques et nos mines.

La première condition existait (possibilités objectives de réaliser le plan). Mais c'est dans une mesure insuffisante que nous possédions la deuxième condition : la faculté de diriger la production. Et c'est précisément parce que la faculté de diriger les entreprises faisait défaut, c'est précisément pour cette raison, que le plan ne fut pas exécuté.

. . . . . .

Le procès Chakhty a donné le premier signal. Il a montré que nos dirigeants, en matière économique étaient bien arriérés en technique, que les ingénieurs, travaillant sans contrôle, se laissent d'autant plus facilement entraîner dans la voie du sabotage, que nos ennemis de l'étranger ne cessent de leur faire des offres séduisantes.

Le second signal a été donné par le procès du Parti industriel. Bien entendu, la lutte de classe forme la base du sabotage contre-révolutionnaire, mais si nous avions organisé d'une autre manière la direction de l'économie, si nous nous étions rendus plus tôt maîtres de la technique, si nous intervenions plus rationnellement dans la direction de l'économie, les saboteurs n'auraient pas réussi à faire tant de mal. Il faut que nous devenions nous-mêmes des spécialistes et les maîtres absolus de notre travail.

On demande quelquefois : ne pourrait-on pas ralentir un peu la cadence, retenir le mouvement? Non, il est impossible de ralentir la cadence.

Ralentir la cadence veut dire rester en arrière. Ceux qui restent en arrière seront battus. Nous ne voulons pas être battus. Toute l'histoire de l'ancienne Russie n'a fait que démontrer que la Russie n'était toujours battue que parce qu'elle était arriérée. Les Khans mongols, les beys turcs, les féodaux suédois, les seigneurs polono-lithuaniens, les capitalistes anglo-français, les barons japonais, tous la battaient. On la battait parce qu'elle était arriérée du point de vue militaire, culturel, industriel, agricole, ainsi que du point de vue de l'étatisme.

Autrefois, nous n'avions pas et ne pouvions pas avoir de patrie. Mais maintenant que nous avons établi le pouvoir ouvrier, que nous avons une patrie, nous défendrons son indépendance. Nous sommes restés en arrière des pays avancés de 50 à 100 ans, nous devons parcourir cette distance en 10 ans. Nous le ferons, ou bien nous serons écrasés.

Nous avons augmenté de deux fois la production industrielle ; nous avons créé la production agricole la plus grande du monde entier.

Mais nous aurions pu faire mieux encore si nous avions fait plus d'efforts pour nous rendre véritablement maîtres de la production, de sa technique, de son côté financier et économique.

On dit qu'il est difficile d'apprendre la technique. C'est faux, il n'existe pas de forteresses dont les bolcheviks soient incapables de s'emparer. Nous avons résolu la série des problèmes les plus difficiles ; nous avons pris le pouvoir entre nos mains. Nous avons fait entrer les paysans moyens dans la voie du socialisme. Nous avons déjà accompli le plus important du point de vue de l'édification. Il ne nous reste qu'à étudier la technique et à nous rendre maîtres de cette science. Quand nous aurons accompli cela, nous pourrons avancer avec une rapidité que nous n'osons même pas imaginer pour le moment.

ENTRE NOUS

SOUSCRIPTIONS DE FEVRIER

Busseuil (Paris), 11; *Lagrange (S.-et-O.)*, 5; *Savel (Loire)*, 10; *Suzanne Robert (Seine)*, 10; *Laplagne (Seine)*, 10; *Baldacci (Loire)*, 30; *Beauvois (Cher)*, 10; *Quillet (Deux-Sèvres)*, 5; *Ménard (Paris)*, 5; *Viesier (Somme)*, 10; *Allert Pelletier (Paris)*, 10; *Charroin (Seine)*, 10; *Blondiaux (Paris)*, 10. — *Total du mois* : 136.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Nous avons reçu en février :

Monatte (Paris), 150; *Charbit (Paris)*, 100; *Busseuil (Paris)*, 100; *Paul George (Vosges)*, 25; *Marzet (Paris)*, 25; *Romain Rolland*, 100; *Brun (Loire)*, 50; *Barat (Paris)*, 50; *Marot (Seine)*, 500; *Hélène Brion (Seine)*, 100; *Baldacci (Loire)*, 100; *Ducros (Paris)*, 1.000; *Fontis (Paris)*, 500; *Garnery (Paris)*, 100; *Marie Guillot (Saône-et-Loire)*, 50; *Fritz Brupbacher (Suisse)*, 215; *Guillaume (Loire)*, 71; *Louise Courbon (Loire)*, 100; *Garnery (Seine-et-Oise)*, 100; *Robert Louzon (Alger)*, 500; *Dhooghe (Paris)*, 50; *Robert (Loire)*, 70; *Langcas (Paris)*, 400; *Mme Susini (Corse)*, 100; *A. Mouillaud (Loire)*, 50; *R. Mouseau (Paris)*, 50; *Henriette Roland-Holst (Hollande)*, 49; *Godonnèche (Seine-et-Oise)*, 30; *Raguier (Seine)*, 100; *Cousin (Meurthe-et-Moselle)*, 100. — *Total du mois* : 4.965.

Le Gérant : M. CHAMBELLAND
Impr. LABOR, 8, Bd de Vaugirard, Paris-XVe.

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 96, QUAI DE JEMMAPES. PARIS (10e)

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Souhaitez-vous au mouvement ouvrier une librairie indépendante?
Pensez-vous qu'un militant ou une tendance qui a quelque chose à dire puisse le faire sans être brimé par un « appareil »?
Alors notre effort vous intéresse et vous devez le soutenir, car durant nos treize années d'existence nous avons aidé, dès leur origine, les mouvements

CONTRE LA GUERRE
POUR LA REVOLUTION RUSSE
CONTRE L'ETOUFFEMENT DE LA DEMOCRATIE OUVRIERE

TOUJOURS AVEC LE COURANT PROFOND DU MOUVEMENT OUVRIER

Pour que « L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SOIT L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES ».

Chaque crise justifiait notre existence, mais, en même temps, mettait notre vie en péril.
Nous avons tenu, pourtant, treize ans.
Treize ans avec ce même but : aider la classe ouvrière à se trouver, à se connaître, à préparer son avènement.
Aidez-nous. Faites connaître notre effort.
Toute notre activité passée, toute notre force présente sont dans notre stock. Aidez-nous à le répandre.

COMMÉMOREZ LE 18 MARS EN LISANT OU RELISANT

LISSAGARAY

HISTOIRE DE LA COMMUNE DE 1871

Nouvelle édition, revue et préfacée par Amédée DUNOIS

Edit. de la Librairie du Travail..... Prix : 25 fr.

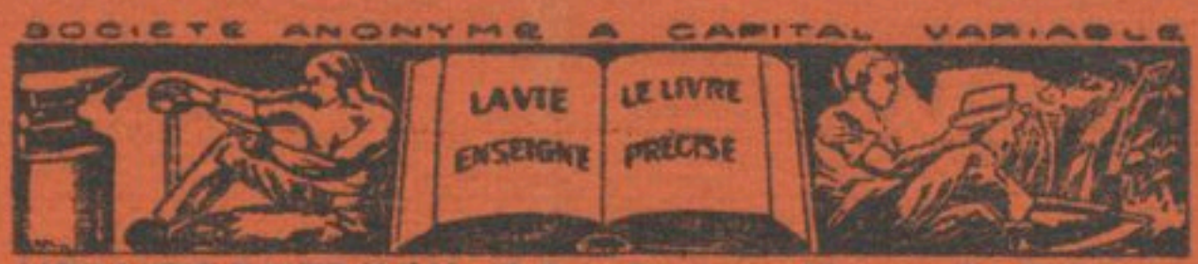
C. TALES

LA COMMUNE DE 1871

préface de L. Trotsky

Edit. de la Librairie du Travail..... Prix : 12 fr.

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B



Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Dernières Nouveautés

LITTERATURE

Bernard SHAW : **Pièces déplaisantes** (Montaigne) ..... 20 fr.
G. RIOU : **Journal d'un simple soldat** (Valois) ..... 15 fr.
A. BAILLON : **Délires** (Valois) ..... 15 fr.
André OBEY : **Noé** (Etincelles) ..... 15 fr.
P. MAC ORLAN : **Le Printemps** (N.R.F.) ..... 15 fr.
André MAUROIS : **Tourguénieff** (Grasset) ..... 15 fr.
Boris PILNIAK : **La Volga se jette dans la Caspienne** (Carrefour) ..... 18 fr.
ANATOLE FRANCE : **Rabelais** (Calmann-Lévy) ..... 12 fr.
VICTOR-SERGE : **Naissance de notre Force** (Rieder) ..... 15 fr.
G. SIMON : **Les Juifs règnent en Russie** (Rieder) ..... 15 fr.
Jean PALLU : **L'Usine** (Rieder) ..... 15 fr.
V. MERIC : **Coulisses et tréteaux** (Valois) ..... 15 fr.
E. DUJARDIN : **Grandeur et décadence de la Critique** (Messein) ..... 16 fr.

QUESTIONS SOCIALES

Karl MARX et Fr. ENGELS : **Correspondance, Tome I** (Costes) ..... 12 fr.
Max BEER : **Histoire générale du Socialisme. Tome IV** (Les Revues) ..... 12 fr.
P. GORINE : **La Révolution russe de 1905** (Bureau d'Editions) ..... 9 fr.
Lettres de Sacco et Vanzetti (1921-1927) (Grasset) ..... 15 fr.
Gabriel SEAILLES : **La Philosophie du travail** (Alcan) ..... 15 fr.
G. PERREUX : **Au Temps des Sociétés secrètes (1830-1835)** (Hachette) ..... 35 fr.
Léon RIOTOR : **Lyon, la cité de la soie** (Roger) ..... 15 fr.

LA REVUE D'ETUDE, DE LITTERATURE ET D'ART

LES PRIMAIRES publie à partir du 1er mars un roman de notre camarade B. GIAUFFRET :

VIBARS

Village d'après-guerre

Bois gravés d'Henri Bourguignon

« Evocation du moment où les hommes avaient des velléités d'agir en révolutionnaires... Œuvre solide, émouvante, exacte par son atmosphère et par ses détails. »

ABONNEMENT : *Un an :* 30 francs ; *six mois :* 18 francs

36, rue Ernest-Renan – ISSY-LES-MOULINEAUX (Seine)

C/c Bonissel, 692-94, Paris

SPECIMEN GRATUIT SUR DEMANDE